

GRAESE : Groupe de Recherches Asie de l'Est et du Sud Est



ETUDES ET DOCUMENTS DU GRAESE

**Les discours sur le développement rural
face aux réalités du monde
et de l'Asie du Sud-Est (1945-2010)**

Jean-Philippe PEEMANS

Centre d'Etudes du Développement, UCL, Louvain la Neuve
Unité d'Economie et Développement rural, Gembloux Agro-Bio Tech, ULG
Centre for Interdisciplinary Research on Rural Development (CIRRD),
Hanoi University of Agriculture (HUA)

N°1/2011

Table des matières

TABLE DES MATIERES	1
INTRODUCTION.....	3
I. LES DISCOURS ET THEORIES DE LA MODERNISATION AGRICOLE FACE AUX REALITES DU DEVELOPPEMENT RURAL : DES EVOLUTIONS CONTRASTEES (1945-2005).....	9
1. La place de l'agriculture et des rapports campagnes-villes dans les théories fondatrices du développement : un bref rappel.....	9
2. Le contexte international et national des politiques agricoles au cours de la période dite de la « modernisation nationale" (1945-1980).....	11
3. Agriculture et développement rural dans le contexte de la globalisation (1980-2005)	15
4. Nouvelles dimensions d'une crise agraire généralisée	20
II. LES DIMENSIONS DU DEVELOPPEMENT RURAL EN ASIE DU SUD EST : UNE PERSPECTIVE HISTORIQUE	29
1. Une approche historique de longue période.....	29
2. Transformations structurelles et rapport Etat - paysannerie dans les années 1950-1980.....	34
2.1 <i>Les transformations structurelles.....</i>	34
2.2 <i>Le rôle de l'Etat : réforme agraire ou révolution technique</i>	36
2.3 <i>L'originalité des mouvements de population et des initiatives paysannes.....</i>	41
2.4 <i>L'Asie du Sud-Est en porte à faux par rapport au « modèle asiatique » ?</i>	44
3. L'impact des aléas de la croissance extravertie sur l'agriculture et le monde rural depuis les années 1980	52
3.1 <i>La montée des nouveaux acteurs de la croissance extravertie, et leur place dans le système agricole.....</i>	52
3.2 <i>La place de l'agriculture et des ressources forestières dans la croissance extravertie</i>	58
3.3 <i>L'impact des crises de 1997 et de 2008.....</i>	67

III. LES RAPPORTS PROBLEMATIQUES ENTRE « LE TOUT A LA CROISSANCE » ET LE DEVELOPPEMENT RURAL EN ASIE DU SUD-EST	70
1 Les limites d'une approche du monde rural en terme de réduction de la pauvreté par la croissance	70
2 La différenciation sociale croissante et les tensions ethniques.....	76
3 Les limites des modèles intensifs, la destruction de l'environnement et les nouvelles stratégies d'accaparement des ressources naturelles	88
CONCLUSIONS.....	97
RÉFÉRENCES.....	103

INTRODUCTION

L'objectif de cette contribution est d'essayer de mettre en perspective diverses dimensions qui ont participé à la singularité des problèmes du développement rural en Asie du Sud-Est jusque en ce début du XXIème siècle.

L'on veut insister dès le départ sur l'aspect généraliste de l'approche proposée : le développement rural est une thématique vaste qui ne se réduit pas aux questions agricoles, même si celles-ci y occupent évidemment une place centrale. Cette thématique exige une approche interdisciplinaire ou s'articulent au moins les dimensions économiques, sociales et institutionnelles, mais ou ne peuvent être négligés les aspects géographiques, démographiques, voire anthropologiques et culturels.

Un regard en terme de développement permet d'éviter que une approche généraliste et interdisciplinaire ne tombe dans la tentation encyclopédique. Dans cette contribution on se bornera à mentionner, et à parcourir, deux axes qui illustrent l'intérêt de ce regard.

D'une part on rappellera que les théories du développement ont accordé une place centrale à l'agriculture et au développement rural dès leur émergence à partir des années 1950 comme corpus théorique élaboré. Ces théories, délibérément totalisantes, n'ont pas été éparpillées à travers mille et une approches des divers développements possibles, y compris du développement rural. Elles se sont construites autour d'un même paradigme qui a assuré la convergence entre les différentes sciences sociales vers une même conception du développement. Dans ce paradigme de la modernisation, ce sont l'industrialisation et l'urbanisation qui sont les vecteurs du développement, et le rôle de l'agriculture est de soutenir cette voie vers le progrès et la sortie du sous-développement. Qu'on le veuille ou non, à partir de ce moment, les multiples voies possibles du développement rural, se sont réduites à une approche fonctionnelle par rapport aux exigences de la modernisation, au Nord comme au Sud. Malgré les apparences, beaucoup de discussions actuelles autour du concept de développement rural durable, ne changent pas fondamentalement cette vision fondatrice, qui reste très prégnante dans les études de développement.

Dans cette contribution on tentera de montrer combien les problèmes et les politiques du développement rural en Asie du Sud Est ont été profondément

influencées par cette vision depuis plus d'un demi-siècle. Cette vision fournit un thème unificateur de l'approche du développement rural dans toute la région, en dépit de la diversité des contextes géographiques propres à chaque pays. On n'entrera pas dans les discussions qui ont lieu périodiquement entre géographes et entre historiens sur la définition de l'Asie du Sud-Est comme région¹.

On se référera simplement à l'approche qui en a été fournie par les pays de la région qui ont formé l'ASEAN, définissant eux-mêmes les pays qui font partie de cette dernière².

D'autre part on proposera une approche historique pour essayer de saisir ce qui fait la singularité de la région par rapport aux présupposés généraux de la théorie de la modernisation, et par rapport aux autres régions du monde qui ont été abordées à travers les mêmes présupposés concernant l'agriculture et le développement rural. En fait une certaine interprétation de l'histoire a joué un rôle clé dans la construction de la théorie de la modernisation. Selon ces théoriciens c'est l'histoire des pays industrialisés qui fournit les exemples de la réussite dans le passage du passage d'une économie sous-développée, écrasée sous le poids d'une agriculture improductive, à une société développée portée par les effets bénéfiques de la croissance et du progrès technologique.

Dès les années 1950-1960 deux grandes constructions historico-théoriques, l'une basée sur le cas de l'Angleterre du XVIIIème siècle, l'autre sur celui du Japon au XIXème siècle ont prétendu montrer comment ces expériences, vues comme exemplaires, pouvaient inspirer les politiques à suivre par les « pays en développement » de la seconde moitié du XXème siècle (cfr.infra). Dans ces deux constructions une interprétation de l'histoire servait à justifier un certain modèle de développement centré sur l'industrialisation rapide, avec un rôle clé attribué à l'agriculture pour soutenir le démarrage du secteur industriel. Dans cette approche les réalités complexes du développement rural de l'époque étaient complètement obliérées par une vision fonctionnaliste de l'agriculture.

1 Cfr. notamment : KING V.T., Southeast Asia: An Anthropological Field of Study ?, Moussons, 3 juin 2001, p.3-32; GUPTA A., The Physical Geography of Southeast Asia, Oxford University Press, Oxford and New York, 2005 ; CURAMING R., Towards a Poststructuralist Southeast Asian Studies? SOJOURN: Journal of Social Issues in Southeast Asia Vol. 21, No. 1, 2006, pp. 90-112; DELER J.P., Mutations économiques et recompositions territoriales en Asie du Sud et du Sud-Est, Introduction, Ann. Géo., n° 671-672, 2010, p. 4-6.

2 SHELDON SIMON, ASEAN and Multilateralism: The Long, Bumpy Road to Community, Contemporary Southeast Asia Vol. 30, No. 2, 2008, pp. 264.-92.

Depuis lors, de nombreux auteurs, venus d'horizons divers, ont remis en cause cette conception instrumentale de l'histoire et du développement rural. Dans le domaine de l'histoire on peut citer notamment les apports de I.Wallerstein, F.Braudel, et de nombreux courants issus des pays du Sud, dont l'« école de la dépendance » et « l'école des études subalternes ». Malgré leur diversité d'approches ces différents courants ont remis radicalement en cause le concept d'une histoire universelle du développement, ou l'expérience des pays occidentaux est censée indiquer la voie unique du développement possible à ceux qui doivent encore sortir de l'obscurité et de l'arriération de la société agraire traditionnelle, et entamer le chemin qui leur permettra de rattraper les premiers dans la course au progrès et à l'abondance matérielle³.

Ce que ces courants partagent c'est une vision de l'histoire ou l'expérience occidentale n'est pas la seule expérience de développement qui compte : il y a eu une diversité de chemins du développement possibles au moins jusque au XVIème siècle, y compris en Occident. Le développement n'est plus seulement vu comme la capacité de faire émerger un secteur industriel, mais comme la capacité d'édifier une civilisation matérielle et spirituelle complexe et durable, ou les interactions longues entre les dimensions économiques, sociales, institutionnelles et culturelles, participent toutes à la construction d'un processus de développement qui donne son identité et sa personnalité historiques à la société concernée.

Ce que cela a induit comme changement c'est d'abord la perception que l'entrée de l'Occident, dans ce qui est appelé par les uns la modernité, par les autres le capitalisme, a évidemment bouleversé les conditions du développement possible au Nord et au Sud. Ce dernier particulièrement a été soumis pendant quatre siècles aux entreprises d'expansion conquérantes du premier, et à son appétit illimité pour l'exploitation des ressources humaines et matérielles, selon deux critères privilégiés: la productivité et la rentabilité. Cette révision de l'histoire longue invite donc à

³ BRAUDEL F., La dynamique du capitalisme, Arthaud, Paris, 1985 ; BRAUDEL F., Civilisation matérielle, économie et capitalisme, Tome II, Les jeux de l'échange, Paris, A. Colin, Paris, 1979 ; WALLERSTEIN I., The Politics of the Capitalist World-Economy, Cambridge University Press, Cambridge, 1984 ; WALLERSTEIN I., The Modern World System: Capitalist Agriculture and the Origins of the European World Economy in the Sixteenth Century, New York, Academic Press, New York, 1976; GUHA R., SPIVAK G. C., Selected Subaltern Studies, Oxford University Press, Oxford, 1998.

explorer l'histoire séculaire des blocages imposés au Sud, plutôt que d'évoquer les seules vertus d'un rattrapage à faire⁴.

Un autre changement majeur a été l'intérêt nouveau pour d'autres acteurs que ceux privilégiés par l'histoire de la modernisation. Le plus spectaculaire a sans doute été la prise en considération de la paysannerie comme acteur à part entière dans la construction de sociétés viables au cours de longs siècles. Dans l'interprétation de l'histoire par la théorie de la modernisation, le monde paysan est vu comme un monde arriéré, engoncé dans des pratiques archaïques, perpétuellement menacé par les catastrophes naturelles ou malthusiennes, et qui ne peut que être réduit à un objet des politiques de modernisation qui le libéreront enfin de la misère. Au contraire dans la vision braudélienne et de l'« école des études subalternes », les paysans sont vus comme les acteurs de base d'une civilisation matérielle et spirituelle qui est la condition de base d'une société humaine durable. L'histoire longue de leurs pratiques séculaires, dans des contextes locaux concrets, a mis désormais l'accent sur les pratiques qui ont permis à la fois la maîtrise des conditions de reproduction et d'amélioration d'éco-systèmes très divers, et l'élaboration d'institutions très complexes pour assurer les conditions de la reproduction de la sécurité collective⁵.

Ces avancées vers la reconnaissance du monde paysan comme acteur séculaire du développement se sont cependant nettement distancées des visions romantiques ou idylliques de la vie villageoise. Au contraire, on a attaché une importance tout à fait centrale aux tendances permanentes à la différenciation sociale, et à la reproduction de formes toujours renouvelées d'inégalités dans les sociétés rurales, et surtout les menaces que font peser continuellement sur elles les interventions extérieures cherchant à les soumettre et à les exploiter. Bref, le thème des conflits permanents et violents entre acteurs dominés et dominants est au cœur de cette conception pluridimensionnelle de l'histoire des développements. Les tentatives permanentes des premiers d'affirmer leur pouvoir par tous les moyens, et les résistances toujours renouvelées des seconds sont des axes majeurs pour comprendre les processus de développement réels bien éloignés des théories normatives du développement à faire.

⁴ BAYLY C. A., La naissance du monde moderne (1780-1914), Les Éditions de l'Atelier, Paris, 2006.

⁵ PEEMANS J.P., Acteurs, histoire, territoires et la recherche d'une économie politique d'un développement durable, Mondes en Développement, Vol.38-2010/2-n°150, p.23-48.

Enfin on peut noter que la dimension territoriale a pris une place toujours plus importante dans les études du développement, d'ailleurs en partie en symbiose avec le renouvellement de l'approche de l'histoire. Alors que la modernisation a privilégié les dimensions nationales et globales pour parler des développements à faire, les territoires concrets des développements réels ont donné une importance plus fortes aux dimensions régionales et locales, sans négliger pour autant les autres. L'approche territoriale permet notamment de prendre en considération toutes les dimensions du développement rural, et pas seulement la dimension agricole instrumentalisée par les exigences de la croissance économique. Elle peut également contextualiser les conflits opposant les acteurs de la modernisation, pour qui le territoire n'est qu'un espace de ressources à mobiliser et à valoriser, aux acteurs d'un développement plus modeste, pour qui le territoire est avant tout un lieu de vie, où se tissent les liens sociaux et où se construit l'identité en assumant l'héritage de l'histoire longue. En outre l'approche territoriale permet de porter un autre regard sur les rapports villes-campagnes que ceux offerts par la théorie de la modernisation : les deux sont des territoires à construire et pas seulement des supports de la croissance.

Ces remarques permettent de comprendre pourquoi il peut être intéressant d'aborder la question du développement rural en Asie du Sud-Est en prenant en considération les différents thèmes évoqués ci-dessus. Ils peuvent aider à situer ce qui fait la singularité de la région, sa personnalité historique, par rapport à d'autres régions du monde, et par rapport aux propositions normatives et universalistes des différentes variantes de la théorie de la modernisation⁶.

Il y aura donc trois grandes parties dans la contribution qui suit. Dans une première partie on rappellera très brièvement l'évolution de la vision de la modernisation depuis un demi-siècle, puisque elle a eu une influence très prégnante sur la manière de concevoir le développement agricole et rural, en Asie du Sud-Est comme ailleurs. Dans une deuxième partie, on essaiera de tracer les grandes lignes du processus historique singulier qui a caractérisé le développement rural de la région, en tenant compte du rôle des acteurs impliqués, particulièrement ceux des Etats et de la paysannerie, avec une insistance particulière sur l'évolution depuis la Seconde guerre mondiale. Enfin, dans une dernière partie on essaiera de situer la relation

⁶ RIGG J. et al., Understanding Languages of Modernization: A Southeast Asian View, Modern Asian Studies, Vol. 33, No. 3, Jul., 1999, pp. 581-602.

problématique entre les succès de la croissance, souvent pris comme seule référence de cette époque, et les contradictions qu'elle a engendré et engendre encore en termes de développement humain et rural durable.

I. LES DISCOURS ET THEORIES DE LA MODERNISATION AGRICOLE FACE AUX REALITES DU DEVELOPPEMENT RURAL : DES EVOLUTIONS CONTRASTEES (1945-2005)

1. La place de l'agriculture et des rapports campagnes-villes dans les théories fondatrices du développement : un bref rappel

Dès la période fondatrice des théories du développement entre 1950 et 1965, une place importante est accordée à l'agriculture pour définir ce qu'est la modernisation, le paradigme emblématique de cette époque.

L'aspect spatial était aussi très visible dans cette doctrine. D'une part, à travers l'importance accordée au passage de la société à dominante agricole à la société à dominante industrielle, les théories et les pratiques de développement ont donné une grande importance aux rapports entre espaces ruraux et urbains, considérés comme des instruments des politiques de modernisation. Les villes et les campagnes étaient vues comme des espaces à adapter rapidement aux exigences de la modernisation. D'autre part, le seul territoire à construire, « à développer », était celui de l'Etat national moderne. Et la production agricole, tout comme le travail paysan, avaient un rôle instrumental dans la consolidation de l'Etat et du secteur industriel⁷.

Les paramètres de cette construction étaient ceux de la modernisation accélérée, derrière laquelle se profilait en fait la logique d'un « processus d'accumulation primitive » à travers laquelle étaient définis les rôles respectifs des campagnes et des villes. Ces dernières n'étaient pas envisagées comme des « territoires », mais devaient être des supports et des instruments des politiques de modernisation nationale. De même les populations locales n'étaient pas considérées comme des acteurs du développement, mais comme l'objet de ce dernier⁸.

7 PEEMANS J-Ph., Modernisation, globalisation et territoires : l'évolution des regards sur l'articulation des espaces urbains et ruraux dans les processus de développement, Revue Tiers Monde, Tome XXXVI, n°141, 1995, p.17-41

8 On peut rappeler aussi que de ce point de vue, les Etats modernisateurs ont voulu, et ont toujours été encouragés à se construire comme des Etats « forts », surtout du point de vue du contrôle et de l'incorporation des populations locale, identifiées soit au secteur « traditionnel » rural, soit, un peu plus tard, au « secteur informel urbain », les deux relevant de la notion d'espaces potentiellement ou réellement insoumis par rapport à la logique centralisatrice du territoire étatique.

La dimension historique était bien présente également, puisque cette "école dogmatique de la modernisation" voyait le développement comme un processus universel caractérisé par une série d'étapes par lesquelles doivent nécessairement passer toutes les nations et sociétés. L'histoire des sociétés développées montrait le chemin à ceux qui devaient encore sortir du sous-développement⁹.

Le rôle de l'agriculture dans l'industrialisation a été très débattu par les théoriciens de la modernisation. Le théoricien le plus célèbre de la modernisation, W.W. Rostow, a cherché à établir un lien fort entre la théorie et l'interprétation de l'histoire, avec la théorie dite des «stades de la croissance économique» (les cinq étapes), construit autour de la notion de «décollage », ce dernier étant considéré comme une période cruciale où le secteur industriel a pris la première place à l'agriculture dans le produit national. Le modèle dualiste de J. Fei et G. Ranis, très influent lui aussi, était une reconstruction de l'histoire de l'industrialisation du Japon à l'époque du Meiji, censée pouvoir offrir une autre image de modernisation réussie. La dimension agricole et des rapports villes-campagnes y était fortement articulée à l'approche historique, puisque le succès de la transition était marqué par la disparition du chômage déguisé en région rurale, à travers l'absorption de la force de travail par le secteur industriel urbain. On peut encore signaler, les différentes théories de l'antériorité de la « révolution agricole » en Angleterre, donnant des arguments, à la fin des années soixante, à la nouvelle priorité donnée à la « Révolution verte » par les organisations multilatérales (Banque Mondiale et FAO)¹⁰.

Les politiques de « modernisation nationale » ont connu des succès limités, variables selon les pays, et selon les variantes d'inspiration libérale ou socialiste. Mais au cours des années 1970, elles ont été traversées par des contradictions de plus en plus nombreuses, notamment dues aux limites internes de la formation du capital. En outre elles ont subi des critiques de plus en plus fortes, venues d'horizon divers, quant au rôle instrumental

9 Cfr EISENSTADT S., « Historiquement la modernisation est le processus de changement vers ces types de systèmes sociaux, économiques et politiques qui se sont développés en Europe occidentale et en Amérique du nord du XVIème au XIXème siècles, et qui se sont étendus ensuite aux autres pays européens, puis au XIXème et XXème siècle, à l'Amérique du Sud, à l'Asie et à l'Afrique », in Eisenstadt S., *Modernization, Protest and Change*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, 1966.

10 ROSTOW W.W., *The Stages of Economic Growth: a Non-Communist Manifesto*, Cambridge University Press, 1970; FEI J. and RANIS G., *Development of the Labour Surplus Economy, Theory and Policy*, Yale University Press, New Haven, 1964; JONES E.L., *Agricultural Origins of Industry, Past and Present*, 40, 1968, p.58-71

imposé à l'agriculture, avec des conséquences très négatives sur le développement rural. (cfr.infra).

2. Le contexte international et national des politiques agricoles au cours de la période dite de la « modernisation nationale" (1945-1980)

Dans les théories de la modernisation, le développement était l'édification de la nation moderne avec le niveau national comme territoire de référence. Mais dans la réalité de l'après Seconde Guerre mondiale, le contexte international a joué un rôle décisif. Tout d'abord, parce qu'à l'époque, le temps de la guerre froide, les théories de la modernisation ont essayé de proposer un modèle international pour les politiques de développement, en essayant de diffuser vers les pays dits en développement, un projet d'imitation et rattrapage du modèle occidental de développement. Outre cet élément, en ce qui concerne la place de l'agriculture, il y avait aussi le rôle énorme que les politiques agricoles de la nation hégémonique, les USA, ont joué pour influencer le contexte international des politiques agricoles, partout dans le monde.

En fait les politiques agricoles conçues en terme de modernisation ont une histoire bien antérieure à la Première guerre mondiale, et ce aussi bien en Europe qu'aux USA et même au Japon (époque du Meiji). Une avancée décisive de ce modèle de modernisation a été mise en œuvre aux USA pendant les années 1930 pour essayer de répondre à une crise violente des débouchés. Cette crise avait frappé tous les grands pays exportateurs agricoles, à la suite du retour à des politiques plus restrictives en matière d'importation des pays européens, après la première guerre mondiale. La politique de sortie de crise du New Deal a consisté à promouvoir l'augmentation interne des débouchés pour les céréales à travers la production massive d'aliments pour le bétail et la production de viande. C'est l'origine du modèle G-F-L (Grain-Feed-Livestock), reposant sur la construction d'une chaîne agro-alimentaire intégrée associant un « modèle fermier de modernisation », reposant sur des exploitations de plus en plus grandes et spécialisées, et les industries agro-alimentaires de transformation, le tout avec des mesures de soutien en matière de prix, crédit, stockage mises en œuvre par l'Etat fédéral¹¹.

11 FRIEDLAND W.H., et al., *Toward a New Political Economy of Agriculture*, Westview Press, Boulder, 1991.

Ce modèle américain de modernisation agricole a connu des résultats spectaculaires dès les années 1940, avec une apparition d'excédents exportables importants. C'est ce modèle qui a dominé l'évolution des politiques agricoles au Nord et au Sud depuis la seconde guerre mondiale. Les excédents de l'agriculture américaine résultant de la mise en place de la filière GFL ont joué une place majeure dans l'évolution des agricultures du Nord et du Sud après la seconde guerre mondiale. Tous les gouvernements US successifs ont considéré la protection de l'agriculture et la promotion des exportations agricole comme un objectif stratégique majeur de sécurité nationale, refusant, dès la fin de la guerre, que l'agriculture soit incluse dans les compétences du GATT, orienté par eux vers une libéralisation accrue des échanges commerciaux dans les autres domaines.

Les excédents américains ont trouvé d'abord des débouchés en Europe après guerre (Plan Marshall) puis sous la forme d'aide alimentaire au PVD (PL 480) après 1950. Pendant les années 1950, la majorité de l'élite politique et économique en Europe occidentale sous influence américaine a de plus en plus envisagé le développement européen en terme de retard par rapport au modèle américain de modernisation agricole. Cela a conduit à la mise en place de la PAC, qui peut être vue comme une adaptation au contexte spécifique européen des principes ayant conduit à la mise en place du modèle GFL aux USA : une protection de l'agriculture envisagée comme un moyen de stimuler et soutenir l'émergence d'un « modèle fermier de modernisation » (MFM) à l'européenne¹².

Au Sud, dans les pays anciennement et nouvellement indépendants, de manière générale les postulats de la théorie de la modernisation ont été acceptés, fondés sur le dualisme entre une agriculture arriérée, symbole du retard de développement, et la priorité à la croissance basée sur une industrialisation porteuse de modernité. L'agriculture devait soutenir l'accélération de l'industrialisation, par des transferts divers et par l'augmentation des recettes d'exportation. La grande crainte était de voir la modernisation freinée par l'insuffisance de la production alimentaire pour soutenir la croissance de la force de travail industrielle, souci qui s'est rapidement transformé en préoccupation pour l'alimentation de la population urbaine croissante, salariée ou non. La politique alimentaire n'a pas été orientée d'abord vers une augmentation de l'offre vivrière par la

12 PEEMANS J.Ph., « L'agriculture européenne, Caractéristiques et contradictions de la modernisation de l'agriculture européenne dans le cadre de la PAC », Contradictions, 1989, p.161-177.

paysannerie, mais par le souci d'avoir des prix de l'alimentation bas en milieu urbain (cheap food policy) par divers moyens. L'importation de produits alimentaires a rapidement joué un rôle important dans cette politique, notamment via les programmes PL 480 des USA¹³.

Il est important d'évoquer ici l'exception du modèle de développement chinois pendant les années 1960-1980, où il y a eu une tentative de mettre en place un modèle d'industrialisation intégrant la petite paysannerie, à travers une politique d'autosuffisance alimentaire locale et nationale, l'unité organique entre production végétale et animale sur base des ressources locales, et la création de petites unités de production industrielles en milieu rural. Cette politique a été l'objet de controverses violentes en Chine même, notamment à cause de son coût pour l'Etat, et finalement abandonnée à la fin des années 1970, avec l'arrivée au pouvoir d'une faction politique donnant la priorité à la modernisation accélérée basée sur l'industrie pour l'exportation. Au delà des polémiques d'usage, il faut souligner que c'est l'unique expérience de développement de grande envergure dans laquelle il a été affirmé que la paysannerie ne doit pas disparaître avec l'industrialisation, mais au contraire rester la base de la société et de l'Etat¹⁴.

Dans la plupart des pays du Sud, les politiques de modernisation basées sur le modèle dualiste ont montré des signes d'essoufflement dès la fin des années 1960, avec des déficits alimentaires croissants. Une version de la modernisation alarmiste a commencé à avoir une influence en Occident (le monde court à la famine à cause de la croissance démographique au Sud), surtout aux USA. Cela a débouché sur un rôle accru donné à la Banque Mondiale pour soutenir des projets de modernisation agricole accélérée dans un certain nombre de pays considérés comme pouvant connaître des problèmes accrus d'instabilité. Cela a conduit aux politiques de mise en œuvre d'intensification de la production agricole (Révolution Verte)¹⁵.

Ces politiques de RV ont en fait été une étape majeure de la mise en place d'un « modèle fermier de modernisation » (MFM) au Sud, puisque l'objectif était d'obtenir des résultats rapides. On affirmait alors que ceux-ci pouvaient être mieux atteints en s'appuyant sur une minorité d'exploitants capables de mettre en œuvre le paquet technologique (variétés

13 McMICHAEL P., A food regime genealogy. *The Journal of Peasant Studies*, 36(1), 2009, p.139-69.

14 McFARLANE B., "Political Economy of Class Struggle and Economic Growth in China", *World Development*, 8, 1983, p.659-672.

15 FABRE R., *Paysans sans terres, Les moissons de l'agropolitique*, Dunod, Paris, 1978.

sélectionnées, irrigation, engrais et pesticides) subsidié par les Etats, les prêts de la BM et avec l'encadrement technique FAO. Ces politiques affirmaient s'inspirer des succès de la RV mise en œuvre au Mexique dans les années 1950, qui avait consolidé un puissant MFM, tout en reléguant pratiquement dans l'autosubsistance la petite paysannerie ayant bénéficié de la réforme agraire (ejidos). On peut dire aussi que la Révolution Verte a été une première étape de la diffusion du modèle GFL au Sud (à travers la croissance de G), avec un MFM étroitement lié aux firmes agro-industrielles en amont (mécanisation, chimisation, etc.)¹⁶.

Parallèlement à la RV, les années 1970 ont vu une rapide diffusion des autres composantes du modèle GFL dans de nombreux pays du Sud, sous l'impulsion de la demande des classes moyennes urbaines dans les nouveaux pays industriels et les pays pétroliers surtout. Cela s'est traduit par une très forte augmentation des importations de F (animal feed) et de L (surtout sous forme de viande et produits laitiers). Dans certains pays du Sud on a vu l'émergence d'un modèle fermier de modernisation (MFM) lié à l'élevage (L) reposant beaucoup sur les importations de F, tandis que dans d'autres il était le moteur de nouvelles exportations, notamment de F (soja du Brésil, manioc de Thaïlande) vers les pays du Nord.

On a donc vu une avancée majeure dans les années 1970 vers une nouvelle division mondiale du travail agricole dans laquelle les surplus du GFL du Nord (excédents subsidiés US et UE) croisaient ceux du MFM du Sud¹⁷.

D'une part le mouvement s'est traduit par un rôle accru des grandes firmes agroalimentaires (FIAA) dans le commerce mondial agricole, et des firmes agro-industrielles dans l'encadrement des MFM du Sud et du Nord. D'autre part il a contribué à une marginalisation visible de la petite paysannerie concurrencée par les importations ou les implantations liées à la diffusion du GFL dans des couches toujours plus larges des populations urbaines, ou par la priorité donnée aux projets agro-industriels d'exportation (Afrique). Les déficits des productions alimentaires locales des années 70 dans certains pays ont aussi entraîné une pénétration du modèle GFL (aide alimentaire)¹⁸.

16 BERNSTEIN H. et al., eds., *The Food Question, Profits versus People?* Earthscan Publications, London, 1990.

17 BUTTEL F.H. et GOODMAN D., "Class, State, Technology and International Food Regimes, An Introduction to recent trends in the sociology and political economy of agriculture", *Sociologia Ruralis*, Vol. XXIX, 1989, p.86-117.

18 BERNIER X., *Les mutations des espaces ruraux dans les Pays en Voie de Développement*, Economica, Paris, 1997.

Devant la paupérisation paysanne accrue, les organisations multilatérales préconisent alors de soutenir une intégration accrue de la petite paysannerie soit au marché mondial, soit à la RV, combinée avec des stratégies alimentaires et de besoins fondamentaux (basic needs). L'impact réel de ces discours ou projets sur les réalités paysannes est resté très limité. Un certain nombre de pays ont essayé de manière éphémère de mettre en place des stratégies de soutien de la petite paysannerie (IRDP en Inde, SAM au Mexique). La conjoncture de crise du début des années 1980 a mis fin à ces tentatives.

3. Agriculture et développement rural dans le contexte de la globalisation (1980-2005)

Les années 1980 ont été marquées par deux mouvements interdépendants : d'un côté l'affaiblissement des Etats-Nations au Sud suite à la crise des politiques de modernisation nationale (endettement) et à l'imposition de l'ajustement, de l'autre un renforcement continu des grands groupes agro-alimentaires (FIAA). Cette évolution a été accompagnée par l'offensive de l'idéologie néo-libérale de la néo-modernisation qui conçoit le développement comme une adaptation continue aux exigences de la globalisation, nouvelle étape du processus universel de modernisation.

Les politiques d'ajustement et la réduction du rôle de « l'Etat entrepreneur » ont entraîné une diminution des soutiens divers fournis à la modernisation de l'agriculture dans les années 1970. En ce qui concerne les pays du Sud, l'affaiblissement de l'Etat a mené à un démantèlement progressif des tentatives, même limitées, d'une politique intégrée et autonome de développement agricole (abandon des politiques agro-alimentaires ; privatisation des projets publics antérieurs ; diminution de la protection du marché intérieur ; réduction des subsides pour l'alimentation urbaine et tendance de plus en plus forte à abandonner celle-ci aux importations de GFL à prix de dumping ; priorité donnée à la diversification des exportations agricoles sous la pression de l'ajustement dans un cadre de marché mondial de plus en plus concurrentiel).

Cette tendance a contribué à augmenter la concurrence pour les produits de base sur les marchés internationaux et à la baisse de leurs prix. Celle-ci a été accentuée par les pratiques de dumping des pays du Nord pour soutenir l'exportation de leurs surplus agricoles vers des pays du Sud désormais enclins à s'ouvrir, ou contraints de réduire leur niveau de protection. A titre

d'exemple, selon certaines évaluations, le prix réel du riz sur le marché international a baissé de 80 % entre 1975 et 2000¹⁹.

Cela a déclenché un mouvement accéléré de baisse des termes d'échange de la plupart des produits agricoles. Les dirigeants successifs d'un grand nombre de pays ont choisi délibérément l'ouverture aux importations alimentaires, avec l'idée que cela rendrait plus facile l'approvisionnement des grands centres urbains, voire l'abaissement des coûts du travail pour stimuler des exportations manufacturières. Le plus souvent la sécurité alimentaire était invoquée pour justifier l'ouverture. Un tout aussi grand nombre de pays se sont vus imposés ces choix de l'extérieur à l'occasion d'un problème d'équilibre de la balance extérieure ou du budget. Dans les deux cas, les conditions d'une dépendance alimentaire quasi irréversible ont été mises en place.

Les mesures d'ajustement structurel ne permettaient plus de reproduire le cadre institutionnel qui avait permis l'encadrement de la Révolution verte dans la période antérieure : protection du marché intérieur, investissements massifs d'infrastructure réalisés par les Etats, et subsidiassions tant des prix des intrants que des prix à la consommation. Ce changement institutionnel ne permettait pas d'absorber dans le MFM une forte proportion de paysans moyens éventuellement candidats à ce type d'intégration au marché. Les premiers succès de la « révolution verte », désormais livrée aux aléas du marché, ont donc été compromis, parce que la baisse relative des prix agricoles décourageait la continuation d'un processus de modernisation capitaliste dans le secteur. Dans un rapport de 2004, la Banque Mondiale, a reconnu elle-même que le monde académique et les agences d'aide au développement avaient perdu de l'intérêt pour le rôle de l'agriculture, à partir du milieu des années 1980, à cause du bas niveau des prix des principaux produits agricoles sur les marchés mondiaux. Cela ne permettait pas de justifier de nouvelles sources de financement pour l'agriculture. Entre 1980 et 2002, l'ensemble des aides bilatérales et multilatérales au développement de l'agriculture dans le Sud est passée de 6,2 milliards à 2,3 milliards de dollars²⁰.

Cette évolution a aussi entraîné une réduction des financements pour la recherche dans le domaine des technologies agricoles adaptées aux pays

19 DAWE D., 'The changing structure of the world rice market, 1950-2000', Food Policy, 27, 4, 2002, p.355-370.

20 WORLD BANK, Directions in Development: Agriculture and Poverty Reduction. Agriculture and Rural Development Department. Washington, September 2004.

tropicaux, en contraste avec les fonds alloués généreusement dans les années 1970 aux institutions de recherche agronomique regroupées sous l'ombrelle de la Banque Mondiale (CGIAR). La stagnation de l'effort d'innovation a résulté en une stagnation des rendements céréaliers depuis la fin des années 1980. La baisse des termes d'échange a durement affecté le monde paysan, et a favorisé la concentration foncière au bénéfice du MFM et au détriment des exploitations paysannes. En même temps, il y a eu une pression croissante des organisations multilatérales pour promouvoir des politiques de réformes agraires « à l'envers » (concentration de la terre au bénéfice des opérateurs du MFM ou des investisseurs étrangers), et de réforme foncière dans le sens de la privatisation des terres collectives (dissolution de l'ejido au Mexique) ou communales (Afrique, Asie du Sud-Est).

Ces différents aspects ont eu un impact contradictoire sur la diffusion du modèle fermier dans un certain nombre de pays du Sud, en Asie (Inde, Pakistan, Thaïlande, Corée du Sud) et en Amérique Latine (Chili, Mexique, Brésil, Colombie). Dans la plupart des pays du Sud, et notamment en Afrique et en Asie du Sud-Est, il s'est agi plutôt d'îlots qui se sont détachés dans l'océan de l'agriculture paysanne. Ils ont été mis en œuvre à travers une logique de « pôles performants », portés par la chimisation, la mécanisation massives, et la mise en œuvre des biotechnologies.

Si la « Révolution verte » des années 1970, a donné une impulsion décisive à l'articulation entre le MFM et le système agro-industriel, la croissance spectaculaire des rendements et de la production qu'elle a permis au niveau de G, puis de F (dans le modèle GFL) a atteint assez rapidement un plafond qui n'a plus été dépassé depuis le milieu des années 1980. L'augmentation de la production agricole, au Nord comme au Sud, qui a permis de faire face à l'expansion de la demande de G et de F à l'échelle mondiale, s'est faite largement à travers la diffusion des technologies mises en œuvre dans la décennie précédente. Dans ce contexte, la concurrence entre surplus produits par l'ensemble des MFM a entraîné une baisse structurelle des prix des produits de base.

Le phénomène majeur à partir des années 1980 semble plutôt avoir été l'émergence d'une nouvelle articulation entre acteurs du système agro-industriel. Cette articulation nouvelle entre IAA et MFM, couplée avec les conséquences des mesures d'ajustement et de libéralisation, a entraîné une forte poussée des exportations agricoles. De nombreux Etats ont favorisé cette orientation pour permettre de rembourser la dette extérieure,

notamment sous la pression des bailleurs de fonds. La croissance des exportations a concerné les composantes du modèle GFL, surtout les éléments concernant les animal feeds (F- maïs, soja, oléagineux). Mais elle s'est aussi étendue à de nouvelles spéculations (produits de l'horticulture - fruits, légumes, fleurs-, et de l'aquaculture). Dans de nombreux pays cela a entraîné une reconversion des terres agricoles, l'ouverture de nouveaux fronts agricoles, et une expansion sélective du MFM, sous le contrôle étroit de nouveaux type de contractualisation, fixant les normes de standardisation des produits imposées par les IAA.

Ces nouvelles chaînes de valeur globalisées ont été la source d'une augmentation de la valeur ajoutée, partagée de manière très inégale entre les différents acteurs de la chaîne. Le partage de la valeur ajoutée en faveur des IAA a été stimulée par les stratégies des groupes agro-alimentaires. Leur dynamique de fusion, concentration, différenciation des produits appuyée sur la maîtrise de nouvelles technologies leur a permis de renforcer leur contrôle sur l'ensemble de la chaîne agro-alimentaire, à travers la mise en œuvre de stratégies globalisées des sources d'approvisionnement et des marchés. L'agriculture est devenue alors de plus en plus une source d'inputs substituables (grâce notamment aux biotechnologies) et une composante de filières totalement internationalisés dans le cadre d'une concurrence oligopolistique entre les FIAA²¹.

La dynamique du complexe FIAA-MFM a reposé sur sa capacité d'augmenter sans cesse sa performance à travers les rationalisations, concentrations et restructurations. Pour y assurer les conditions de la reproduction élargie du capital. Elle n'a pu cependant se maintenir qu'au prix d'une réduction toujours plus importante de la diversité biologique, sociale et institutionnelle. Ce processus s'est accompli à coûts réels croissants, notamment à cause de la fragilité des espèces homogénéisées exigeant des quantités toujours plus importantes d'intrants industriels.. Une grande partie de ces coûts réels croissants a été cachée par la capacité du système d'externaliser ces coûts environnementaux. A partir des années 1990, cette avancée des acteurs économiques dominants du complexe agro-alimentaire va se traduire progressivement dans une évolution institutionnelle, avec la volonté d'inclure l'agriculture dans les discussions sur la libéralisation accrue du commerce international (Uruguay Round 1987-1994).

21 GOODMAN D. et REDCLIFT M., The international farm Crisis, St Martin's Press, New York, 1989.

Cette évolution s'est faite aussi sous la pression de groupes de pays voulant promouvoir les intérêts de leurs complexes agro-alimentaires dans le repartage du marché agricole mondial. Parmi ces pays les USA ont joué un rôle très agressif, réaffirmant leur volonté de consolider l'articulation entre leurs FIAA et le MFM américain (à travers une réforme du crédit agricole et un soutien réaffirmé de l'Etat fédéral, sous des modalités nouvelles et plus sélectives, appuyant en fait dorénavant de véritables exploitations capitalistes d'agriculture industrialisée). Egalement central a été le rôle des pays du groupe de Cairns regroupant des pays du Nord et du Sud, gros agro-exportateurs depuis la première mondialisation agricole du XIX^{ème} siècle, et où se sont mis en place des coalitions d'intérêts bien organisées entre FIAA et MFM, bien soutenus par les Etats, et décidés ensemble à gagner une part croissante des marchés mondiaux, en exigeant le démantèlement des protections et subsides à l'exportation de leurs grands concurrents (USA et UE)²².

Un phénomène majeur de l'évolution du système agro-alimentaire mondial pendant les années 1990 a été la concentration dans les grands groupes de distribution (FDAA) et leur stratégie globalisée de l'approvisionnement et du marketing au Nord et au Sud. Ils ont été les promoteurs actifs d'une poussée formidable de l'internationalisation des modes de consommation, portée surtout par les classes moyennes urbaines du Sud (et désormais de l'ex-Est). Cette évolution a modifié les rapports de force antérieurs entre FIAA et FDAA, au profit des seconds, les deux ensemble concentrant une part toujours croissante de la valeur ajoutée des filières agro-alimentaires qui se sont désormais bien élargies au delà du complexe GFL (fruits et légumes, produits laitiers et carnés élaborés, produits de l'aquaculture, « convenience foods », etc)²³.

A partir des années 1990, l'expansion spectaculaire des FDAA dans de nombreux pays du Sud, émergents et autres, s'est inscrite dans la tendance croissante à la libéralisation du marché alimentaire de ces pays. La stratégie globalisée des sources d'approvisionnement de ces chaînes a contribué à renforcer l'articulation entre MFM-FDAA, surtout en ce qui concerne les

22 BUTTEL F.H., "The US Farm Crisis and the Restructuring of American Agriculture: Domestic and International Dimensions", in Goodman D. et Redclift M., *The International Farm Crisis*, St Martin's Press, New York, 1989, p.46-83.

23 PEEMANS J.Ph., *Les politiques agricoles au fil du temps : logiques dominantes et conséquences*, in S.Charlier et G.Warnotte, eds., *La souveraineté alimentaire*, Presses Universitaires de Louvain, 2007, p.29-52.

produits de l'élevage -L- (élevages semi-industrialisés), et à réduire les débouchés pour l'agriculture paysanne locale.

A travers cette évolution les réseaux IAA-FDAA sont devenus les acteurs dominants du système agro-alimentaire globalisé, construit par les stratégies des acteurs globaux imposant leurs normes aux acteurs nationaux et locaux, tant les Etats que les producteurs du MFM et la petite paysannerie. Cela s'est fait notamment par les normes privées de contractualisation de plus en plus contraignantes en termes de délais de livraison, de prix et de qualité dont les standards sont fixés de plus par ces acteurs privés dominants, illustrant ainsi la thèse de la régulation post-fordiste des régimes alimentaires par les grands acteurs de l'accumulation globalisée²⁴.

Le rôle des politiques agricoles nationales des Etats s'est encore amenuisé dans ce contexte, au Nord comme au Sud. L'agriculture a même vu son rôle relégué à celui d'une monnaie d'échange dans les grandes négociations commerciales internationales, ou les concessions en matière agricole se font contre des concessions en matière industrielle, de propriété intellectuelle ou de libéralisation des services²⁵.

Cette tendance s'est accélérée dans le cadre des négociations au sein de l'OMC (cycle de Doha depuis 2001)²⁶.

La conséquence la plus évidente de ces évolutions interdépendantes a été une détérioration significative des conditions de production et de vie du monde paysan dans la plupart des pays du Sud, avec une accélération de la différenciation sociale à l'intérieur du monde rural, et une marginalisation accrue de la petite paysannerie.

4. Nouvelles dimensions d'une crise agraire généralisée

Le début des années 2000 a donc vu se consolider la domination du système agroalimentaire mondial par les acteurs hégémoniques capables d'imposer sans répit sa globalisation, à travers notamment des exigences sans cesse

24 BUSCH L et BAIN C., "New ? Improved? The transformation of the Global Agrifood System", *Rural Sociology*, 69, 2004, p.321-346.

25 BERTHELOT J., *L'agriculture, talon d'Achille de la mondialisation, Clé pour un accord agricole solidaire à l'OMC*, L'Harmattan, Paris, 2001 ; ROSSET P., *Food is different: why we must get the WTO out of agriculture*. Zed Books, New York, 2006.

26 PROBLEMES ECONOMIQUES, *L'agriculture dans la mondialisation*, n°2901, juin 2006, La Documentation française, Paris, p.2-22.

renouvelées en ce qui concerne la libéralisation du commerce agricole et de la suppression des contraintes résiduelles imposées par les cadres réglementaires nationaux. Cependant cette tendance, en apparence inéluctable, cachait les problèmes structurels masqués par les succès apparents dans le domaine de la croissance de la production et des échanges agro-alimentaires. On a évoqué ci-dessus la capacité des acteurs dominants du système à externaliser une grande partie des coûts réels de fonctionnement, surtout en matière sociale et environnementale. Le début des années 2000 n'a certainement pas modifié cette situation.

Les discours du MDG sur la réduction de la pauvreté ont comme toujours, dans les discours imprégnés par l'idéologie de la modernisation, dépeint la pauvreté comme résultant d'une situation naturelle, à résoudre par l'aide à l'incorporation des pauvres au marché ; ils n'ont jamais pris en compte les paysans réduits à la pauvreté par le fonctionnement même de ce dernier, à travers le contrôle de l'accès aux ressources et de la formation des coûts et des prix par les acteurs dominants de la chaîne agro-alimentaire.

Les externalités environnementales ont été très partiellement rencontrées par la promotion en tant que niche de marché d'une partie de l'agriculture biologique, impulsée initialement par des initiatives opposées à la logique du système dominant, mais désormais récupérée comme composante d'un marketing ciblé par les FDAA.

Cependant on sait que évidemment les problèmes de l'environnement, dont ceux dits du réchauffement climatique, ne se réduisent pas seulement à ceux provoqués par l'évolution du système agro-alimentaire. On sait aussi que la prise de conscience de ces phénomènes a finalement induit quelques décisions politiques, essentiellement au Nord, et surtout dans l'UE, allant dans le sens de promouvoir les agro-carburants comme substituts partiels aux énergies fossiles. Le paradoxe de cette évolution est que cela a ouvert de nouvelles opportunités d'expansion illimitée au FIAA, sans remettre en cause leur propre logique de fonctionnement, elle-même cause de dégradation avérée de l'environnement²⁷.

Une grande partie des produits pouvant être transformés en agro-carburants avaient déjà une longue carrière en tant que ingrédients de l'industrie agro-alimentaire, notamment, dans le cas des oléagineux, à travers la formidable expansion des aliments composés pour l'élevage (le F du GFL). L'argument écologiste a donc ouvert une « nouvelle frontière » aux

²⁷ GIAMPIETRO M. M. and MAYUMI K., The biofuel delusion, Earthscan, London, 2009.

investissements massifs dans une nouvelle phase d'expansion pour les FIAA, et ouvert la porte à une nouvelle vague d'accaparement des ressources naturelles aux conséquences environnementales potentiellement dévastatrices²⁸.

On ne peut pas oublier non plus que cette phase s'est insérée dans un contexte d'accélération de la financiarisation de l'économie globale, due notamment à la nécessité pour la nébuleuse financière globale de recycler par tous les moyens les énormes surplus financiers dégagés par certains pays émergents particulièrement compétitifs (notamment la Chine). Ces fonds ont alimenté ces investissements et une spéculation foncière sur les espaces nécessaires à la « nouvelle frontière ». En outre certains opérateurs ont parié sur une instabilité potentielle des marchés de matières premières agricoles, et celles-ci sont devenues un objet privilégié de spéculation à travers la création de nouvelles catégories de produits financiers dérivés. De petits déséquilibres dans l'économie réelle de l'offre et de la demande agro-alimentaire peuvent ainsi se transformer en hausses de prix disproportionnées, et devenir une source inépuisable de gains pour les fonds spéculatifs spécialisés.

Cette évolution a conduit à la conjoncture de « crise alimentaire » de 2007-2009. La « crise alimentaire » de 2007-2008 s'est traduite notamment dans une hausse spectaculaire des prix des produits alimentaires sur les marchés mondiaux. Il est intéressant de souligner que les études inspirées par un courant, apparu au début de la décennie, voulant porter une plus grande attention au rôle de l'agriculture dans le développement n'avaient pas prévu cette évolution. Pris par surprise, les observateurs, scientifiques et autres, ont invoqué pêle-mêle les raisons les plus diverses pour « expliquer » le phénomène non prévu. Leurs commentaires ne sont pas parvenus à convaincre, pas plus que ceux au sujet de la hausse des prix de l'énergie.

Le rapport OECD-FAO Agricultural Outlook 2008-2017, a cherché à faire une synthèse de tous les arguments avancés pour expliquer la hausse des prix agricoles en 2007-2008. Le rapport a mis en évidence le contraste entre la hausse des prix agricoles depuis 2005, et leur baisse spectaculaire depuis 1980. Il a noté que cette hausse ne permettait évidemment pas de rattraper, en terme nominal, la baisse enregistrée depuis 1980. Les prix nominaux des céréales ont baissé en moyenne de plus de 70 % entre 1980

²⁸ COTULA L., DYER N. and VERMEULEN S., Fuelling exclusion? The biofuels boom and poor people's access to land. London: IIED, Rome: FAO, 2008.

et 2000, et le mouvement haussier enregistré depuis 2005 a corrigé à peine cette évolution.

Ce rapport OCDE-FAO a estimé que le niveau de prix de la décennie 2010-2020, sera plus élevé que celui de la précédente, et que surtout les prix seront plus volatiles, à cause de l'impact des changements climatiques et de l'utilisation des matières premières comme instruments de spéculation financière. L'accroissement de la productivité agricole se maintiendra et permettra à l'offre de surpasser les tendances à l'augmentation de la demande mondiale. Il en résultera une reprise de la baisse en termes réels des prix agricoles, mais à un rythme plus faible que dans les décennies récentes. L'Outlook 2008 a affirmé clairement qu'il ne prévoit pas de changement dans les politiques agricoles et commerciales à l'échéance de 2017. Ses seules recommandations concernent l'importance des efforts nationaux pour augmenter la production agricole et surtout la productivité. Ces moyens concernent la bonne gouvernance, l'éducation, la recherche, les infrastructures, et la consolidation des droits de propriétés. Le rapport a aussi demandé que l'on attache une importance particulière au rôle que les OGM peuvent jouer pour assurer la croissance de la production alimentaire, particulièrement dans les pays pauvres²⁹.

On peut donc constater que l'Outlook est resté entièrement dans une logique d'évaluation des facteurs pouvant influencer l'offre et la demande au cours de la prochaine décennie. L'approche s'est inscrite dans un schéma très classique de déterminants de la croissance du secteur agricole, en insistant comme toujours sur le rôle de l'investissement et de la recherche pour faire croître la productivité. L'Outlook OCDE-FAO ne permet certainement pas d'avancer vers une analyse structurelle des causes de la crise. De plus ses prévisions semblent déjà fortement décalées par rapport aux réalités de la nouvelle décennie. Dès fin 2010, ce qui est apparu c'est une hausse considérable des prix de la plupart des prix des cultures alimentaires avec un niveau déjà supérieur à celui atteint en 2007-2008. Pour beaucoup d'analystes cette tendance reflète des phénomènes en apparence conjoncturels, comme les sécheresses et les inondations dans divers pays producteurs, mais qui manifestent en réalité l'impact aléatoire de changements climatiques structurels³⁰.

29 OECD-FAO Agricultural Outlook 2008-2017, May 2008, p.30-50.

30 Cfr. l'avis du Prix Nobel d'Economie, P.Krugman : « ... the evidence does, in fact, suggest that what we're getting now is a first taste of the disruption, economic and political, that

Les multiples réunions consacrées à « crise alimentaire » en 2008-2009, ont traduit à la fois les contradictions entre groupes d'intérêts liés aux diverses composantes du complexe agro-industriel mondial et la permanence d'une rhétorique masquant les réalités en cours³¹.

Les seuls points d'accord ont concerné la nécessité d'éviter toute mesure de subsidiation et de protection des agricultures nationales, de relancer les négociations sur une plus grande libéralisation des échanges agricoles, et de donner une nouvelle attention aux problèmes de l'augmentation de la production. Cette dernière est donc restée bien encadrée dans les seuls paramètres du modèle productiviste³².

On peut donc constater la continuité remarquable du discours dominant dans le domaine du rapport entre agriculture et développement. Une fois de plus une conjoncture de crise a été interprétée en terme de manque, de carence, d'insuffisance, auxquelles seule une accélération de la croissance pourrait remédier, alors que tous les indicateurs tendent à montrer qu'il s'agit bien d'une crise structurelle, endogène au fonctionnement même de ce modèle de croissance³³.

Ce discours plaide pour une intégration accélérée de l'agriculture et de la petite paysannerie dans le système agro-alimentaire global, comme voie la plus assurée pour réduire la pauvreté rurale de masse. Ce discours survient alors que ce système révèle des signes de crise structurelle de moins en moins gérable par les acteurs qui l'ont impulsé et le dominant.

On n'a donc vu apparaître aucune coalition de « décideurs globaux » souhaitant, à l'échelle internationale, prendre les mesures réglementaires qui s'imposent pour mettre fin à la spéculation, et surtout pour imposer des

we'll face in a warming world. And given our failure to act on greenhouse gases, there will be much more, and much worse, to come...", NYT, 07-02-2011.

31 En 2008-2009, les conférences internationales sur le sujet se sont succédées à un rythme frénétique, depuis la conférence de haut niveau sur la Sécurité alimentaire mondiale, les défis du changement climatique et des bioénergies, Rome, 5 juin 2008, jusque au Sommet mondial sur la sécurité alimentaire de la FAO, Rome, 16-18 novembre 2009, en passant entre autres par le Global Agrinvesting Forum de juillet 2009, regroupant à la fois les grandes firmes de l'agri-business, des fonds publics d'investissement et surtout des grands fonds privés spéculatifs.

32 Déclaration de la conférence de haut niveau sur la Sécurité alimentaire mondiale : les défis du changement climatique et des bioénergies, Rome, 5 juin 2008.

33 HOLT GIMENEZ, E. and SHATTUCK A., 'Food crises, food regimes and food movements: rumblings of reform or tides of transformation?', Journal of Peasant Studies, 38: 1, 2011, p.109-144.

normes de politiques agricoles autres que celles mises en place pour conforter les acteurs du complexe agro-industriel global. Bien au contraire, la seule crainte exprimée par eux a été que la situation engendre une reprise en main des marchés par les Etats et le retour vers une politique de « souveraineté alimentaire » plus ou moins forte. Il est réaffirmé, en dépit de l'évidence des réalités, que la seule voie possible est de poursuivre la libération des marchés à l'échelle mondiale.

La grande agitation médiatique autour de la préoccupation affichée des grands acteurs mondiaux pour atténuer les effets de la hausse des prix des produits alimentaires de base sur les « plus pauvres et les groupes les plus vulnérables » n'est pas parvenue, et ne parvient pas, au début de la nouvelle décennie, à masquer le fait qu'il n'y a aucune réflexion sérieuse sur les causes structurelles de cette crise, et à fortiori aucune remise en cause du modèle qui conduit irrémédiablement à l'impasse. Bien au contraire, toutes les décisions annoncées vont dans le sens de vouloir donner un nouvel élan à ce dernier, par la relance de l'innovation technologique, l'investissement, et une tentative d'incorporation plus volontariste des « gisements de pauvreté rurale » dans son espace pour essayer d'en élargir l'assise. De son côté le groupe Monsanto affirme vouloir investir à grande échelle dans des technologies d'amélioration génétique qui permettront de doubler les rendements des principales céréales à l'horizon 2020. Les promoteurs de l'expansion des OGM ont invoqué le rôle central que ceux-ci devront jouer pour soutenir l'accroissement de production nécessaire³⁴.

A ce stade ci, on doit bien constater que les choix politiques effectués ou annoncés au cours de et après la conjoncture de crise 2007-2008 ont été inscrits dans la continuité d'un ensemble de choix politiques qui ont été faits à différents moments de l'histoire récente et qui ont imposé d'abord un modèle unique de modernisation agricole dans les espaces nationaux au cours des années 1960-1970, puis ont imposé l'ouverture de ces derniers aux normes des acteurs globaux de la néo-modernisation des années 1980-1990.

On peut dire aussi que la crise des « food prices » de 2007-2008 n'a été qu'un symptôme supplémentaire de l'approfondissement de la crise agraire structurelle, endogène à la logique même du complexe agro-industriel et surtout de la composante agricole qui en dépend. Le seul élément nouveau est inscrit dans la logique d'accumulation qui est au cœur du système :

³⁴ GLOVER D. The corporate shaping of GM crops as a technology for the poor. *Journal of Peasant Studies*, 37(1), 2010, p. 67–90.

dorénavant sur les marchés globalisés, les produits alimentaires sont susceptibles de se substituer à grande échelle aux autres produits qui sont normalement les outils préférés de spéculation des grands acteurs financiers. Les hausses de prix 2010-2011 illustrent encore plus nettement le rôle des spéculateurs financiers dans l'amplification des aléas climatiques.

Ce point est très important, parce qu'il illustre de manière tellement évidente l'articulation entre la crise alimentaire et la crise financière, comme composante d'une seule et même crise du système économique dominant. Il y a une sorte de circularité infernale entre ces composantes. La crise alimentaire a été largement induite par les politiques agricoles définies dans le cadre des exigences du capital financier, mais la crise provoquée par les malversations de ce dernier a relancé le secteur agricole comme secteur d'investissement refuge.

A partir de 2008, des grands fonds spéculatifs ont décidé d'investir plusieurs milliards de dollars dans les infrastructures de stockage de produits agricoles de base afin de pouvoir bénéficier pleinement des fluctuations des prix à la hausse. Ces milliards à caractère spéculatif ont représenté une partie très importante des 15 à 30 milliards de dollars d'investissement annuel évoqués au sommet de Rome de 2008 pour faire face aux besoins d'augmentation de la production agricole dans le monde³⁵.

Beaucoup plus important, à partir de ce moment, certains groupes ont même décidé d'investir directement dans l'achat de terre et la production agricole ou l'élevage, en annonçant clairement que leur seule motivation était les promesses de rentabilité élevée du secteur à moyen terme³⁶.

Le mouvement s'est amplifié en 2009-2010. Il a été alimenté en partie par les décisions de fonds souverains de certains pays disposant de surplus financiers importants (notamment les pays arabes exportateurs de pétrole) d'assurer leur sécurité alimentaire en achetant des millions d'hectares de terres cultivables dans des pays supposés disposer d'un excédent en terres. Mais il a surtout été porté par les décisions de grands groupes industriels et

35 OXFAM INTERNATIONAL, *The Time is Now: how world leaders should respond to the food price crisis*, Oxfam Briefing Note, 3 June 2008.

36 A titre d'exemple l'Ospiraie Special Opportunity Fund a décidé en 2008 d'investir plus de 2 milliards de dollars dans l'achat élévateurs à grains, de centres de distribution d'engrais, de barges et de céréaliers. Un autre fond, le Black Rock Agriculture Fund investit 450 millions de dollars dans la production d'engrais et de biocarburants. Calyx Agro, une division de Louis Dreyfus Commodities, a acheté des dizaines de milliers d'hectares de terres cultivables au Brésil pour la production de biocarburants. Cfr. D.B. Henriques, *Boom in food prices raises appeal of farmland as an investment*, NYIT, June 5, 2008.

financiers spéculant sur la rentabilité relative de l'investissement agricole dans les décennies à venir, et d'ailleurs appelés à mettre en œuvre les projets publics mentionnés ci-dessus. Ce phénomène historique majeur, en train de se passer, est évidemment beaucoup plus important que tous les discours sur la pauvreté, qui veulent maintenant présenter cette évolution dramatique comme une solution « win-win » pour tous les participants à la transaction³⁷.

Un rapport de 2011 de la Banque Mondiale reconnaît les risques associés à ces opérations, mais n'hésite pas à affirmer que malgré tout les bénéfices à long terme en terme de croissance et donc, dans sa logique impavide, de réduction de la pauvreté, justifient le choix en faveur des grandes concessions foncières³⁸.

Les estimations quant à leurs superficies varient selon les sources. En mai 2011, L. Brown, les évalue à plus de 60 millions d'hectares, alors qu'il a été estimé en janvier 2010, que 30 à 40 millions d'hectares ont fait l'objet de ces « transactions » faites sous l'égide d'accord entre Etats, dont 20 millions en Afrique³⁹.

Ce nouveau type de « Scramble for Africa », autrement dit de néo-colonialisme agricole, risque évidemment d'avoir des effets catastrophiques sur l'avenir de la petite paysannerie, menacée de dépossession massive des terres communales ancestrales, décrétées arbitrairement « terres vacantes » par les Etats, comme au début de la colonisation.

A la suite de cette revue des multiples discours sur le développement qui se succèdent depuis plus d'un quart de siècle, et qui décrètent, sans désespérer, prioritaire la "lutte contre la pauvreté", associée désormais explicitement à la place de l'agriculture dans le développement, on peut affirmer sans crainte que ces discours doivent être replacés au cœur même d'une approche en terme de conflits d'acteurs. Cette approche peut être utile pour mieux comprendre les enjeux multidimensionnels des rapports entre agriculture, pauvreté et développement dans les processus « réels » de modernisation du monde paysan et rural.

37 VON BRAUN J. & MEINZENDICK R., Land Grabbing by Foreign Investors in Developing Countries, Risks and Opportunities, IFPRI, Policy Brief, 13, 2009.

38 DEININGER K., BYERLEE D., LINDSAY J., et al., Rising global interest in farmland: can it yield sustainable and equitable benefits? Washington, DC: The World Bank, 2011.

39 BROWN L., The New Geopolitics of Food, Foreign Policy, mai 2011; BAXTER J., « Ruée sur les terres africaines », Le Monde diplomatique, janvier 2010.

Tous ces thèmes concernent directement l'évolution de l'agriculture en Asie du Sud-Est. Les politiques de modernisation post-coloniales, ont pris le relai des modes de mobilisation des ressources de l'époque coloniale, pour déboucher sur une intégration accélérée dans la globalisation depuis une trentaine d'années. Ces politiques ont cherché et continuent à chercher, au nom des impératifs de la modernisation, à transformer radicalement l'héritage de la construction du monde rural depuis des siècles. L'histoire récente, y comprises celles de la dernière décennie, doit être replacée dans le contexte de cette histoire longue.

II. Les dimensions du développement rural en Asie du Sud Est : une perspective historique

1. Une approche historique de longue période

L'histoire du développement rural et de l'agriculture de la région est inséparable de son histoire globale. Les divers ensembles politiques de la région ont une histoire multiséculaire faite de tentatives multiples de centralisation réalisée à travers de nombreuses guerres et conflits. En outre ils ont été, dès la période 500-1500, reliés par des échanges commerciaux intenses, branchés notamment sur les mondes chinois et indiens. De plus les divers ensembles de la région ont été ouverts à des influences culturelles et religieuses concurrentes (hindouisme, bouddhisme, islam, confucianisme).

Dans ce contexte de changements multiformes et continus, il est donc impossible de maintenir l'image de sociétés rurales traditionnelles, immobiles et figées avant l'arrivée massive des Européens à partir du XVII^e siècle. Les avancées récentes dans l'histoire de la région ont rendu définitivement caduques les clichés véhiculés par l'historiographie coloniale⁴⁰.

Dès le Moyen Age l'agriculture du Sud Est asiatique a contribué de manière massive à l'insertion de la région dans le grand commerce international. Les exportations ont reposé surtout sur des produits agricoles et forestiers à valeur relative élevée (épices, plantes médicinales, bois précieux, etc.). Ces produits ont soutenu l'expansion des économies locales pendant des siècles et permis une forte diversification des importations de produits élaborés, en provenance notamment de l'Inde et de la Chine. Ces produits ont complété l'offre toujours plus diversifiée des artisanats locaux, et ont soutenu ainsi une diversification des modes de consommation rurale dans de nombreuses sous-régions insérées dans le grand commerce⁴¹.

Outre l'intégration au marché international, l'agriculture a soutenu la formation de nombreux Etats régionaux capables de contrôler des zones rurales assez vastes et d'y prélever un surplus croissant, pour financer une construction politique centralisée et ses tentatives d'expansion (sultanats et

40 CHAUDHURI K.N., *Asia before Europe, Economy and Civilisation of the Indian Ocean from the Rise of Islam to 1750*, Cambridge University Press, Cambridge, 1990, Ch.8.

41 REID A., *Southeast Asia in the age of commerce, 1450-1680*, Yale University Press, New Haven, 2 vol., 1988.

principautés en Indonésie et Malaisie actuelles, royaumes de divers types au Vietnam, au Cambodge, au Laos, en Birmanie et Thaïlande actuels).

Le caractère tumultueux de la formation de ces Etats, leurs guerres endémiques, leurs fragilités institutionnelles, renvoie au caractère spécifique de la sphère politique dans les régions concernées, et non pas à la faiblesse de l'économie agricole capable de les supporter. Au contraire cette dernière a pu continuer à prospérer et à se diversifier malgré le caractère souvent chaotique du cadre étatique en formation⁴².

Le perfectionnement continu des institutions locales et villageoises a donc joué un rôle central pour assurer une gestion toujours plus sophistiquée des éco-systèmes locaux pour en augmenter le potentiel productif et la durabilité. Il a aussi permis la consolidation des sociétés paysannes locales autour de la mise en œuvre de synergies société-nature, souvent innovantes. Les cultures locales se sont enrichies sans cesse au fil des siècles à travers la construction de territoires de vie basés tantôt sur la riziculture, tantôt sur la gestion forestière, tantôt sur des formes diverses d'agroforesterie. La diversité des constructions sociales et culturelles a reflété et engendré celle des paysages, rendant impossible une approche uniformisante de la région dans son ensemble.

Dans le cas de l'Indonésie, des recherches récentes ont mis en évidence l'importance des réalisations des communautés locales et des pouvoirs étatiques dans la gestion d'éco-systèmes durables, et ce en dépit de la dureté des conditions équatoriales concernant le maintien de la fertilité des sols. Historiquement, pour faire face à ces contraintes les paysans indonésiens ont mis en œuvre trois systèmes : la culture du riz inondé, les cultures itinérantes et l'arboriculture commerciale⁴³.

Ces observations ne font que renforcer les conclusions auxquelles était déjà parvenu C.Geertz dans ses études sur les changements historiques dans l'agriculture indonésienne. Geertz avait déjà mis en valeur l'extraordinaire capacité des systèmes de riziculture inondées (sawah) à Java, de maintenir durablement des rendements élevés, et les systèmes de culture itinérante

42 RICKLEFS M.C., A History of Modern Indonesia since c.1300, Macmillan, London, 1993.

43 HENLEY D., Natural Resource Management: Historical Lessons from Indonesia, Human Ecology, 2008, 36: p.273–290.

(ladang) de reproduire en fait sur le long terme les conditions de reproduction des forêts pluviales⁴⁴.

Une étude des régions montagneuses de l'île de Luzon aux Philippines a rejoint, dès 1980, les vues de Geertz sur l'Indonésie, en montrant que pendant plus de quatre siècles les communautés locales étaient parvenues à maintenir à un niveau élevé et stable de production, plus de 20.000 kms de terrasses de riz irrigué, à travers un processus continu de maintenance, extension et restructuration du paysage.

De manière générale, le renouvellement des connaissances historiques a mis en valeur l'importance des institutions mises en place, dans la plupart des pays de la région depuis bien avant l'époque coloniale, pour assurer une gestion durable des ressources foncières, forestières ou même aquatiques. Ces cadres institutionnels tantôt s'apparentaient plus à un système local ce type communal ou tribal, tantôt à un système reposant sur une gestion plus centralisée autour d'un pouvoir fortement hiérarchisé⁴⁵.

A partir du XIV^{ème} siècle il y a une pénétration massive des navires et des compagnies maritimes de plusieurs pays occidentaux dans la région. Ces intrus cherchent à prendre, le plus souvent par la force, le contrôle de la « route des épices » exploitée jusque là surtout par des marchands indiens et arabes. Cette prise de contrôle se fait à travers les rivalités opposant de manière continue les aventuriers portugais, hollandais et anglais. Ces rivalités ne permettent pas d'établir un contrôle politique sur l'ensemble de la région. Entre 1600 et 1800, la présence européenne introduit de nouveaux éléments perturbateurs dans les processus politiques en cours, mais ne parvient pas encore à les interrompre⁴⁶.

L'économie marchande prend une nouvelle dimension, stimulée par la demande d'un marché international lointain, dont les paramètres échappent aux producteurs locaux. Il y a donc une monétarisation croissante des économies paysannes locales. Les prélèvements sur ces ressources permettent à certains Etats de se consolider et de s'étendre

44 GEERTZ C., *Agricultural Involution: The Process of Ecological Change in Indonesia*, University of California Press, Berkeley, 1963.

45 HENLEY D., *Of sago and kings: Sustainability, hierarchy and collective action in precolonial Sulawesi*. In Boomgaard, P., Henley, D., and Osseweijer, M. (eds.), *Muddied Waters: Historical and Contemporary Perspectives on Management of Forests and Fisheries in Island Southeast Asia*, KITLV, Leiden, 2005.

46 RICKLEFS M.C., *War, Culture and Economy in Java, 1677-1726: Asian and European Imperialism in the early Kartasura period*, Allen & Unwin, Sydney, 1993.

(sultanats malais, Empire d'Annam, Siam). Mais d'autres Etats sont affaiblis à cause des pressions étrangères (sultanats de Java et Sumatra), tandis que l'ensemble des îles philippines passent déjà à l'époque sous le contrôle de l'Espagne.

A partir de 1800-1850, il y a une poussée vers une occupation militaire directe par les pays européens, à travers une multiplication de guerres de conquêtes plus ou moins longues, résultant en un partage de la région entre intérêts anglais, néerlandais et français. Les diverses entités préexistantes dans les mondes indochinois, indonésiens, malais et birmans perdent leur indépendance pour un siècle. Seul le Siam parvient à garder une indépendance politique formelle, tout en devant accepter une dépendance économique réelle à l'égard de l'Angleterre. Du point de vue de la paysannerie locale cette situation n'entraîne pas vraiment une situation meilleure que dans les pays colonisés.

Dans les deux cas le XIXème siècle voit un alourdissement très net des contraintes et prélèvements imposés aux paysanneries des diverses entités. Celles-ci sont soumises à divers régimes de réquisition de la force de travail, de cultures obligatoires, et de hausse de la taxation directe et indirecte⁴⁷.

En outre dans de nombreuses régions, une partie des terres de la paysannerie est expropriée, au nom des principes coloniaux de « mise en valeur des terres vacantes ». La plupart du temps ces terres dites vacantes faisaient partie du patrimoine foncier des collectivités locales, et y jouaient un rôle important dans la gestion des éco-systèmes à long terme. Dans beaucoup de régions la colonisation a cassé les dynamiques agro-forestières préexistantes à travers l'expropriation de vastes zones forestières et de terres cultivées seulement périodiquement pour permettre le maintien de leur potentiel naturel. Ces terres expropriées ont été attribuées le plus souvent à des colons ou des compagnies coloniales, sous forme de concessions devant permettre l'extension massive des plantations et des cultures d'exportation⁴⁸.

La période coloniale, ou semi-coloniale, a donc provoqué une mutation brutale des régimes fonciers antérieurs, au détriment des collectivités paysannes. En plus des concessions, il y a eu un accroissement de la

47 TESSIER O. FONTENELLE J.P., « Pression démographique et contraintes politiques : la paysannerie du delta du Fleuve Rouge dans la tourmente du XXème siècle », Population et développement au Vietnam, Karthala, Paris, 2000, p.495-527.

48 PELUSO N. and VANDERGEEST P., Genealogies of the political forest and customary rights in Indonesia, Malaysia, and Thailand, Journal of Asian Studies 60 , 2001, p.761–812.

concentration de la propriété foncière dans les zones anciennement cultivées. En ont souvent bénéficiés des groupes d'intérêt locaux, liés d'une manière ou d'une autre au pouvoir colonial. Un des cas les plus flagrants a été le développement des grandes plantations sucrières par une nouvelle oligarchie foncière métis aux Philippines⁴⁹.

Mais cette évolution a concerné aussi l'ancienne aristocratie dans les pays de l'Indochine française et de la Malaisie britannique, et les notables locaux dans les Indes néerlandaises et au Siam. En a résulté en un accroissement important du nombre de paysans tenanciers, parallèlement à celui du nombre de travailleurs agricoles.

La période coloniale, ou semi-coloniale, suivant les pays,, a vu ainsi un phénomène de paupérisation relative de la petite paysannerie, en même temps qu'un processus nouveau de différenciation sociale. Cependant cette phase n'a pas été synonyme d'immobilisme de la part d'une petite paysannerie dorénavant lourdement encadrée et exploitée. La petite paysannerie a cherché à s'adapter pour survivre aux nouvelles conditions. Cela s'est manifesté surtout par la tentative de mise en valeur de nouvelles terres agricoles, dans certaines régions pour compenser les effets des expropriations ou de la concentration foncière, dans d'autres pour essayer d'échapper aux contraintes et aux prélèvements. Leurs effets rendaient plus difficile l'adaptation à la croissance démographique. Le mouvement de migrations vers de nouvelles terres a cependant été freiné souvent par les pouvoirs coloniaux, soucieux de maintenir une offre abondante de main d'œuvre à bon marché pour les concessions et les plantations tournées vers l'agriculture d'exportation. Cependant cette période a vu une expansion continue des zones rizicoles pluviales ou inondées. En conséquence, la période coloniale a vu un premier recul non négligeable des zones forestières.

Dans certaines régions l'adaptation s'est traduite par des tentatives d'augmenter les rendements sur des exploitations plus exiguës. Un accroissement des rendements (relativement modeste par rapport aux changements ultérieurs) s'est manifesté surtout dans les anciennes régions de rizières irriguées (deltas du Fleuve Rouge, du Mékong et de l'Irrawady), dans celles où ont été créées de nouveaux périmètres irrigués (Chao Phraya), et dans les régions où prédominaient les terrasses sur formations volcaniques (Java, Sulawesi, Luzon).

⁴⁹ AGUILAR F.V. Jr., *Clash of spirits: the history of power and sugar planter hegemony on a Visayan Island.*, University of Hawai'i Press, Honolulu, 1998.

2. Transformations structurelles et rapport Etat - paysannerie dans les années 1950-1980

2.1 Les transformations structurelles

Les agricultures du sud-est asiatique ont connu, dans le dernier demi-siècle, des rythmes de changements inconnus dans les périodes historiques antérieures. Elles ont connu, entre 1970 et 2000, un rythme de croissance de la production vivrière d'environ 3% par an, non seulement supérieur à la croissance démographique de la région, mais aussi à la croissance agricole des autres régions du monde. L'auto-suffisance alimentaire a été atteinte par la majorité des pays, le surplus exportable a progressé chez plusieurs d'entre eux, malgré les densités de population très élevées (plus de 125 habitants au km² en moyenne), et la prédominance des régions montagneuses (70 % de la superficie) peu propice à l'agriculture.

Les effets conjugués de la croissance démographique, des migrations internes, de l'expansion des surfaces cultivées, de la hausse des rendements, et du rythme intense de la déforestation ont entraîné un bouleversement significatif des équilibres séculaires réalisés antérieurement dans les conditions de reproduction des écosystèmes, des relations entre société et environnement, et aussi des sociétés rurales elles-mêmes.

Ces transformations radicales ont pu s'opérer à travers les interactions entre d'une part l'immensité des ressources naturelles encore disponibles (terres, forêts, eau) il y a un demi-siècle, et d'autre part la grande capacité d'innovation et d'adaptation des populations de la région, face aux contraintes imposées et aux opportunités offertes, souvent d'origine extérieure.

Parmi ces impulsions externes on peut citer les nouvelles technologies agricoles, comme la Révolution Verte (RV), qui ont permis et imposé de nouvelles normes de production dans la plupart des pays de la région en deux ou trois décennies. Le perfectionnement des équipements permettant tant d'accélérer les opérations de cultures que de déforestation massive a été une autre composante d'un changement aux effets aussi profonds que contradictoires. Il est difficile de réduire la RV, comme l'on fait pendant longtemps ses promoteurs, à un outil miraculeux pour faire face à un déséquilibre menaçant entre croissance démographique et croissance des disponibilités alimentaires, ou à un instrument performant de la réduction de la pauvreté rurale de masse. En fait, on ne peut pas séparer l'augmentation spectaculaire des rendements dérivés de la Révolution

Verte, d'un autre phénomène en apparence contradictoire avec le premier : l'expansion tout aussi spectaculaire des superficies cultivées. Dès les années 1970 s'est manifesté cette tendance particulière à l'Asie du Sud-Est : malgré la hausse spectaculaire des rendements, la superficie agricole cultivée a continué à croître à un rythme soutenu : elle est passée de 88 millions ha en 1970 à 109 millions ha en 2000, soit un accroissement de plus de 25 % en trente ans. Les superficies rizicoles sont passées de 28 à 45 millions d'hectares entre 1960 et 2000, alors que les rendements moyens par hectare passaient grosso modo de 1,5 à 3 tonnes. L'Indonésie et la Thaïlande ont dominé de manière spectaculaire l'expansion des superficies entre 1970 et 1985, le relai étant pris par le Vietnam, et à un rythme moins soutenu par la Birmanie-Myanmar, entre 1985 et 2000. La hausse des rendements a été particulièrement forte en Indonésie et aux Philippines jusque 1985, alors que entre 1985 et 2000, c'est le Vietnam, suivi du Laos, qui ont connu des changements rapides en terme de rendements⁵⁰.

Au Vietnam c'est après la fin des années 1980 que se manifeste une croissance rapide de la production et de la productivité. En 2000 la production de céréales par tête atteignait 225 kgs par tête. On ne peut cependant oublier que c'est seulement en 1989 qu'a été rejoint le niveau de production de céréales par tête atteint en 1973 (205 kgs par tête). Celle-ci avait baissé fortement dans les années de l'immédiat après guerre (170 kgs en 1979), mais était remontée sensiblement entre 1980 et 1985 (195 kgs), donc dans le cadre du système coopératif avant le Doi Moi. Si l'on prend, comme base les plus mauvaises années (1979-1980), comme le fait la Banque Mondiale, on arrive à valoriser spectaculairement les progrès réalisés en vingt ans. Entre 1980 et 2000, les rendements moyens de riz par ha. sont passés de 2 à 4 tonnes, la superficie irriguée est passée de 25 à 40% des terres cultivées, l'emploi d'engrais chimiques par ha. a décuplé, et le nombre de tracteurs a été multiplié par sept. Mais au Vietnam aussi, la croissance de la production n'a pas été imputable seulement à l'augmentation de la productivité. Les superficies cultivées en céréales sont passées de 5.9 à 8.3 millions d'ha. entre 1980 et 2000⁵¹.

50 DUFUMIER M., *Slash-and-Burn, Intensification of Rice production, Migratory Movements, and Pioneer Front Agriculture in Southeast Asia*, Moussons, n° 9-10 *Agriculture in Southeast Asia: an Update*, 2006, 1, p.7-32.

51 WORLD BANK, *World Development Indicators 2003*, Washington, 2003; WORLD BANK and ASIAN DEVELOPMENT BANK (ADB), *'Vietnam: Delivering on its Promise'*. Hanoi: Vietnam Development Information Center, 2002.

Une analyse pertinente du processus de développement agricole en Asie du Sud-Est suppose donc que l'on prenne en considération cette complexité des changements intervenus. Elle ne peut pas se limiter à des facteurs strictement économiques. En outre la diffusion de la Révolution Verte en Asie du Sud-Est a eu des conséquences sociales et environnementales certainement aussi importantes que les changements techniques. On peut dire qu'elle a été une première phase décisive d'une différenciation sociale accrue au sein des sociétés paysannes (195 kgs), et d'une dégradation accélérée des éco-systèmes hérités du passé.

2.2 Le rôle de l'Etat : réforme agraire ou révolution technique

Le lourd héritage colonial en matière de structures agraires a contribué à faire de la réforme agraire une question centrale après la reconquête des indépendances dans les années 1940-1950. Dans plusieurs pays la question de la terre a donné lieu à des revendications paysannes fortes, mais qui la plupart du temps ont été ignorées ou très partiellement rencontrées par les pouvoirs post-coloniaux. Cela a entraîné dans certains pays des mouvements de révoltes paysannes, parfois limités à certaines sous-régions, parfois au contraire se transformant en véritables guérillas à vocation révolutionnaire, sous l'égide des partis communistes locaux. Ces mouvements ont fait l'objet d'une répression systématique à travers la mobilisation de forces militaires importantes. La militarisation de plusieurs régimes d'Asie du Sud-Est dans les années 1960 a été stimulée en partie par le souci d'éradiquer les mouvements sociaux à base paysanne. Cela a été à l'évidence le cas de l'Indonésie, avec le massacre de plus de 800.000 paysans pauvres, étiquetés pro-communistes, en 1965-1966, suite à la prise de pouvoir du général Suharto⁵².

Les Philippines, la Thaïlande et la Malaisie ont connu les mêmes problèmes, et les campagnes militaires se sont poursuivies jusque dans les années 1970, voire au delà dans certaines régions reculées.

Les résultats de ces mouvements sociaux ont été limités en terme de redistribution des terres. Seul le Vietnam, grâce à l'arrivée au pouvoir du Parti communiste, a réalisé une réforme agraire radicale, au Nord dès 1955, au Sud après la réunification en 1975⁵³.

52 CRIBB R., ed., *The Indonesian killings of 1965-1966: Studies from Java and Bali*, Centre of Southeast Asian Studies, Monash University, Clayton, 1990.

53 BERGERET P., *Paysans, Etat et marches au Vietnam*, Karthala, Paris, 2002.

Ailleurs les redistributions de terres ont été très modestes, en tous cas bien inférieures aux attentes et aux besoins de la petite paysannerie (Thaïlande, Indonésie, Philippines, Malaisie). Partout les lobbys organisés des diverses catégories de propriétaires fonciers ont pu s'opposer aux intentions de réforme, voire les détourner. Cela s'est fait soit à travers la parcellisation fictive des grandes exploitations (attributions de titres de propriété à différents membres d'une même famille), soit lorsque la réforme était limitée aux rizières, en reconvertissant celles-ci vers d'autres cultures. Et les grandes plantations étrangères ont pu échapper aux réformes, en excipant des plans d'investissements pour augmenter leur capacité d'exportation, souhaitée par tous les gouvernements⁵⁴.

En Indonésie environ 680.000 ha. de terres ont été redistribués sur 38 millions d'hectares cultivés, et en Thaïlande, alors que les projets de réforme agraire du début des années 1970 envisageaient la redistribution d'environ 1.5 million d'ha., vers 1980, environ 450.000 ha. avaient été redistribués pour une superficie totale cultivée de 19 millions d'hectares.

Dans les années 1970 beaucoup de gouvernements ont choisi la voie de la Révolution Verte en espérant augmenter les revenus des petits paysans par l'intensification, sans devoir passer par la redistribution des terres. Ce choix stratégique s'est accompagné d'une politique de subsidiation très forte des intrants de la RV (Indonésie, Philippines). Cela s'est traduit par une augmentation spectaculaire des rendements dans le domaine de la production rizicole.

Dans les années 1980, on peut dire que, dans la plupart des pays, les vellétés de redistribution foncière ont été définitivement abandonnées. En partie parce que les mouvements paysans avaient été définitivement marginalisés ou écrasés. En partie parce que les gouvernements ont donné la priorité à l'industrialisation pour l'exportation. L'agriculture n'a plus occupé une place centrale dans les politiques économiques. Et encore moins la paysannerie, l'idée dominante étant que la question paysanne allait se résoudre d'elle même à travers la prolétarianisation de la force de travail rurale, au rythme des besoins de l'industrie en main d'œuvre bon marché.

Les Philippines ont fait temporairement exception, précisément parce que la pression paysanne s'est maintenue dans les années 1980, et après le renversement du régime Marcos, une nouvelle vague de redistribution de

54 DUFUMIER M., Réformes agraires, « révolution verte », et développement économique en Asie du Sud-Est, in DUFUMIER M., Agricultures et paysanneries des Tiers mondes, Karthala, Paris, 2004, p.296-298.

terres s'est opérée. Au total on peut estimer que la réforme agraire a touché environ 700.000 hectares sur 11 millions de terres cultivées, et que environ 15 % des familles paysannes en ont bénéficié⁵⁵.

Au total, l'impact de la réforme agraire sur l'ensemble des structures agraires semble avoir été assez limité dans les trois grands pays agricoles de la région (Indonésie, Thaïlande, Philippines) : environ 2 millions d'hectares ont été concernés, alors que l'ensemble des superficies agricoles y comptaient 75 millions d'hectares vers 1990⁵⁶.

A partir des années 1970 la Banque Mondiale soutenait explicitement l'idée que libérés des contraintes protectionnistes et interventionnistes, les « petits » producteurs allaient devenir naturellement les moteurs de l'expansion de la production et de la hausse de la productivité. Et ce en symbiose avec la modernisation générale du secteur agro-industriel. A partir des années 1980, l'idéologie néo-libérale ambiante a laissé planer un certain flou sur l'avenir de la petite paysannerie. Le marché était supposé résoudre la transition vers une situation où d'une part une partie de la main d'œuvre évoluerait vers le salariat, une autre partie évoluant vers le statut de petit producteur bien intégré au marché. Cette notion de « petit » producteur est restée en fait très indéfinie, et c'est ce qui a fait sa force idéologique. Dans la réalité elle était très évolutive, allant dans le sens d'une taille implicite toujours plus élevée, pour franchir le seuil de rentabilité viable. Beaucoup de gouvernements ont toujours soutenus avant tout l'émergence d'exploitations évoluant de « petites » vers « moyennes », au nom de l'efficacité souhaitable pour la diffusion de la Révolution Verte, même si dans certains pays la politique a eu au début une certaine ambivalence.

Aux Philippines où la pression pour la redistribution de la terre était particulièrement forte, le gouvernement Marcos, dans les années 1970, a essayé de compenser l'insuffisance des superficies redistribuées par une aide massive à la diffusion des nouvelles variétés sur les très petites exploitations paysannes, à travers les subsides aux intrants. Les résultats ont été spectaculaires mais n'ont concerné qu'une fraction très modeste de la petite paysannerie.

En Indonésie le régime Suharto a lui aussi suivi une politique de subsides multiformes pour la mise en œuvre de la révolution verte. C'est un organisme étatique, le BULOG, qui dès la fin des années 1960 a été doté de

55 RIEDINGER J.F., *Agrarian Reform in the Philippines, Democratic Transitions and Redistributive Reform*, Stanford University Press, Stanford, 1995.

56 Estimation de l'auteur.

vastes compétences pour encadrer l'agriculture afin d'assurer la sécurité alimentaire et l'auto-suffisance en riz : fixation politique d'un niveau de prix plancher pour le riz, monopole du contrôle du commerce du riz, moyens pour financer l'achat et le stockage du riz, le tout à travers un financement par le budget de l'Etat. Cette politique a résulté en un niveau élevé des prix du riz par rapport au marché international. Le souci de protection et d'auto-suffisance a été étendu à cette époque également au sucre, au maïs et au soja, avec de vastes pouvoirs et moyens attribués au BULOG pour réguler également ces marchés. Cependant cet encadrement a contribué surtout à renforcer l'émergence d'exploitations dont la taille initiale réduite, était cependant bien supérieure à celle des micro-exploitations qui constituaient la vaste majorité du monde paysan à Java. En effet, dans le contexte de Java, un paysan moyen ou riche était celui qui détenait de 3 à 5 hectares de rizières, mais la taille moyenne des fermes étaient de 0, 65 ha. Le recensement de 1983 a montré que 45 % des ménages paysans étaient soit sans terre, soit avec une terre ne permettant pas de satisfaire la subsistance familiale⁵⁷.

Un mouvement de remembrement à été encouragé autour de ce noyau de « paysans moyens » bien intégrés au fonctionnement de l'appareil étatique de diffusion et d'encadrement de la Révolution verte. Comme cette évolution ne concernait qu'une petite fraction du monde paysan, les politiques systématiques de « transmigration » vers les zones faiblement peuplées ont été mises en place pour la petite paysannerie⁵⁸.

Les soutiens simultanés à l'intensification et à l'expansion agricoles ont été ainsi des choix politiques d'un régime autoritaire dont la préoccupation principale était de maintenir l'ordre et un contrôle social étroit dans un monde rural traversé depuis longtemps par des courants radicaux, et où les formes de propriété communale (adat), sous le contrôle des notables de village, était encore prédominantes. En 1960 à Java, le système coutumier de l'« adat » concernait encore 95 % des terres⁵⁹.

Le « marché » et la « technologie » n'ont été que les auxiliaires de ces choix politiques, même si de nombreux économistes ont tenté de les isoler comme facteurs déterminants.

57 FREDERICK W.H. and WORDEN R.L., eds., *Land use and Ownership, in Indonesia: A Country Study*. Washington: GPO for the Library of Congress, 1993.

58 MAURER J.L., *Les mutations de l'agriculture indonésienne*, *Etudes Rurales*, n°99-100, 1985.

59 DAVIDSON, J. S., and HENLEY D. (eds.), *The Revival of Tradition in Indonesian Politics: The Deployment of Adat from Colonialism to Indigenism*, Routledge, London, 2007.

En Thaïlande, la mise en œuvre des éléments de la Révolution verte s'est faite dans un contexte particulier. En fait l'expansion de la production de riz s'était faite depuis le XIX^{ème} siècle dans le cadre d'une augmentation continue des superficies cultivées et des zones irriguées de la Plaine centrale. Dans cette région on a eu dès le départ une forte concentration de la propriété d'abord en faveur de l'aristocratie ayant bénéficié de donations royales, puis de commerçants et d'entrepreneurs investissant dans les projets d'irrigation. La plus grande partie des exploitants se trouvaient donc être des locataires de terre, payant une rente foncière élevée à des propriétaires absentéistes. Vers 1975, dans la région autour de Bangkok, 120 grandes propriétés totalisaient 60.000 hectares, et 75 % des exploitants étaient des locataires à part entière⁶⁰.

La pression de la rente foncière a stimulé la croissance du surplus notamment pour l'exportation. La forte taxation du riz à l'exportation pesait sur les petites exploitations paysannes, mais était supportable pour les grands propriétaires et par les exploitations de grande taille. Les grandes exploitations spécialisées dans la riziculture pouvaient atteindre dix hectares. Cependant, vu la disponibilité de terres en dehors du cœur historique de la riziculture irriguée, il y avait eu au long des décennies, l'expansion du front agricole, avec la création d'un grand nombre de fermes entre 3 et 5 hectares.

C'est dans ce contexte que se sont diffusées les techniques de la Révolution verte. La Révolution verte a permis une augmentation de la productivité et de la rente foncière dans les régions de plaine où existait une réelle maîtrise de l'eau. C'est dans ces régions, représentant moins d'un quart des superficies rizicoles, que s'est concentré initialement l'emploi des variétés à haut rendement⁶¹.

Les régions de mise en valeur récente n'ont pas connu le même rythme de transformation. Cette évolution caractéristique surtout des années 1970-1980 a produit ce paradoxe de la riziculture thaïlandaise : une forte expansion de la production basée surtout sur l'expansion des terres cultivées, l'étalement des périodes de culture dans les zones irriguées, et une faible utilisation d'intrants chimiques, le tout se traduisant par une absence de hausse spectaculaire des rendements moyens à l'hectare, au contraire de l'Indonésie.

60 LEITCH Le POER B., ed. Thailand: A Country Study. Washington: GPO for the Library of Congress, 1989.

61 DUFUMIER M., *Agricultures et paysanneries des Tiers mondes*, Karthala, Paris, 2004, p.305.

Le contraste entre les deux pays était frappant au début des années 1990 : en Thaïlande les nouvelles variétés étaient utilisées sur 18% des surfaces cultivées contre 77% en Indonésie, avec des doses moyennes d'engrais à l'hectare de 46 kgs en Thaïlande, contre 153 kilos en Indonésie. Cependant la Thaïlande avait un surplus exportable de 40% par rapport à l'autosuffisance céréalière, alors que l'Indonésie connaissait encore un déficit de 5%⁶².

L'importance du choix politique est évident dans le cas de la Malaisie. Initialement le gouvernement, soucieux d'éviter la réapparition des mouvements de guérillas de la fin de la période coloniale, avait opté pour une politique de soutien à la petite paysannerie, et les campagnes malaisiennes semblaient pouvoir assurer des conditions idéales à la diffusion de la Révolution verte. Mais la priorité donnée ultérieurement au rôle de l'investissement étranger a entraîné un abandon de cette politique. Dès les années 1980, l'Etat a renoncé à soutenir non seulement une agriculture paysanne, mais aussi une politique d'autosuffisance alimentaire. La priorité a été donnée délibérément aux grandes exploitations pour l'agriculture d'exportation, avec comme conséquence acceptée, l'accroissement spectaculaire de la dépendance alimentaire. Entre 1970 et 1990 l'auto-suffisance alimentaire y a régressé de 50 à 25%⁶³.

2.3 L'originalité des mouvements de population et des initiatives paysannes

Outre le rôle de l'Etat, le comportement de la paysannerie a joué, dans les divers pays, un rôle très important dans le processus de développement de l'agriculture. Cela a été particulièrement le cas en Indonésie, en Thaïlande et aux Philippines. L'absence de redistribution significative de la terre dans les régions d'agriculture les plus anciennement développées, a poussé des millions de petits paysans et de paysans sans terre à recherché des nouvelles terres et à les mettre en valeur avec les nouvelles techniques disponibles. Ce sont ces initiatives paysannes qui ont été le moteur de l'accroissement spectaculaire des superficies cultivées entre 1960 et 1990.

62 D'après les données FAOSTAT 1989-1991.

63 Données FAOSTAT.

Le régime militaire indonésien, les as encouragées et organisées, et il a été estimé que les coûts de support à chaque migrant y ont atteint en moyenne 10.000\$⁶⁴.

Dans tous les pays, les migrations ont le plus souvent été facilitées par l'expansion des infrastructures routières, à partir des années 1970. Ces dernières ont été considérées comme des objectifs prioritaires par la plupart des gouvernements, soit pour des raisons de contrôle sécuritaire du territoire national, soit au nom de la mise en valeur des régions reculées. L'argument de mise en valeur et d'ouverture aux investissements étrangers a permis d'obtenir souvent des prêts de la Banque Mondiale a des conditions favorables. L'extension des réseaux routiers a joué un rôle essentiel dans la mise en exploitation massive des forêts par de grandes sociétés multinationales intéressées par l'exportation de bois.

Les régimes militaires qui se sont succédés en Thaïlande ont investi massivement dans l'extension du réseau routier, ce qui a encouragé les établissements de paysans migrants le long de ces axes. La superficie des terres cultivées a progressé de près de 3% par an entre 1970 et 1995. Ces migrations n'étaient pas nouvelles, on l'a vu. Les politiques fiscales du gouvernement royal siamois au XIXème siècle avaient taxés lourdement les exportations de riz, maintenant ainsi les prix aux producteurs à un niveau très faible. Cette situation a stimulé des migrations paysannes hors des zones rizicoles irriguées fournissant les surplus agricoles les plus facilement taxables. Ce mouvement s'est amplifié sous les régimes qui se sont succédés à partir des années 1930. Une partie des petits paysans endettés à travers les aléas de la production monétarisée a perdu l'accès à la terre au profit des commerçants usuriers. Cela a gonflé les migrations internes vers les zones montagneuses du pays, en y développant une polyculture tournée vers des productions nouvelles pour le marché, avec la subsistance assurée par l'extension de la riziculture non irriguée.

Dans le cas thaïlandais on peut dire que ce sont des phénomènes institutionnels (fiscalité d'Etat, exploitation de la petite paysannerie et concentration de la propriété foncière) plutôt que démographiques, qui ont engendré un manque de terre chronique dans les régions les plus favorables à la croissance du surplus agricole. Dans les régions de colonisation de nouvelles terres, les petits paysans ont choisi la diversification (canne à sucre, maïs, manioc ou caoutchouc) permettant d'échapper à la fiscalité sur

64 BARBIER Edward B., "Cash Crops, Foods Crops, and Sustainability: The Case of Indonesia." World Development, vol. 17, no. 6, 1989, p. 887.

la riziculture commercialisée, ne gardant le riz que pour la subsistance. Les années 1970-1980, ont connu des migrations importantes de petits paysans sans terre ou avec insuffisamment de terre vers les régions montagneuses rendues accessibles par les nouvelles infrastructures routières, et rendues attractives, dans certains cas, par les nouveaux projets d'irrigation. Ces petits paysans ont développé dans ces régions de colonisation une riziculture utilisant partiellement les nouvelles variétés, sans éliminer les anciennes. Cela permettait à la fois de mieux sécuriser les récoltes et d'étaler le cycle cultural annuel, en évitant ainsi la concentration saisonnière des opérations requérant beaucoup de travail.

Les migrations internes ont connu une même tendance aux Philippines, avec l'encouragement donné aux grandes exploitations sucrières sous la colonisation américaine, au détriment des petites exploitations paysannes.

La croissance démographique a joué un rôle plus important en Indonésie, surtout dans le cas de Java. Sous le régime colonial hollandais, la croissance démographique servait les intérêts de ce dernier. L'encadrement brutal et multiforme des populations lui permettait de mobiliser la force de travail croissante pour les travaux et les cultures obligatoires, avec une très faible rémunération. Après l'indépendance, l'Etat indonésien n'a jamais pu remettre en place pareil appareil de contrainte, tout en étant incapable de satisfaire les revendications de réforme agraire. L'aggravation des tensions dans les régions rurales a débouché sur le coup d'Etat militaire de 1965. Après la répression sanglante qui s'en est suivie à l'égard de la petite paysannerie, le nouveau régime a tenté de faire face à la pression sur la terre, en stimulant à la fois la hausse des rendements sur les terres existantes, et en encourageant, voire organisant, la migration de millions de paysans vers des terres nouvelles.

Dans toute la région, encadrés ou non, les paysans migrants originaires des plaines ont occupé ou défriché des millions d'hectares, y compris les forêts inondées proches des grands fleuves et les mangroves. Ces nouvelles terres ont été en grande partie gagnées sur les espaces forestiers en régions montagneuses. En général, les paysans migrants n'ont pas imité les pratiques culturelles des populations des régions où ils s'implantaient. Les populations originaires pratiquaient depuis des siècles des systèmes d'agriculture pluviale, mis en place par abattis-brûlis et basés sur la jachère longue lorsque les conditions éco-systémiques le permettaient. Généralement ces pratiques assuraient aux populations concernées, à la fois la reproduction naturelle des systèmes existants et une économie de

subsistance assez diversifiée. Les paysans migrants la plupart du temps n'ont pas pu non plus reproduire les conditions culturelles de leurs régions d'origine, surtout lorsque elles reposaient largement sur la riziculture irriguée. Ils ont mis en place des systèmes nouveaux et hybrides combinant la plupart du temps cultures vivrières pour l'autosubsistance et plantations pérennes pour assurer des rentrées monétaires. C'est de cette manière qu'il y a eu une expansion considérable des superficies en cocotiers aux Philippines, du manioc et de l'hévéa en Thaïlande, du cacao en Indonésie et du café au Vietnam.

A partir des années 1970 cette agriculture paysanne d'exportation (cacao, café, hévéas, coton, voire manioc destiné à la fabrication d'aliments pour le bétail) a pris de plus en plus d'importance et exigé de plus en plus de terres. En outre, les migrants se sont souvent équipés de matériel relativement peu coûteux produits par l'industrie asiatique (pompes, petits tracteurs et motoculteurs, machines pour la mécanisation du défrichage et de la récolte), ce qui a permis d'étendre les superficies des exploitations nouvellement implantées.

Ce mouvement de migrations a eu des répercussions importantes en terme de déforestation dans plusieurs régions. Il a été estimé qu'entre 1960 et 1985 la Thaïlande a vu régresser de moitié l'espace occupé par les forêts, de 30 à 15 millions d'hectares.

A partir des années 1990, l'appropriation des zones de déforestation s'est faite à travers une concurrence inégale croissante, entre d'une part les compagnies intéressées à l'abattage à grande échelle, et d'autre part des colons cherchant à mettre en place de nouvelles exploitations de taille plus importante que celles de la petite paysannerie. Ces exploitations restent en général de taille modeste à l'échelle internationale, entre 5 et 10 hectares, mais leur expansion est soutenue par la mise en œuvre d'équipements mécanisés toujours plus performants. Elles contribuent à l'émergence d'un modèle fermier de modernisation (MFM) avec des caractéristiques spécifiques à l'Asie du Sud-Est. Une autre composante de ce modèle fermier émergent est constitué par les nouvelles fermes des régions de plaines qui cherchent à diversifier fortement leurs productions, dans certains cas à travers une reconversion partielle ou totale des surfaces rizicoles.

2.4 L'Asie du Sud-Est en porte à faux par rapport au « modèle asiatique » ?

Les paragraphes ci-dessus ont été consacrés à l'évolution des rapports entre structures et acteurs du développement agricole, surtout en Thaïlande et en

Indonésie, jusque dans les années 1980. Cela se justifie par le poids de l'agriculture de ces deux « géants agricoles » de l'Asie du Sud-Est et par le fait que c'est dans la période 1960-1985 que le secteur y a connu des transformations spectaculaires. Le rythme des changements s'est ralenti après, tandis qu'émergeaient de nouveaux problèmes structurels. Cela s'explique aussi par le fait que les pays de l'ex-Indochine française (Vietnam, Laos, Cambodge) n'ont connu des transformations importantes qu'à partir des années 1990.

Cette comparaison sommaire entre les poids lourds de l'agriculture de l'Asie du Sud-Est montre bien l'importance de la prise en compte du cadre institutionnel, des structures et des acteurs hérités de l'histoire longue, pour approcher la spécificité des processus de développement et leur impact sur les conditions de vie des populations. Ils ne peuvent être réduits à la mise en exergue du « miracle de la révolution verte et de la technologie ». Ce thème du « miracle asiatique » a été employé par toute une partie de la littérature sur le développement dès les années 1970, pour mettre célébrer les succès des quatre « dragons » ou « tigres » de l'Asie de l'Est. C'était une littérature fortement orientée par l'idéologie néo-libérale, et soucieuse d'opposer les succès des pays s'ouvrant au commerce international à l'échec de ceux orientés vers une construction protégée de l'économie nationale. Les quatre pays en cause étaient Taiwan, la Corée du Sud, Hong-Kong et Singapour. Les deux derniers n'ont pas de place ici puisque c'étaient des économies sans assises rurales. Par contre Taïwan et la Corée du Sud avaient bien une base rurale au moment du démarrage de leur industrialisation. Les transformations radicales de l'économie de ces deux pays entre 1960 et 1990 a d'abord été attribuée par le courant néo-libéral à un « miracle du marché »⁶⁵.

Des études subséquentes ont mis l'accent sur les aspects institutionnels pour expliquer le « miracle de la croissance élevée et soutenue », particulièrement le rôle de l'Etat⁶⁶.

65 KUO S., RANIS G. and FEI J., *The Taiwan Success Story: rapid Growth with improved Income Distribution, 1952-1979*, Westview Press, Boulder, 1981; WORLD BANK, *The East Asian Miracle, Economic Growth and Public Policy*, Oxford University Press, New York, 1993; BALASSA B., ed., *Development Strategies in Semi-Industrial Economies*, Oxford University Press, Oxford, 1982.

66 HAGGARD S., *Pathways from the Periphery: the Politics of Growth in the Newly Industrializing Countries*, Cornell University Press, Ithaca, 1990; STEIN H., ed., *Asian Industrialization and Africa*, St. Martin's Press, New York, 1995; WADE R., *Governing the*

Au début des années 1990, le thème du « miracle asiatique » a été étendu aux économies de l'Asie du Sud-Est⁶⁷.

Mais ce thème du « miracle » s'est rapidement évaporé après la crise de la fin des années 1990 qui a frappé à la fois l'Asie de l'Est et du Sud-Est. Une approche plus sobre a pris peu à peu le relais. Elle a mis progressivement en évidence que une analyse moins idéologique de Taïwan et de la Corée du Sud montrait le rôle de l'Etat, non pas comme agent d'un « miracle », mais plutôt comme un acteur très autoritaire et interventionniste pour construire une articulation forte entre agriculture et industrie dans la phase de démarrage de l'industrialisation. Cette période a été marquée, dans les deux pays du « miracle », par la permanence de dictatures militaires très répressives jusque à la fin des années 1980⁶⁸.

Cette nature particulière de l'Etat s'est exprimée notamment dans les stratégies d'encadrement et de contrôle ultra-autoritaires de la paysannerie mises en place par les Etats post-coloniaux à Taïwan et en Corée⁶⁹.

Ces pratiques étaient manifestement héritées des méthodes que l'Etat colonial à la japonaise avait mis en place dans les deux pays entre 1900 et 1945⁷⁰.

Au début de l'industrialisation dans les années 1950, la paysannerie représentait, dans les deux pays, les trois quarts de la population, et la mobilisation du surplus agricole a joué un rôle très important dans la stratégie d'industrialisation⁷¹.

Market, Economic Theory and the Role of Government in East Asian Industrialization, Princeton university Press, Princeton, 1990.

67 LEE C.H., La transformation économique de la Corée du Sud, Leçons pour les économies en transition, OECD, Centre de Développement, Paris, 1995.

68 HAKWON SUNOO H., La Corée du Sud, Economie d'une dictature et enjeux démocratiques, Publisud, Paris, 1988.

69 GI-WOOK SHIN, Agrarian Conflict and the Origins of Korean Capitalism, American Journal of Sociology, Vol.103, n°5, 1998, p.1309-51.

70 KOHLI A., Where Do High Growth Political Economies Come from? The Japanese Lineage of Korea's "Development State", World development, 22, 9, 1994, p.1269-1293; HAGGARD S., KANG D. and MOON C., Japanese Colonialism and Korean Development: a Critique, World Development, 25, 6, 1997, p.867-881.

71 p.ex. HAYAMI Y. and RUTTAN V., "Korean Rice, Taiwan Rice and Japanese Agricultural Stagnation", Quarterly Journal of Economics, 1970, p.562-589, LEE T., Intersectoral Capital Flows and the Economic Development of Taiwan 1895-1960, Cornell University Press, 1971, Ch.2.

Les institutions ont joué un rôle central dans les deux pays, en définissant les caractéristiques particulières de l'offre de travail, notamment à travers le type de contrôle établi sur l'agriculture et sur les relations entre celle-ci et le secteur industriel⁷².

Dans les deux pays, la Réforme agraire réalisée au début des années cinquante a joué un rôle essentiel pour établir ces relations. La Réforme agraire, tout en abolissant les rapports séculaires existant entre les paysans et les propriétaires fonciers, a permis à l'Etat d'étendre son contrôle sur le surplus agricole. En effet, la suppression de la rente foncière s'est accompagnée d'un renforcement de la pression fiscale et para-fiscale sur la petite paysannerie parcellaire créée par la Réforme agraire. Des organismes publics se sont vus attribuer une place prépondérante dans le système de commercialisation, appuyée sur un ensemble de contraintes institutionnelles. Elles leur permettaient notamment d'acheter la plus grande partie des produits alimentaires de base, à des prix fixés administrativement sous un régime de livraisons obligatoires voire de monopsonie. En même temps ces organismes détenaient dans certains cas un monopole sur les ventes d'engrais chimiques et autres intrants requis par une agriculture déjà transformée techniquement depuis l'époque coloniale japonaise.

Cette situation a permis à l'Etat de jouer un rôle décisif dans la formation des prix et des salaires et dans la fixation des termes d'échange intersectoriels entre l'agriculture et l'industrie.

En Corée il a été estimé que les prix d'achat du riz, jusque 1961, ne permettaient pas aux paysans de couvrir l'ensemble de leurs coûts de production, et qu'ils sont restés largement inférieurs aux prix de marché jusque 1970. Jusque 1975, les offices de commercialisation publics contrôlaient au moins 50% des quantités de riz mises sur le marché et ce montant atteignait 90% pour l'orge⁷³.

A Taiwan, le T.P.F.B. (Taiwan Provincial Food Bureau) a contrôlé plus de 50 % de la commercialisation du riz entre 1950 et 1970, tandis que la TSC (Taiwan Sugar Corporation) jouissait pratiquement d'un monopsonie dans la commercialisation du sucre. Les exportations de riz et surtout celles de

72 PEEMANS J.PH., *Modernization, Technology, Institutions and Development History: Britain, Japan, Korea and Taiwan revisited*, National Chung-Hsing University, Taipei, Taiwan, 1989, p.209-236.

73 LEE E., *Egalitarian Peasant Farming and Rural Development: the Case of South Korea*, World Development, 1979.

sucre ont joué un rôle important dans le soutien à une politique d'industrialisation basée d'abord sur l'import -substitution, notamment à travers une politique de taux de change multiple⁷⁴.

En outre, le contrôle du gouvernement sur les conditions de la commercialisation du riz sur le marché interne, a permis de stabiliser les prix à la consommation sur les marchés urbains ou encore d'assurer à certaines catégories privilégiées (les membres civils et militaires de l'énorme appareil d'Etat bureaucratique-militaire et leurs familles) un approvisionnement garanti à des prix bas et stables, à travers un mécanisme institutionnel de type administratif non-marchand⁷⁵.

Le contrôle étroit exercé sur la paysannerie a eu des conséquences particulières dans le cas de Taiwan, où les conditions climatiques se prêtent favorablement à une diversification des cultures pratiquées tout au long de l'année dans le cadre de rotations pluriannuelles complexes. Les paysans cherchèrent à commercialiser d'autres produits que ceux dont les prix étaient contrôlés administrativement, mais sans pouvoir pour autant abandonner les cultures de base dont ils devaient commercialiser le surplus dans le cadre des obligations fiscales et parafiscales liées aux obligations découlant du cadre de la réforme agraire. Jusqu'au moment où pour la majorité les annuités de rachat de la terre furent entièrement remboursées, cette diversification ne put prendre que la forme d'une plus grande intensification, ce qui contribuait d'ailleurs à augmenter les ressources du TPFB à travers l'accroissement de la demande d'intrants dont il contrôlait la commercialisation.

Au début des années 1960, la diversification se matérialisa surtout sous la forme de l'expansion de la production de fruits et légumes destinée à la transformation par de nouvelles industries agro-alimentaires. Celles-ci contribuèrent ainsi de manière décisive à la première phase de l'export-substitution. Dans la seconde moitié des années 1960, ce mouvement fut relayé par l'expansion d'autres activités manufacturières en régions rurales. Il a été estimé qu'à la fin des années 1960, 40% de la force de travail employée dans le secteur manufacturier était localisée en région rurale. A la

74 SASAMOTO T., "A Salient Feature of capital Accumulation in Taiwan: the System of Rice collection by the T.P.F.B.", *Developing Economies*, March 1968, p.27-39.

75 WU R.I., *The Strategy of Economic Development: a Case Study of Taiwan*", Vander, Louvain, 1971, p.169-180.

même époque, le revenu des familles vivant en région rurale provenait, pour 35%, d'activités non agricoles⁷⁶.

Cet accroissement spectaculaire de l'emploi non agricole en région rurale était une conséquence indirecte de la réforme agraire dans le cadre spécifique des campagnes taïwanaises. Les paysans sont demeurés attachés à la terre, ont payé le prix élevé requis pour y avoir accès en terme d'obligations fiscales et parafiscales, et ensuite ont cherché par tous les moyens à accroître les revenus familiaux, à travers la diversification agricole, puis l'offre de travail de certains membres de la famille pour les entreprises manufacturières situées soit en région rurale soit dans des centres urbains faciles d'accès. Le rôle de l'Etat dans les pays-phare du "miracle asiatique" a donc été crucial pour incorporer d'une manière coercitive les paysans à la première phase du processus de modernisation. Il ne s'est agi en rien d'une accumulation vertueuse reposant sur le respect des règles du marché, mais bien d'une accumulation primitive brutale reposant sur les méthodes les plus coercitives.

Un autre point remarquable de l'expérience de ces pays (surtout à Taïwan) a été le maintien délibéré d'une petite paysannerie, puisque les mécanismes institutionnels liés à la réforme agraire jouaient un rôle important pour la mobilisation du surplus agricole. Pendant les premières décennies de l'industrialisation, il y a eu un blocage voulu de l'émergence d'« un modèle fermier de modernisation »(MFM), notamment à travers l'interdiction des transactions foncières concernant les terres ayant bénéficié de la réforme agraire. La libéralisation du marché foncier n'est intervenue que tardivement, permettant alors la concentration des terres par des exploitations de taille de plus en plus grande.

Lorsque l'on examine le processus réel de développement de ces pays, on se rend compte combien non seulement le concept de « miracle » a été un abus de langage, mais en outre combien son extension à l'expérience des grands pays de l'Asie du Sud-Est, est problématique. Les institutions ont certes joué un rôle très important en Asie du Sud Est, et dans les deux décennies qui ont connu la diffusion la plus dynamique des éléments de la Révolution Verte, les Etats indonésien et thaïlandais ont été contrôlés eux aussi par des régimes autoritaires d'origine militaire. Mais dans l'ensemble la politique à l'égard de l'agriculture y a été très différente de celle de

76 HO S., "Economic development and Rural Industry in South Korea and Taiwan", World Development, 1982, 11, p.973-990.

Taiwan et de la Corée du Sud, de même que le contexte de l'articulation agriculture-industrie.

En Indonésie, le rôle de l'Etat à l'égard de l'agriculture a été dicté plus par des considérations socio-politiques qu'économiques. La tentative de faire face à l'héritage du radicalisme paysan à Java a pris, dans cette préoccupation une place aussi importante que la pression démographique. La stratégie de l'Etat a été très volontariste, avec un souci très affirmé de contrôle social et politique du monde rural. Cela s'est traduit par des transferts de moyens budgétaires énormes pour soutenir une « modernisation autoritaire » de l'agriculture. Les transferts et investissements publics cumulés ont été estimés à plusieurs dizaines de milliards de US\$ entre 1965 et 1985. La conséquence la plus évidente en a été que l'agriculture n'a pas été utilisée pour financer l'industrialisation, au contraire les ressources pétrolières ont été mobilisées en partie pour soutenir la politique agricole.

Au contraire de l'Indonésie, l'Etat thaïlandais a continué une politique déjà ancienne de prélèvement sur l'agriculture, surtout le riz, pendant les phases de démarrage de l'industrialisation dans les années 1960-1970, pour assurer un bas niveau de salaire dans l'industrie, vu comme élément favorable à l'investissement et à la compétitivité. Cette politique a été maintenue jusque dans les années 1980, ce qui a contribué à y ralentir l'intensification dans les zones spécialisées traditionnellement dans la riziculture, tout en alimentant une offre de travail bon marché pour le secteur industriel. Le salaire des travailleurs non qualifiés est resté pratiquement constant en termes réels entre 1980 et 2005 (aux environs de 20.000 baht annuels), alors que le produit brut par travailleur est passé lui de 40.000 à 110.000 bahts annuels en termes réels. Cette baisse spectaculaire de la part des salaires a été évidemment un stimulant puissant à la rentabilité des nouvelles industries⁷⁷.

En plus du prélèvement fiscal sur le riz, les gouvernements successifs n'ont pas suivi une politique de subsidiation massive des intrants destinés à stimuler les rendements. Cette politique de termes d'échange défavorables à l'agriculture a eu pour effet de décourager les très petites exploitations à rester dans les zones rizicoles alimentées par les grandes infrastructures d'irrigation. On a vu que une partie des petits paysans a émigré vers des zones nouvelles, ou des terres étaient encore disponibles, pour développer

77 WARR P., Poverty Reduction through Long Term Growth : the Thai Experience, Working Papers in Trade and Development, 2008/19 , The Australian National University, 2008.

des exploitations combinant souvent riziculture inondée pour l'auto subsistance et nouvelles cultures dont les prix étaient plus favorables. Une autre partie s'est orientée de plus en plus vers la pluri-activité saisonnière, combinant agriculture de subsistance sur des parcelles restreintes, et travail salarié. On peut donc dire que la politique thaïlandaise à l'égard de l'agriculture a ressemblé partiellement à celle de Taïwan et de la Corée du Sud, en tous cas plus que celle de l'Indonésie. Le prélèvement du surplus agricole y a bien été une réalité pendant le démarrage du processus d'industrialisation. Cependant le contrôle d'ensemble sur l'agriculture et sur la paysannerie y a beaucoup moins contraignant que en Corée du Sud, à Taïwan, et qu'en Indonésie. La petite paysannerie a pu choisir plus facilement une stratégie d' « exit » que dans les pays précités, notamment à travers les larges mouvements de migration internes déjà cités⁷⁸.

La migration de petits paysans sans terre ou quasi sans terre n'a pas seulement redessiné la géographie agricole du pays, elle a aussi contribué à établir une relation nouvelle entre structures régionales et structures sociales. Elles ont permis la consolidation d'une paysannerie moyenne dans les régions d'origine des migrants, à travers le remembrement et la concentration des terres. On a pu y voir ainsi la transition précoce vers un modèle fermier de modernisation (MFM), spécifique à l'Asie du Sud-Est, dès les années 1970. Le mouvement s'est accéléré dans les années 1980-1990. Et il s'est étendu progressivement aux régions de migration récente elle-même. Ces exploitations de taille moyenne ont été le moteur d'un processus de différenciation accéléré au sein de la paysannerie. La petite paysannerie s'est trouvée de plus en plus marginalisée dans ce processus. La petite paysannerie des plaines a été soumise aux tendances à une concentration croissante de la propriété de la terre par les exploitations moyennes.

On peut donc résumer la différence entre l'expérience des principaux pays du Sud-Est asiatique et celle des pionniers du Nord-est asiatique à cinq points principaux :

- l'Etat n'a pas voulu ou pu mobiliser, dans la même mesure, les ressources de l'agriculture pour soutenir le démarrage de l'industrialisation
- les contraintes sur l'ensemble de la paysannerie y ont été moins fortes, et la paysannerie y a été beaucoup plus mobile, grâce à l'abondance relative

78 On se réfère ici à la distinction établie par A.Hishmann entre les stratégies de "voice" et "exit".

des terres qui ont permis d'importantes migrations entre régions rurales, ce qui s'est traduit notamment par une recréation de la paysannerie dans des zones nouvelles de colonisation ; ces processus ne se réduisent pas à la diffusion de la « révolution verte ».

- les Etats ont ouvert précocement la voie à l'émergence d'un « modèle fermier de modernisation »(MFM), tout en privilégiant, au niveau du discours, la rhétorique de la Banque Mondiale au sujet du rôle primordial des « petites exploitations familiales ».
- le poids démographique de la paysannerie en Asie du Sud-Est a rendu impossible, la prolétarianisation-urbanisation massive de la paysannerie, en deux générations, comme en Asie du Nord-Est, malgré des taux de croissance économique élevés.
- la prolétarianisation de la force de travail paysanne par l'industrialisation rurale et les migrations campagnes-villes n'est qu'une composante parmi d'autres des transformations agraires, qui ne peuvent être réduites au profil classique de ce qui est appelé par certains « transition agricole » ; la question de l'avenir d'une paysannerie aux caractéristiques hybrides reste donc posée en Asie du Sud-Est.

3. L'impact des aléas de la croissance extravertie sur l'agriculture et le monde rural depuis les années 1980

3.1 La montée des nouveaux acteurs de la croissance extravertie, et leur place dans le système agricole

Même si la place de l'agriculture dans le démarrage de l'industrialisation en Asie du Sud-Est n'a pas reproduit le modèle des pays dits du « miracle asiatique », elle a cependant joué un rôle important dans les stratégies de croissance extravertie mise en place dès les années 1960-1970. Vu l'extraordinaire richesse des ressources naturelles de la région, la stimulation et la diversification des exportations agricoles ont joué un grand rôle, même antérieurement à celui des exportations de produits manufacturés.

On doit encore le répéter, l'histoire de la transformation des systèmes agraires contemporains ne peut donc pas être réduite à celle de la « révolution verte » et de sa diffusion dans la riziculture.

L'expansion des plantations de palmiers à huile est très révélatrice de cette dynamique précoce d'extraversion, et illustre un autre type de relations

entre l'Etat et les populations locales, que celles mise en œuvre dans la « révolution verte ». Cela concerne particulièrement les deux grands producteurs de la région : l'Indonésie et la Malaisie. L'expansion des plantations de palmiers à huile en Indonésie et en Malaisie, a été spectaculaire depuis les années 1960. Cette expansion dans le cadre des politiques nationales de modernisation agricole s'est inscrite dans la continuité des politiques coloniales. En Indonésie, les plantations des colons néerlandais se sont développées depuis le début du XX^{ème} siècle. Elles ont pu bénéficier de l'allocation de terres par l'Etat colonial, ayant pris le contrôle de zones déclarées « terres libres de l'Etat », incluant les forêts considérées comme leur domaine ancestral par les communautés locale⁷⁹.

Depuis la période coloniale, en Indonésie comme en Malaisie, les communautés dites indigènes ont toujours cherché à éviter le travail salarié sur les plantations, développées sur leurs anciens domaines. D'une part les terres dont ils avaient la jouissance depuis toujours, leur fournissaient un large éventail de possibilités en terme de modes de vie et de revenus divers (on peut parler d'une économie de subsistance de haut niveau et très diversifiée). D'autre part le travail sur les plantations offrait un salaire très bas, des conditions de vie misérables, et était soumis à une discipline rigoureuse⁸⁰.

Pour développer les plantations de Sumatra, les autorités et les entreprises coloniales, ont souvent hésité entre la main d'œuvre immigrée, simplement salariée et endettée (indentured labor) ou liée à la plantation par l'octroi d'une parcelle de terre, comme méthode optimale pour se procurer une réserve illimitée de travail docile au coût le plus bas. De manière générale, à cause de la capacité de résistance des populations locales à l'incorporation dans le salariat, les plantations ont été développées, avec de la main d'œuvre importée depuis les régions densément peuplées de Java, y recrutée parmi les paysans sans terre. Les migrants étaient obligés de se soumettre aux conditions de travail imposées⁸¹.

Dans les vingt années suivant l'indépendance, les Etats indonésien et malaisien ont pris l'initiative de re-développer l'économie de plantations.

79 PELUSO N and VANDERGEEST P., Genealogies of the political forest and customary rights in Indonesia, Malaysia, and Thailand *Journal of Asian Studies* 60, 2001, p.761-812.

80 GORDON A., Towards a model of Asian plantation systems, *Journal of Contemporary Asia* 31, 2001, p.306-30.

81 STOLER A.L., *Capitalism and confrontation in Sumatra's plantation belt, 1870-1979*, University of Michigan Press, Ann Arbor 1995.

Dans une première phase, cela s'est fait sous l'égide de grands projets publics, affichant la volonté d'incorporer des terres inoccupées ou insuffisamment mises en valeur, et des populations arriérées, dans la modernité agricole⁸².

Pendant les années 1960 l'Etat indonésien a entrepris d'ambitieux programmes d'expansion de plantations de palmier à huile, avec l'appui de la Banque Mondiale. Les plantations mises en place par le secteur d'Etat, étaient organisées autour d'une plantation centrale et d'une huilerie établies sur des terres appartenant aux collectivités locales, mais mobilisées par l'Etat comme base de ses projets. Les coopératives de petits planteurs établies par l'Etat, devaient livrer les fruits à l'usine qui avait le monopole d'achat. Ces petits planteurs étaient encadrés par des agronomes de l'Etat et devaient rembourser à ce dernier tous les coûts d'aménagement des plantations-satellites, ainsi que le coût des outils et intrants.

Ce type de plantation (NES, Nuclear Estate Scheme) mettait clairement en évidence le caractère autoritaire des rapports Etat – Paysannerie, la politique de modernisation nationale du secteur agricole s'inscrivant dans le sillage des pratiques de l'Etat colonial. Cette politique était justifiée officiellement au nom de la volonté d'intégrer les petits producteurs dans la modernisation de l'agriculture, de la lutte contre le sous-développement local et contre la pauvreté rurale.

A partir du début des années 1980, la préférence a été donnée de manière croissante aux investissements étrangers pour développer les plantations de palmiers. De larges concessions de terre ont été attribuées à des grandes firmes privées. Cela a été un choix de la techno-bureaucratie indonésienne, influencée par l'idéologie néo-libérale, alors que l'Indonésie n'était pas encore soumise aux contraintes de l'ajustement imposé par le FMI. Cependant la privatisation du développement des plantations a fait rapidement apparaître les limites de la politique antérieure d'intégration des populations locales aux grands projets étatiques de modernisation nationale. La méfiance, voire la défiance, de ces populations à l'égard de ces projets, se traduisait par des rendements faibles, dénoncés par les firmes privées titulaires de concessions.

Après quelques années d'hésitation, l'Etat a donc encouragé et organisé des flux spécifiques de migration de paysans pauvres à partir de Java, vers les

82 ASHLEY C and MAXWELL S., Rethinking rural development Development Policy Review 19, 2001, p.395-425.

nouveaux projets de plantations, notamment à Sumatra. Les migrants étaient supposés pouvoir être soumis à des normes de productivité plus élevées. Le schéma de la relation entre grande plantation – noyau avec usine et petites plantations – satellites s’est maintenu. Les migrants recevaient 2 ha de plantations et 1 ha comme parcelle vivrière et étaient organisés en coopératives contrôlées par l’administration locale.

Au milieu des années 1990, sous la pression des demandes de nouvelles concessions de la part des firmes privées, l’Etat a tenté de relancer les projets de plantations-satellites avec les populations locales. L’objectif était de pouvoir prendre le contrôle de nouvelles terres appartenant de facto aux collectivités locales pour les concéder aux grandes plantations, tout en offrant de meilleurs stimulants aux communautés pour les inciter à d’intégrer au nouveau schéma. En outre le projet comportait le déplacement des communautés vers des implantations modernisées.

En fait dans de nombreux cas l’allocation des terres aux grandes plantations a été ressentie comme une véritable expropriation par les populations locales. Une grande partie des populations locales ne voulaient pas migrer vers les nouveaux types d’habitat pour travailleurs salariés⁸³.

Avec la fin du régime Suharto, et l’affaiblissement de l’appareil de répression, de nombreuses protestations et occupations de terre ont été organisées par les communautés locales, qui en plus s’estimaient trompées dans l’opacité des systèmes de commercialisation et de crédit⁸⁴.

Ce sont des années pendant lesquelles les plantations ont misé surtout sur la main d’œuvre salariée immigrée, à cause des réticences permanentes des populations locales de se laisser incorporer dans les plantations-satellites, malgré que cela maintenait leur revenu monétaire à un niveau bien inférieur à celui des travailleurs immigrés⁸⁵.

Dans les années post-Suharto, il y a eu un certain flottement sur la politique à suivre. On peut cependant remarquer une volonté de redessiner les programmes de « transmigration » pour en faire un instrument de compétitivité, capable d’attirer à tout prix les investisseurs étrangers dans le

83 McCARTHY J F, Shifting resource entitlements and governance reform during the agrarian transition in Sumatra, Indonesia, *Journal of Legal Pluralism* No. 55 , 2007, 65–122.

84 COLCHESTER et al., *Promised land: palm oil and land acquisition in Indonesia: implications for local communities and indigenous peoples*, Forest Peoples Programme, Sawit-Watch, HuMA and ICRAF, 2006.

85 LI T. M. ed., *Transforming the Indonesian uplands: marginality, power and production*, Harwood Academic Publishers, Amsterdam, 1999.

secteur des plantations, en supprimant pratiquement toutes leurs obligations antérieures à l'égard de la main d'œuvre et de fourniture de services locaux. Dans le cas de Sulawesi et du Kalimantan, les difficultés, ou les échecs des vastes programmes antérieurs de « transmigration », fournissent en fait l'offre de main d'œuvre souhaitée, les anciens migrants étant devenus une sorte de nouvelle paysannerie locale sans moyen de survivre de manière autonome.

Sous la pression de la demande des firmes agro-industrielles, avides de nouvelles concessions de terres pour étendre les plantations, les autorités régionales ont tenté depuis 2005, de relancer, sous un régime en apparence nouveau, les plantations-satellites permettant de prendre le contrôle des terres communales. Dans ce programme dit PRP (Plantation Revitalization Program), devant s'étendre sur 1,5 million d'ha. On trouve d'abondantes références à la réduction de la pauvreté dans le cadre des OMD et aux bienfaits du « développement communautaire ». Mais selon beaucoup d'observateurs ce programme n'apporte aucun élément nouveau par rapport à ceux qui ont suscité l'indifférence puis les protestations et le rejet des populations locales. Les terres sont expropriées de facto sans accord de ces dernières. La superficie des plantations de palmiers à huile a augmenté de 4 à 7 millions d'hectares entre 2000 et 2007⁸⁶.

A Sarawak, le gouvernement malaisien a multiplié par dix la superficie des projets de palmiers à huile entre 1990 et 2010.

L'attitude des autorités malaisiennes à l'égard des communautés indigènes pratiquant des systèmes de cultures itinérantes, a été la même qu'en Indonésie : non reconnaissance des droits coutumiers et développement de grandes plantations sur ces terres déclarées « vacantes » au nom de l'intégration des communautés indigènes « pauvres et arriérées dans l'économie moderne ». Les grandes plantations ont été considérées comme les moteurs de la modernisation⁸⁷.

Sur base de cette conception, ce sont initialement des agences parastatales qui ont été responsables du développement des grandes plantations de palmiers depuis les années 1970. Une agence a joué un rôle particulièrement important : SALCRA (Sarawak Land Consolidation and

86 McCARTHY J.F. and CRAMB C., Policy narratives, landholder engagement, and oil palm expansion on the Malaysian and Indonesian frontiers, *The Geographical Journal*, Vol. 175, No. 2, June 2009, pp. 112–123.

87 CRAMB R A 2007 *Land and longhouse: agrarian transformation in the uplands of Sarawak* NIAS Press, Copenhagen, 2007.

Rehabilitation Authority) à travers des projets voulant incorporer les terres des communautés indigènes en associant celles-ci à la production, à la fois par la fourniture de fruits récoltés sur leurs parcelles et le travail salarié. Ces projets se présentaient, selon une philosophie chère à la Banque Mondiale, comme des projets de développement agricole intégrés (IADP) visant la transformation des communautés locales en petits producteurs modernisés. Au début des années 1980, la politique malaisienne s'est aussi réorientée dans le sens du néo-libéralisme, avec une réduction du rôle des agences para étatiques dans le secteur des plantations. Un nouveau cadre légal a été élaboré pour accélérer le transfert de l'usage des terres communales aux investisseurs privés, sous l'apparence de « joint-ventures » entre ces derniers et les collectivités locales⁸⁸.

Dans les années 1990, ce processus s'est accéléré, en transformant les terres communales en « banques foncières », attribuant à des plantations les droits sur 60% du « capital foncier ». Les communautés recevaient théoriquement 30% des droits, mais en pratique n'ont jamais perçu de dividendes de ces titres. Très souvent les terres ont été appropriées par les entreprises sans aucune concertation avec les communautés « partenaires »⁸⁹.

Sous ce régime, entre 1980 et 2000, la superficie des plantations de palmiers à huile est passée de 20.000 à 600.000 ha, dont 80% appartiennent au secteur privé. On estime à 3 millions le nombre de travailleurs salariés dans les plantations de palmiers malaisiennes. Plus de la moitié sont illégaux et sont essentiellement originaires d'Indonésie. Ces migrants travaillent dans des conditions très dures pour de bas salaires et dans l'insécurité, mais comme ils sont au dessus du seuil officiel de pauvreté, ils sont considérés comme des exemples à suivre par les institutions internationales : ils ont augmenté leur revenu monétaire en cherchant les opportunités offertes par le marché ! Ils contribuent à marginaliser sur place les populations locales qui défendent leur patrimoine foncier, refusent le travail salarié dans les plantations capitalistes, et sont considérées pour cela comme arriérées et insuffisamment adaptables aux exigences du marché. Depuis 2007-2008 de nombreuses protestations ont mobilisé les communautés réclamant la restitution de leurs terres, au point que, dans divers cas, les investisseurs

88 SUTTON K, Agribusiness on a grand scale – FELDA's Sahabat complex in East Malaysia Singapore, *Journal of Tropical Geography*, 2001, 22, p.90–105.

89 DIMBAB N, Contradictions in land development schemes: the case of joint ventures in Sarawak, *Malaysia Asia Pacific Viewpoint* 43, 2002, p. 157–80.

étrangers sont devenus réticents à continuer à s'engager dans de nouveaux programmes. Ces mouvements témoignent du caractère très problématique de la « durabilité sociale » du type de développement mis en œuvre, dont les impacts négatifs s'accroissent en proportion du rythme même de la croissance. On estime que depuis le début des années 2000, plus de 750.000 hectares de forêt ont été converties annuellement en plantations de palmiers à huile⁹⁰.

Cette accélération a été soutenue par la hausse des prix de l'huile qui ont triplé entre 2000 et 2008, soutenu par la demande de composants pour l'alimentation du bétail et pour la fabrication d'agro-carburants.

3.2 La place de l'agriculture et des ressources forestières dans la croissance extravertie

A partir des années 1970, les régimes thaïlandais successifs se sont orientés vers une croissance extravertie, accordant une grande place aux investissements étrangers. L'Etat malaisien a suivi rapidement le même modèle. L'Indonésie, les Philippines ont suivi plus tardivement, et enfin le Vietnam, puis le Laos et le Cambodge ont suivi le mouvement dans les années 1990. La croissance extravertie a été à la base des stratégies de développement des principaux pays de l'Asie du Sud Est asiatique, mais n'a pas été synonyme au début de libéralisation complète de l'économie. Au contraire la plupart des pays du Sud –Est asiatique ont connu un rôle important de l'Etat dans le soutien au démarrage du secteur industriel. Ils se sont inscrits dans la continuité de la « politique mercantiliste » pratiquée par les pays de l'Asie de l'Est, à partir des années 1950. Cette « exception mercantiliste » est sans doute le caractère qui leur donne le plus clairement une similitude partielle avec leurs prédécesseurs du soi disant « miracle asiatique » (cfr.supra). Elle a été tolérée par les USA, parce que la stabilisation politique de ces pays occupait une place centrale dans la stratégie militaire face aux pays socialistes, dont la Chine. L'« exception mercantiliste » a bénéficié en partie aux pays de l'Asie du Sud-Est, notamment parce que l'extraversion de leur secteur industriel a été au départ largement tributaire des flux d'investissement de délocalisation à partir du Japon et des pays d'Asie de l'Est.

L'agriculture a joué un rôle particulier dans cette exception mercantiliste. En Asie du Sud-Est (à part le cas la Thaïlande, déjà évoqué), le prélèvement sur

90 Sawit Watch Official Website, décembre 2009.

l'agriculture n'a pas été utilisé comme un instrument privilégié de financement de l'industrialisation. Dans plusieurs pays de la région, l'agriculture et le secteur agro-alimentaire ont participé pleinement à la stratégie d'extraversion, parallèlement au secteur industriel.

En Thaïlande un secteur agro-alimentaire dynamique s'est développé précocement, tourné aussi bien vers l'exportation que le marché intérieur. Il a fortement impulsé une réorientation de la diversification de la production agricole, en en contrôlant une grande partie des normes de production et de commercialisation. Initialement les petits paysans migrants avaient mis en place des systèmes de diversification basés sur la diversité de la production dans chaque exploitation familiale. La prise de contrôle de la diversification par l'industrie alimentaire s'est basée sur la mise en œuvre de nouvelles cultures dans plusieurs régions, en fonction de leurs avantages comparatifs, et reposant sur la spécialisation des fermes liées par contrat dans la fourniture de l'un ou l'autre produit. Cela a été le cas notamment pour la production des cultures entrant dans la production des aliments pour le bétail (le F du modèle GFL). Les paysans produisant du manioc se sont vus offrir des contrats par des grandes firmes agro-alimentaires, dont ils sont devenus progressivement dépendants à travers les systèmes de crédit et de commercialisation. Avec le temps cela a favorisé une différenciation croissante entre petits paysans et paysans moyens, au gré des besoins et des stratégies des firmes agro-alimentaires (FIAA). Ces dernières ont favorisé et encadré l'expansion du modèle fermier de modernisation (MFM) à travers divers systèmes de contractualisation de la production. Les exportations et les investissements du secteur agro-industriel thaïlandais ont joué, à partir des années 1990, un rôle croissant dans la transformation des structures agricoles et des modes de consommation des autres pays de la région⁹¹.

Depuis une vingtaine d'années le modèle GFL a commencé à redessiner le mode de production et de consommation alimentaires de la plupart des pays d'Asie du Sud-Est. Dans les grandes métropoles de la région (Bangkok, Jakarta, Manille, Kuala Lumpur) les nouvelles chaînes de super marché (FDAA) jouent un rôle moteur dans cette transformation du mode de consommation alimentaire des classes moyennes, en l'alignant sur les normes internationales. Le phénomène reste encore limité dans les

91 FALVEY L., Thai Agriculture. Golden Cradle of Millennia, Kasetsart University Press, Bangkok, 2000.

capitales d'autres pays ainsi que dans les centres urbains de moindre importance, mais il tend à s'y accélérer.

Selon de nombreuses analyses récentes, l'émergence d'un secteur agro-alimentaire dynamique en Asie du Sud-Est s'inscrit dans l'évolution générale du système alimentaire en Asie. Celle-ci est portée par un ensemble de phénomènes ou prédominant l'urbanisation rapide et la hausse des revenus. Cette évolution se traduit, selon elles, par une diminution rapide de la consommation de produits traditionnels, notamment le riz, et l'augmentation spectaculaire de celles de viande, de produits laitiers, de fruits et légumes, et de huiles et graisses. On a aussi une hausse de la consommation des boissons carbonatées et des aliments de convenance⁹².

Cette diversification est initiée par le changement de comportement alimentaire des classes moyennes urbaines, et s'accélère à travers l'orientation croissante de ces dernières vers les normes de la globalisation. L'implantation toujours plus forte de chaînes globales de supermarchés et de restaurants fast food contribue aussi à cette accélération. On assiste donc à une convergence toujours plus grande vers le modèle occidental de consommation alimentaire. Selon ces auteurs, ce dernier est appelé à supplanter progressivement le modèle traditionnel d'alimentation. Les aliments qui avaient une forte connotation d'identité culturelle font place progressivement aux produits de type occidental. En conséquence l'agriculture asiatique se trouve sur un chemin irréversible, conduisant de sa préoccupation traditionnelle autour de la production de céréales, principalement le riz, vers un système de production beaucoup plus diversifié et commercialisé. Selon les mêmes auteurs, la transition du régime alimentaire touche aussi de plus en plus les classes populaires urbaines, notamment à travers la consommation de "nourritures de rue" (street foods) qui sont de plus en plus inspirées par le modèle des produits "fast food". Selon Reardon, la révolution des supermarchés transforme rapidement l'Asie du Sud-Est, où la part des supermarchés dans la vente des produits transformés et emballés avait déjà atteint 33% en 2002⁹³.

La consommation de riz par tête diminue, tandis que s'accroît celle de blé sous forme de pain, biscuits, pâtisseries et autres produits. Selon les auteurs de ce courant, l'inéluctabilité de l'évolution en Asie du Sud Est se base sur

92 FAO, World agriculture: towards 2015/2030. J. Bruinsma (ed.), Earthscan Publications, London, 2003.

93 REARDON, T., TIMMER P. et al., "The rise of supermarkets in Africa, Asia, and Latin America". AJAE, 85(5), 2003.

une simple extrapolation de la tendance depuis un demi-siècle à l'échelle mondiale. Les importations de produits des zones tempérées par les pays en développement ont augmenté de 13 fois entre 1960 et 2000, provoquant un déficit toujours croissant de la balance agricole, et sont supposées s'accroître de 150 % entre 2000 et 2030, dont 400% pour la viande seule. Depuis 1990 ce sont les catégories de produits préparés avec marques très différenciées (chocolats, biscuits, sucreries, etc) qui se sont accrues le plus dans ces importations⁹⁴.

La conclusion que tire ce courant d'analyse, est que la diversification et l'occidentalisation rapide des modes de consommation alimentaire urbains ne peuvent plus être satisfaites par la chaîne alimentaire traditionnelle en Asie. Elles exigent une modernisation radicale du système de distribution alimentaire et une intégration verticale de la chaîne d'approvisionnement alimentaire reliant fournisseurs d'intrants, producteurs, transformateurs, distributeurs et détaillants. Selon la même vue, la libéralisation du commerce est nécessaire pour faciliter la diffusion rapide des supermarchés qui sont les agents les plus efficaces de la modernisation du système alimentaire selon les normes homogénéisées du modèle global d'alimentation. Ce sont eux qui sont les meilleurs agents de la diversification nécessaire de la production agricole dans ce sens, à travers la contractualisation des producteurs agricoles⁹⁵.

Cinq thèses sont à la base de ce courant prédisant (et surtout prônant) l'occidentalisation rapide du modèle alimentaire en Asie du Sud-Est :

1) Ce courant qui part de l'hypothèse de l'inéluctabilité de l'occidentalisation du modèle alimentaire asiatique, comme seul vecteur des transformations à venir, met en avant la même inéluctabilité dans les changements à réaliser dans les systèmes de production. Ceux-ci doivent être axés sur la diversification de l'agriculture, et les investissements à

94 PINGALI P., Westernization of Asian Diets and the transformation of food systems: Implications for research and policy, ESA Working Paper September 2004, Agricultural and Development Economics Division, FAO, Rome, 2004.

95 P. Pingali, Directeur, Agricultural and Development Economics Division, FAO, est un ardent propagateur de cette vision globaliste: "..... Trade liberalization greatly facilitates the widespread establishment of global supermarket chains and fast food outlets and thus speeds up the diffusion of homogenous foods and of a global diet in the Asian market. Supermarkets are in the ideal position to deal with both the quantitative, qualitative and location elements of changes in the urban food market. Moreover, supermarkets also play an active role in accelerating and broadening the scope for diet diversification, while at the same time, setting new standards for quality and safety...", op.cit., 2004.

réaliser pour passer de la prédominance de la riziculture à celle d'une offre de produits différenciés, sont très importants.

- 2) Ils ne peuvent dès lors être réalisés que par des grandes exploitations (MFM), ayant accès au crédit et à la technologie, utilisant de manière optimale des intrants d'origine non agricole, la mécanisation et la mise en œuvre d'innovations bio-génétiques. Ces grandes exploitations doivent être fortement spécialisées dans un type de produit, horticole ou d'élevage, en association étroite avec les firmes agro-alimentaires (FIAA) et les chaînes de supermarchés (FDAA) contrôlant l'amont et l'aval de la chaîne de valeur. Les économies d'échelle sont déterminantes pour assurer la compétitivité⁹⁶.
- 3) Dès lors selon cette approche, les petits producteurs n'ont normalement aucune chance de survivre au fur et à mesure que la chaîne agro-alimentaire est adaptée aux exigences de l'inéluctabilité de l'évolution vers les normes globales de production et de consommation⁹⁷.
- 4) Bien que ce courant présente l'inéluctabilité de l'évolution comme le résultat heureux des forces du marché libérées de l'intervention étatique, il réclame paradoxalement une intervention vigoureuse de l'Etat pour créer les conditions de fonctionnement de ce marché. L'Etat doit transformer les droits fonciers et les droits d'usage de l'eau pour créer des conditions optimales de sécurisation de l'accès aux ressources en faveur des grandes exploitations.
- 5) L'Etat doit également abandonner l'idée de l'auto-suffisance alimentaire qui serait un frein au déploiement des forces du marché pour stimuler la croissance. Cela serait d'autant plus vrai en Asie que les plus grandes villes, appelées à une croissance toujours plus forte, se trouvent près des côtes. Cette situation géographique permettrait d'envisager une stratégie d'importation alimentaire comme une alternative moins coûteuse à celle de l'approvisionnement par les régions de l'intérieur, vu le coût de transport.

Face à ces affirmations tranchées sur l'inéluctabilité de l'évolution du modèle agro-alimentaire, il faut se poser la question de leur pertinence par

96 VAN ROEKEL J., WILLEMS S. and BOSELIE D.M., Agri-supply Chain Management: to stimulate cross border trade in developing countries and emerging economies, World Bank Paper, World Bank, Washington DC, 2002.

97 de HAEN, H., STAMOULIS S., SHETTY P. and PINGALI P., The World Food Economy in the Twenty-first Century: Challenges for International Co-operation. Development Policy Review, 21 (5-6), 2003, p. 683-696.

rapport à la réalité. On doit bien constater que elles ont un caractère fortement normatif, inspiré clairement par un agenda néo-libéral impérieux, qui obscurcit tant soit peu le caractère prédictif du diagnostic.

Les réalités de l'évolution du système agro-alimentaire du sud-est asiatique semblent plus complexes que ne le permet de penser ce schéma linéaire très décontextualisé. Il est sans doute vrai que le mode de consommation alimentaire s'est diversifié, à un rythme rapide, en Asie du Sud Est au cours du dernier quart de siècle. Cela s'est traduit par l'augmentation de la consommation de nouveaux produits, surtout ceux de la chaîne G-F-L déjà évoquée (produits divers à base de blé et maïs, produits carnés et laitiers) et produits élaborés d'origine étrangère (comme les produits chocolatés, boissons carbonatées). Cela s'est traduit par une augmentation des importations de ces produits, et par la croissance d'une industrie agro-alimentaire locale.

On a souvent mis en exergue le cas des industries agro-alimentaires thaïlandaises comme avant-garde de la transformation du système de consommation alimentaire. Ces industries ont sans doute joué un rôle pionnier en important les technologies étrangères dans la mise en place des composants du système G-F-L (industries d'éléments composés pour l'alimentation animale, et prise progressive du contrôle de l'industrialisation de la chaîne de l'élevage animal et de la production de volailles). Cependant il faut noter que l'industrie agro-alimentaire thaïlandaise ne pèse pas lourd face aux IAA des grands pays asiatiques (cfr. le tableau ci-dessous). En outre, au cours des années récentes les Philippines et surtout l'Indonésie ont rattrapé voire dépassé le secteur thaï en terme de valeur ajoutée. Ce tableau montre aussi que il y a apparemment de grandes différences dans les structures des IAA entre pays de la région. L'emploi par rapport à la production reste très important dans certains d'entre eux (Thaïlande, Indonésie, Vietnam), tandis que d'autres semblent en voie de s'aligner sur les normes de productivité des pays comme le Japon et la Corée du Sud.. Ces caractéristiques ne s'expliquent pas nécessairement par un retard de rattrapage, mais par le poids relatifs de différents sous-secteurs, ce qui ne conforte pas à priori la thèse de la tendance inéluctable à l'homogénéisation des structures de production et de consommation au niveau de la région.

**Valeur ajoutée et emploi dans les Industries agro-alimentaires en Asie
du Sud-Est 2000-2006**

	IAA		Emploi	en 1000
	Valeur ajoutée en millions \$			
	2000	2005-2006	2000	2005-2006
Thaïlande	2545	n.d	387	n.d
Indonésie	2988	6043	585	632
Philippines	3099	2548	167	163
Malaisie	2143	2776	124	149
Vietnam	1095	n.d	264	n.d.
Corée (Sud)	13924	19828	168	173
China (RP)	22589	80246	3619	4590
Japon	110250	98698	1214	1131

Source : UNIDO, 2009

En outre, même si les techniques de production et de distribution tendent à s'aligner progressivement sur les normes globales, il est manifeste que les caractéristiques des produits offerts ont très souvent une spécificité qui correspond aux traditions alimentaires. Les supermarchés thaïlandais, vietnamiens et indonésiens offrent une vaste gamme de produits élaborés ou fabriqués dans le pays, et dont les ingrédients sont fortement inspirés de la cuisine locale. Les pays de la région ont la plupart une riche tradition alimentaire de qualité⁹⁸.

Cet élément est trop négligé par les partisans de l'inéluctabilité de l'occidentalisation du mode de consommation alimentaire. L'incorporation de nouveaux produits dans le système alimentaire ne conduit pas inéluctablement à la disparition des produits traditionnels, mais soit à un enrichissement de la gamme d'ingrédients utilisés, soit à des combinaisons nouvelles entre produits anciens et nouveaux. Cela concerne certainement la cuisine populaire en région urbaine et rurale, y compris la cuisine dite de rue (street foods), mais aussi la consommation des classes moyennes. Celles-ci ont évidemment une tendance à consommer plus de produits d'origine ou d'inspiration étrangère, mais elles conservent manifestement

⁹⁸ VAN ESTERIK P., Food Culture in Southeast Asia (Food Culture Around the World), Greenwood Press, 2008.

une préférence pour les plats traditionnels, mais préparés désormais avec une exigence plus grande pour des produits de qualité élevée. Au lieu d'une occidentalisation inéluctable on assiste plutôt à une hybridation du mode de consommation alimentaire, avec des dimensions variables selon l'héritage culinaire des divers pays.

L'augmentation continue de la production de viande de porc et de volailles témoigne de l'augmentation de la capacité de consommation de produits qui font partie du système alimentaire depuis des siècles, et la hausse du pouvoir d'achat permet simplement d'accroître la fréquence de leur consommation. Il semble donc difficile d'y trouver une « révolution de mœurs alimentaires ». Comme le montre le tableau ci-dessous, cette augmentation a pris une nouvelle ampleur entre 1995-2005, donc indépendamment du contexte de la « crise asiatique ».

	Viande de Porc (1000 T)		Viande de Volaille (1000 T)	
	1995	2005	1995	2005
Indonésie	572	550	854	1125
Thaïlande	488	669	910	950
Philippines	969	1415	399	649
Vietnam	1007	2288	124	321
Myanmar	115	327	98	560
Cambodge	81	135	15	17
Laos	28	39	9	15

Source : FAOSTAT | © FAO Statistics Division 2009

En fait ce qui est en cause ce n'est pas une évolution inéluctable vers l'occidentalisation du mode de consommation, mais les choix politiques qui ont été fait d'organiser la chaîne agro-alimentaire autour du modèle promu par les grandes firmes multinationales. Des pressions multiples ont été faites sur les gouvernements de la région pour faire ce choix, à travers le lobbying de coalitions d'intérêts puissants, regroupant aussi bien les grandes firmes à stratégie globaliste, que les organisations multilatérales, voire les bailleurs de fonds de l'aide bilatérale.

Mais fondamentalement il faut bien reconnaître que ce sont les élites locales qui ont fait ce choix, indissociable à leurs yeux d'une stratégie de modernisation rapide du système économique. Et ce choix a été conforté par les nouvelles opportunités d'enrichissement rapide promises à tous ceux

qui sont associés à la mise en place de ces systèmes. Dès lors les autorités politiques ont laissé et encouragé les grandes firmes du secteur agro-alimentaire (IAA) prendre des initiatives de plus en plus nombreuses pour refaçonner la chaîne agro-alimentaire en fonction de leurs stratégies de conquête de marchés.

Le secteur agro-alimentaire a joué un rôle décisif dans la mise en place des systèmes de production industriels dans l'élevage. Il a fermé cette voie de diversification potentielle à la petite paysannerie, alors que celle-ci pouvait utiliser l'accroissement des résidus agricoles dérivé de la révolution verte, comme une nouvelle ressource pour l'alimentation animale.

La production de volaille à échelle industrielle s'est mise en place près des grands centres urbains. Elle a été multipliée par 5 entre 1980 et 2000. Ce sont des unités totalement intégrées au sein de grands groupes agro-industriels, depuis la production des intrants et la reproduction des souches animales, jusqu'à la commercialisation. En ce qui concerne l'élevage porcin, une place croissante dans la chaîne de valeur est occupée par des exploitations de type fermier ou de type semi-industriel, et encadrée en amont et en aval de la production par les firmes agro-industrielles.

Depuis son origine le modèle fermier de modernisation (MFM) en Asie du Sud-Est a une très forte dépendance à l'égard de l'agro-industrie. C'est cette tendance que le rapport BM 2008, en Asie du Sud Est comme ailleurs, veut encourager, en vantant ses capacités potentielles d'adaptation aux exigences des chaînes de valeur contrôlées par les grandes firmes de l'agri-business ou les grandes chaînes de distribution agro-alimentaires. A contrario de cette recommandation, on ne peut négliger la menace que cette évolution peut à terme complètement marginaliser le rôle de la petite paysannerie dans le processus de diversification rapide des modes de consommation alimentaires, à partir de la demande des classes moyennes urbaines. Dans ces conditions l'évolution en cours n'a rien d'une « inéluctabilité historique », elle résulte d'une « inéluctabilité programmée », basée sur le prédicat omniprésent de l'archaïsme des pratiques agricoles paysannes, soi disant incapables de faire face aux exigences d'adaptation de l'économie aux normes internationales. C'est à cause de ce choix avant tout idéologique, mais masqué derrière un argumentaire technico-économique plus ou moins sophistiqué, que s'est mis en place un système qui s'avère en contradiction profonde avec les potentialités de l'agriculture paysanne des pays de la région. Ce choix crée

de toute pièce les conditions de la non durabilité du modèle agricole imposé au monde rural.

Le cas du Vietnam illustre bien la dimension de ce problème. La production de viande porcine y représente plus de 75 % de la production de viande, et la croissance de l'élevage porcin a été spectaculaire depuis les années 2000, pour atteindre plus de 30 millions de têtes en 2010. Le gouvernement donne la priorité à l'établissement d'élevages industriels soutenus par l'investissement étranger. Mais en fait, il est estimé que l'élevage porcin est encore à 80% dans les mains de la petite paysannerie, surtout dans la partie Nord du pays. Vu le potentiel de l'élevage porcin pour améliorer et garantir les revenus de la petite paysannerie, il est donc important de soutenir cette dernière pour produire une viande qui correspond aux normes de la consommation urbaine en forte expansion⁹⁹.

3.3 L'impact des crises de 1997 et de 2008

Une des conséquences marquantes de la crise de 1997 a été la fin des divers subsides qui soutenaient les politiques de « révolution verte ». Les conséquences en ont été brutales, notamment en Indonésie, où le soutien étatique à l'agriculture était le plus important. Sans le soutien des subsides des intrants et de la protection du marché intérieur, des dizaines de milliers d'exploitations petites et moyennes se sont trouvées incapables de continuer à produire ou de rembourser leurs dettes. La dévaluation a contribué à relever les prix du riz importé sur les marchés urbains, mais une grande partie des fermiers locaux n'ont pas pu en bénéficier, vu la hausse plus forte des prix des intrants¹⁰⁰.

Les petits paysans intégrés au marché ont eux aussi été frappé durement par cette crise. Il est résulté de l'ensemble de cette évolution, un mouvement accéléré de concentration de la propriété foncière. Ce mouvement s'est fait surtout au bénéfice de créanciers urbains, commerçants, banquiers ou compagnies agro-industrielles. Cela a provoqué une augmentation du faire-valoir indirect, les anciens propriétaires devenant locataires de leurs terres ou évincés par de nouveaux tenanciers. Au contraire de l'étape initiale de la Révolution Verte, qui avait vu une

99 ROESSLER R. et al., Modelling of a recording scheme for market-oriented smallholder pig producers in Northwest Vietnam, *Livestock Science* 123, 2009, p. 241–248.

100 RUF F. et GERARD F., « Quel rôle pour l'agriculture dans la relance de l'économie indonésienne ? », in *Agricultures en crise. Populations, matières premières et ressources naturelles en Indonésie, 1996-2000*, CIRAD-Karthala, Paris, 2001.

certaine concentration au bénéfice des fermiers moyens et des nouveaux paysans riches, dans cette étape post-crise la concentration foncière s'est faite au bénéfice de nouveaux propriétaires absentéistes. Les crises de 1997 et 2008 ont mis clairement en évidence le manque de volonté des Etats de la région pour soutenir une agriculture basée sur les potentialités de la petite paysannerie.

Il en a été de même pour l'épidémie virulente de grippe aviaire de 2005. Les mesures prises pour l'éradiquer ont visé surtout les petites exploitations paysannes et leurs circuits de commercialisation souvent informels. Il a été clairement affirmé, dans de nombreuses déclarations officielles, que seule une modernisation accélérée de l'agriculture et de l'élevage sous l'égide des exploitations et des firmes de grande taille pouvait faire disparaître les problèmes. Et ce alors que de nombreuses analyses ont montré que ce sont les caractéristiques mêmes des méga-élevages et de leur circuit de commercialisation, basé sur le principe du « just in time », qui sont à la racine de ce type de crise.

Ces diverses crises ont été mises à profit pour renforcer la concentration de la terre et des moyens de production au bénéfice non seulement de fermiers moyens, mais aussi de commerçants créanciers, voire usuriers, de grandes firmes agro-industrielles ou de distribution, ou encore, surtout après 2008, de spéculateurs pariant sur un redressement à long terme des prix agricoles.

Il faut souligner le rôle particulier des Etats dans cette évolution. Il est vrai qu'ils n'ont guère manifesté de soutien à un mode d'agriculture basé sur la petite paysannerie. Cela ne veut cependant pas dire que la crise de la fin des années 1990 a signifié un retrait définitif des interventions étatiques dans la gestion de l'agriculture. A court terme le choc de la crise, et surtout les mesures d'ajustement imposées comme conditionnalité à l'aide financière, ont entraîné une suspension de ces interventions sous leurs formes les plus massives.

Le cas de l'Indonésie a été le plus manifeste et le plus dénoncé comme exemple d'« échec du modèle interventionniste ». Cependant au cours des années 2000, l'Etat indonésien a repris un rôle actif dans le soutien à l'agriculture, malgré des moyens plus limités qu'antérieurement. Le BULOG, dont les bailleurs de fond avaient quasiment exigé le démantèlement au moment de la crise, a repris un rôle actif, et en a reçu les moyens de l'Etat. Son budget de fonctionnement est estimé à US\$500 millions. Ses interventions ont permis que au cours des années 2000-2007, le prix du riz

sur le marché indonésien a été en moyenne 50% supérieur à celui du marché mondial, grâce à la protection tarifaire¹⁰¹.

Cette politique a été menée en synergie avec les associations représentant surtout les paysans moyens et riches, et les propriétaires fonciers, anciens et nouveaux, et en réponse à leurs exigences. Ces mesures concrètes ont manifesté clairement le soutien de l'Etat à la consolidation d'un modèle fermier de modernisation (MFM), pour revenir à un niveau plus élevé d'auto-suffisance alimentaire, et ce malgré les pressions internationales pour exiger le démantèlement des mesures de protection et de soutien. En 2004, c'est sous la pression des puissants lobbys agricoles, très actifs et bien organisés, qu'une interdiction totale des importations de riz a été décidée. La hausse des prix qu'elle a suscité sur le marché intérieur a suscité un vif débat, avec l'intervention de groupes de la « société civile » invoquant la dégradation du niveau de vie de larges masses de la population. Mais bien que cette politique soit en contradiction avec les objectifs officiels de réduction de la pauvreté, puisque le riz demeure la nourriture de base pour les pauvres urbains et ruraux, elle recueille un large soutien autour de l'objectif de protéger la production nationale rizicole. Les effets des hausses ont été partiellement compensés par les subsides du BULOG au prix à la consommation (environ 20 millions de ménages étaient concernés en 2008).

Bien que ces mesures de soutien des prix du riz soient prises sous la pression des moyens et gros exploitants, il est certain que des prix au producteur relativement favorables bénéficient également aux petits paysans, à condition que ces derniers soient à la fois auto-suffisants et producteurs d'un surplus commercialisable, ce qui n'est pas le cas de plusieurs millions de très petites exploitations. Outre le soutien aux prix du riz, dans les années 2000, des mesures ont été prises pour étendre les taxes à l'exportation sur les produits bruts à une vaste gamme de produits agricoles (huile de palme, bois, cacao, café), afin de favoriser la hausse de la valeur ajoutée nationale. Cette politique bénéficie au secteur agro-industriel, reposant pour son approvisionnement soit sur des plantations avec travailleurs salariés, soit sur des contrats avec des exploitations agricoles moyennes ou grandes. Le plan d'expansion de la production d'agro-carburants à partir de 6 millions d'hectares de palmiers à huile, participe à la même logique.

101 BARICHELLO R. and PATUNRU A., Agriculture in Indonesia: Lagging Performance and Difficult Choices, CHOICES, The magazine of food, farm, and resource issues, 24, 2, 2009.

III. LES RAPPORTS PROBLEMATIQUES ENTRE « LE TOUT A LA CROISSANCE » ET LE DEVELOPPEMENT RURAL EN ASIE DU SUD-EST

1 Les limites d'une approche du monde rural en terme de réduction de la pauvreté par la croissance

Depuis la fin des années 1990 le discours sur la pauvreté a envahi une grande partie de la littérature sur le développement rural en Asie du Sud-Est. Après la crise de la fin des années 1990, tous les pays de la région se sont engagés à prendre de nouvelles mesures pour réduire la pauvreté. La crise a été l'occasion du retour du discours sur la pauvreté, estompé dans les deux décennies précédentes par celui sur les succès de la croissance, précisément dans la réduction de la pauvreté.

On ne peut oublier que dans les années 1960-1970, l'Asie du Sud-Est avait occupé une place prépondérante dans la littérature sur la pauvreté. Elle s'inscrivait tout à fait dans le sillage de la théorie de la modernisation établissant un lien étroit entre sous-développement, arriération des régions rurales et pauvreté. Une partie continuait à attribuer le retard à l'archaïsme des structures foncières, et proposait encore la réforme agraire comme élément de stratégie de réduction de la pauvreté pour inclure la petite paysannerie dans la modernisation agricole.

Mais la plus grande partie des analyses de cette époque mettait l'accent sur le lien entre extrême pauvreté dans les régions reculées, notamment les régions de montagnes peuplées de minorités ethniques, manque d'infrastructures et d'accès aux ressources pouvant couvrir les besoins fondamentaux (basic needs). En outre l'accent était mis sur l'urgence de la situation, vu les dangers d'instabilité sociale et politique, autrement dit la menace de mouvements radicaux basés sur la mobilisation de la paysannerie pauvre. La plupart du temps les recommandations allaient dans le sens de favoriser des stratégies dites intégrées permettant à la fois l'accroissement de la production vivrière, la diversification vers les cultures de rente, et l'accès à divers services de base. Ces idées ont accompagné la mise en pratique de la « révolution verte » et la diversification de la production agricole, à grande échelle, d'abord pour l'exportation, ensuite pour le marché intérieur urbain.

Dans le climat très optimiste des années 1980-1990, lié à des taux de croissance spectaculaires, le discours sur la pauvreté a fait place à une approche liant révolution technique agricole, hauts taux de croissance tirée par l'exportation et succès dans la réduction de la pauvreté. Le problème de la réduction de la pauvreté se limitait désormais aux efforts particuliers à réaliser pour mieux faire participer certains groupes cibles supposés victimes de discrimination, notamment les femmes rurales et les minorités ethniques. Le revenu inférieur au seuil de 1 dollar par jour était censé représenter le mieux leur situation d'extrême pauvreté. Mais l'attitude générale était résolument optimiste : des programmes bien adaptés visant l'incorporation de ces groupes au marché, notamment en matière de micro-crédit, devaient leur permettre de sortir de l'état de « pauvreté naturelle » dans lequel ils restaient encore confinés.

La crise de la fin des années 1990 en Asie orientale, a ramené le discours sur la pauvreté à l'avant scène. Dans la littérature conventionnelle sur le développement, cela a été symétrique à la fin du discours sur le « miracle asiatique », et à la mise en cause du rôle de l'Etat dans la crise. L'irresponsabilité et la corruption des Etats du Sud –Est asiatique ont été dénoncées, pratiquement dans les mêmes termes que ceux employés dans les années 1980, à l'égard des pays africains. La recrudescence de la pauvreté a été attribuée non seulement à la baisse de la croissance, mais surtout aux distorsions de marché dont était responsable la mauvaise gouvernance, notamment à travers de multiples formes de protectionnisme et de mauvaises allocations des ressources.

Dans ce cadre les pays du Sud-est asiatiques se sont vus incorporés dans les priorités du MDG (Millenium Development Goals) au même titre que ceux d'Afrique et d'Amérique latine, comme si « l'âge d'or de la croissance » n'y avait pas eu d'effets durables. L'accent a été mis comme ailleurs sur l'importance de la bonne gouvernance, la participation et la décentralisation, le tout aligné sur les exigences d'un marché ouvert et transparent. Les bailleurs de fond ont espéré à ce moment pouvoir faire passer les nouvelles conditionnalités de l'aide et l'ajustement imposé aux Etats, comme une composante de la réduction de la pauvreté, sur laquelle il y avait consensus.

Les réalités des années 2000 ont fortement atténué les possibilités de pression extérieure que les pays donateurs pensaient pouvoir mettre en œuvre au moment du désarroi provoqué par la crise de 1997-1999. Dans la plupart des pays la croissance a repris à un rythme vigoureux et les

prévisions les plus pessimistes ne se sont pas réalisées. Autrement dit le « retour de la pauvreté » annoncé fin des années 1990 ne s'est pas matérialisé. Cependant la décennie 2000-2010 a permis de cerner mieux la complexité des phénomènes socio-économiques dont l'approche est démesurément simplifiée par les approches dominantes sur la pauvreté. Cela concerne à la fois la réalité des rapports entre pauvreté, paupérisation et inégalités, et le regard nouveau qui est porté sur ces réalités. Les problèmes structurels n'ont pas disparu, ou se sont même aggravés.

En Indonésie, si le taux de pauvreté officiel s'est maintenu à 15 % entre 1990 et 2008, vu la croissance démographique, le nombre officiel de pauvres est passé de 27 à 35 millions.

Le cas de la Thaïlande montre lui les contradictions entre une approche en termes de réduction de la pauvreté et une approche en termes de croissance. Selon les statistiques officielles, nationales et internationales, la Thaïlande a été un cas spectaculaire de réduction de la pauvreté grâce à la croissance tirée par le commerce international. Le PNB par tête en termes réels a été multiplié par 5,5 entre 1970 et 2007, passant d'environ 20.000 bahts à 120.000 bahts (prix de 2003).

Cependant une approche plus fine montre que le salaire réel des travailleurs non qualifiés s'est maintenu à un niveau quasi-constant en termes réels entre 1980 et 2005, tandis que dans la même période le produit brut par travailleur augmentait de près de trois fois. Autrement dit, la part des salaires dans le produit par travailleur est passé de la moitié à moins d'un cinquième¹⁰².

Entre 1975-76 et 2005-2006, la part des 20 % les plus pauvres de la population dans le revenu global est passée de 8 à 5%, mais la part des 20% les plus riches est passée de 50 à 58 %, et les 60 % intermédiaires ont connu un léger déclin. Cette évolution semble bien une caractéristique structurelle de la « croissance à la thaïlandaise » : entre 1962 et 2006, le coefficient de Gini est passé de 0,42 à 0,53. Derrière les performances de la croissance se profile en fait un processus brutal d'accumulation du capital basé sur une concentration du revenu qui a bénéficié à la minorité privilégiée de 20%¹⁰³.

L'autre face de ce phénomène est celle de la paupérisation relative de la population dont l'offre de travail a soutenu les performances de la

102 WARR P., Poverty Reduction through Long Term Growth: the Thai Experience, Working Papers in Trade and Development, 2008/19, The Australian National University, 2008.

103 WARR P., op.cit., 2008, p.45-55.

croissance. Elle est sortie de la pauvreté absolue. C'est du moins ce qu'affirment les chiffres officiels : l'incidence de la pauvreté rurale est passée de 96% à 11 % entre 1962 et 2006. En fait les paysans qui alimentent le marché du travail depuis un demi-siècle sont passés de la pauvreté à moins de 1 dollar par jour en région rurale, à la pauvreté à 2,5-3 dollars par jour en région urbaine en prestant désormais soixante heures de travail par semaine. La croissance thaïlandaise est représentative d'un processus que l'on peut qualifier de « modernisation de la pauvreté ». Elle traduit le passage de la « pauvreté naturelle », c.à.d. un mode de vie simple peu intégré à l'économie monétaire, à la « paupérisation relative », c.à.d. une dégradation de la part du revenu monétarisé perçu, dans le cadre du secteur capitaliste de l'économie dont ce revenu est désormais dépendant. Il faut bien rappeler ici ce truisme plus que bi-centenaire : la pauvreté, dans un système capitaliste, n'est pas une condition naturelle statique définie par le manque de ressources, c'est une condition sociale continuellement reproduite par la logique du système lui-même¹⁰⁴.

Le chiffre ahurissant de 96% au point de départ montre bien la confusion qui est entretenue autour de la notion de pauvreté. On ne peut pas mettre dans la même catégorie sociale des collectivités ayant accès à des ressources naturelles abondantes, permettant d'assurer une gamme diversifiée de besoins humains, mais faiblement intégrée à l'économie monétarisée, avec des collectivités dépossédées de cet accès et obligées de s'intégrer à l'économie monétarisée à travers la salarisation pour couvrir leurs besoins élémentaires. Le chiffre de 96% se réfère à une population qui peut vivre de manière décente, mais est considérée comme sous-développée et pauvre par ce que son mode de vie ne peut se mesurer dans les termes de la production et de la consommation du secteur moderne. On considérera qu'elle est sortie de la pauvreté parce que son revenu monétaire s'est élevé, et lui permet de participer à la consommation de biens du secteur monétarisé, valorisables selon les normes de ce dernier. Mais en fait cette participation ne peut se faire qu'à travers une offre d'un nombre d'heures de travail très supérieure à ce qui était nécessaire pour assurer le mode de vie décent antérieur. Ce travail faiblement rémunéré ne permet d'accéder qu'à une faible partie des biens de consommation qui détermine le statut plus ou moins privilégié dans le secteur moderne. La dynamique de

104 GREEN M. and HULME D. From correlates and characteristics to causes: thinking about poverty from a chronic poverty perspective. *World Development*, 2005, 33(6), 867-79.

croissance de ce dernier est indissociable de la dynamique d'inégalités toujours plus fortes entre nouveaux riches et nouveaux pauvres¹⁰⁵.

La sortie de la « pauvreté » est donc bien associée à l'entrée dans la « paupérisation », dupliquant le passage du « traditionnel » au « moderne ». Evidemment, le problème est souvent occulté, par le fait que lorsque l'économie capitaliste envahit une part toujours plus large de l'espace socio-économique, ce sont les biens qu'il produit qui définissent de plus en plus les critères du statut social, par l'accès à leur consommation. Ils deviennent même une sorte de nouvel horizon de la liberté individuelle, particulièrement pour les jeunes générations. L'accès relativement facile à certains biens de consommation de masse à bas prix, entretient lui même la dynamique de la néo-paupérisation-prolétarisation.

Cet examen sommaire de l'évolution des interactions entre sortie de la « pauvreté naturelle » et entrée dans la « paupérisation modernisée » permet d'avancer quelques remarques générales concernant les différents pays. Initialement, la mise en œuvre des politiques de « Révolution verte » a contribué à accélérer un processus de différenciation sociale qui était déjà en cours, selon des intensités et des modalités variables selon les pays. L'impact a d'ailleurs été différent selon les modalités de mises en œuvre. Cette différenciation sociale s'est accélérée rapidement à partir des années 1990 et continue à se produire à un rythme élevé dans les années 2000.

Dans certaines régions de Thaïlande, d'Indonésie, et des Philippines, certaines catégories de petits paysans qui ont pu bénéficier à la fois de programmes de redistribution foncière, d'encadrement technique et de subsidiation des intrants (surtout dans les deux derniers pays), ont pu augmenter considérablement les rendements sur de très petites surfaces, et connaître ainsi une hausse sensible de leurs revenus. Le même phénomène est apparu au Vietnam, après la mise en place de la politique du Doi Moi à la fin des années 1980.

C'est un élément important à souligner puisqu'il témoigne de la grande capacité de la petite paysannerie de s'adapter au changement en adoptant des innovations techniques très diverses (semences améliorées, intrants chimiques, petite mécanisation permettant d'accélérer et faciliter les travaux de préparation du sol, et toutes les opérations du cycle cultural). Mais ces insertions bénéfiques sont restées partout fragiles, à la merci d'un changement dans les politiques étatiques ou des conditions du marché,

105 Cfr BELLO W. et al., *A Siamese Tragedy*, Zed Books, London, 1998.

voire des deux comme ce fut le cas lors de la crise de la fin des années 1990. Les aléas climatiques et épidémiques ont pu ruiner rapidement les efforts de plusieurs années. Les petits paysans endettés se sont vus dans beaucoup de cas contraints d'abandonner tout ou partie de leurs terres. Ils se sont transformés alors en locataires ou en travailleurs agricoles saisonniers.

Dans tous les cas, l'impact combiné des politiques d'Etat et d'ouverture massive au marché, ont abouti à une mise en dépendance de la majorité des populations à l'égard des aléas du marché. La sortie de la « pauvreté naturelle » non monétarisée, s'est accompagnée de nouvelles formes de paupérisation totalement monétarisées, et d'une différenciation sociale accélérée. Les effets bénéfiques du marché ont accru de manière spectaculaire les revenus d'une minorité et établi ou consolidé son statut dominant dans les rapports sociaux, en liaison étroite avec les projets et les intérêts des intervenants extérieurs. De toute manière, la tendance fondamentale a été et demeure celle d'une consolidation de la moyenne exploitation fermière (MFM), dans certains cas à partir d'un parcours réussi de petites exploitations initiales.

Diverses études ont insisté sur le fait que l'intensification réalisée avec succès par ces moyennes exploitations fermières a demandé plus de travail, vu l'intensité plus grande des cycles agricoles annuels. Le passage à la « révolution verte » ne se serait donc pas traduit nécessairement en une augmentation du chômage déguisé dans les régions concernées. Dans les cas où cette approche micro-économique et individuelle s'est vérifiée, il n'en est pas moins certain que c'est une vision très partielle de l'évolution des réalités rurales. Le passage au salariat, surtout s'il affecte une grande partie des paysans d'un village y transforme complètement la nature des rapports sociaux. On passe d'une communauté où les statuts présentent peu de différence, à une structure polarisée entre propriétaires des ressources productives, anciennes et nouvelles, et travailleurs dépossédés de l'accès aux ressources. Les nouvelles relations de pouvoir qui apparaissent, y changent profondément les conditions de reproduction de la vie sociale, la culture locale, et les modes de gestion de la vie collective.

Depuis les années 1990, la petite paysannerie a souvent été la victime d'expropriations massives pour étendre les zonings industriels en zone péri-urbaine, ou les grands projets immobiliers destinés aux classes moyennes urbaines, voire encore les projets des complexes touristiques ou de divertissement. Les petits producteurs des régions de montagnes ont vu eux leurs terroirs traditionnels de plus en plus érodés et démembrés par

l'extension des projets de colonisation basés sur des cultures d'exportation, les concessions démesurées accordées aux compagnies d'abattage, ou les projets de barrage bouleversant totalement la géographie régionale.

Cependant de multiples éléments ont contribué à freiner le déploiement de ces phénomènes dans la plupart des pays, notamment les stratégies de pluriactivité des petits paysans, ainsi que les migrations vers des terres nouvelles permettant (au moins temporairement) la reconstitution de collectivités paysannes d'un type nouveau. Dans des contextes différents, on a pu observer une évolution vers l'importance décisive du travail salarié hors ferme, chez les petits paysans, pour maintenir un niveau de subsistance décente, à travers les changements imposés de l'extérieur. Dans tous les cas, les petits paysans cherchent cependant à maintenir de toutes les manières possibles leur attachement à la terre, même si leur accès à cette dernière s'est considérablement amenuisé. En outre ce sont des innovations paysannes qui mettent en œuvre de nouvelles pratiques tentant de combiner intensification de la production sur des min-parcelles et gestion durable des ressources naturelles (fr.infra).

2 La différenciation sociale croissante et les tensions ethniques

On a vu ci-dessus que la complexité des changements socio-économiques récents en Asie du Sud-Est incitent à nuancer fortement le simplisme des approches conventionnelles des rapports entre performances de la croissance économique et sortie de la pauvreté. Derrière la « sortie de la pauvreté » se profilent en réalité des transformations sociétales qui affectent profondément les rapports entre les différentes catégories de population, et créent de nouvelles tensions et contradictions qui sont, à terme, tout aussi problématiques à subir par les populations concernées et à gérer par les Etats impliqués.

Le cas du Vietnam est particulièrement exemplatif de cette complexité des transformations sociétales induites par les interactions entre « politiques de croissance » et « politiques de sortie de la pauvreté ». En fait des tendances contradictoires semblent marquer le processus de différenciation sociale au Vietnam depuis une vingtaine d'années. C'est un processus singulier dû à l'héritage historique et à un contexte particulier.

Pour comprendre la complexité du processus en cours, il est nécessaire de recourir à une certaine périodisation Ce processus prend sa source dans le contexte spécifique de la politique de Doi Moi mise en place à la fin des

années 1980. La base de cette politique a été la redistribution des terres des coopératives mises en place au Nord dès la fin des années 1950, et au Sud après l'unification en 1975. Théoriquement la redistribution des terres des coopératives, s'est faite sur une base très égalitaire, en attribuant les superficies en fonction de la taille des familles¹⁰⁶.

Tout d'abord, au contraire de ce qui pourrait être pensé, la décollectivisation ne s'est pas faite à partir d'une situation où toute la paysannerie se trouvait dans les coopératives. L'appartenance générale aux coopératives était sans doute le cas au Nord, mais certainement pas au Sud où, après l'unification, la mise en place de la réforme agraire s'est faite très lentement et difficilement. Au début des années 1980 une minorité des fermes y étaient regroupées en coopératives. En 1980, on n'y comptait que environ 250 coopératives (contre plus de 4000 au Nord) avec environ 25 % des ménages paysans. En outre beaucoup de coopératives n'avaient pas d'existence réelle, tandis que les exploitants privés, découragés par le bas niveau de prix, laissaient en friche la partie des terres non consacrées à la subsistance familiale. Dans le delta du Mekong moins de 2% des ménages faisaient partie d'une coopérative¹⁰⁷.

Il n'est donc pas étonnant que lors de la mise en œuvre du Doi Moi quelques années plus tard, les terres y étaient encore très inégalement réparties entre les différentes catégories de revenus. C'était particulièrement visible dans le Delta du Mékong et la région des Hauts Plateaux. Dans le Delta, en 1993, les quintiles les plus riches détenaient en moyenne 1,1 ha de cultures, contre 0,5 ha, pour les catégories les plus pauvres. Dans une première phase de l'après réforme, cette situation a sans doute joué un rôle dans la mise sur le marché d'une partie importante des terres de ce qui restait des grands et moyens propriétaires fonciers au Sud. En 1998, les superficies détenues par les quintiles les plus riches étaient tombées à 0.9 ha, en moyenne, tandis qu'elles s'élevaient à 0.7 ha. pour les plus pauvres¹⁰⁸.

La force de ce phénomène propre aux conditions particulières du Sud, a été vécu également dans l'ensemble du Vietnam, même si les disparités initiales étaient moins grandes. La redistribution des terres a été accompagnée par

106 FFORDE, A. and S. de VYLDER, *From Plan to Market: Economic Transition in Vietnam 1979–1994.*, Westview Press, Boulder, 1996.

107 KERKVLIEET B.J.T., 'Rural Society and State Relations', in B.J.T. Kerkvliet and D.J. Porter , eds., *Vietnam's Rural Transformation*, Westview Press, Boulder, 1995, p. 65-96.

108 GENERAL STATISTICAL OFFICE (GSO), *Vietnam Living Standards Survey 1997-98*, General Statistical Office, Hanoi, 1999.

une libéralisation progressive des conditions d'accès au foncier et aux intrants et moyens de production. Un marché de la terre s'est donc mis en place, avec la possibilité de vendre, acheter, ou louer les droits d'usage des terres désormais concédés pour des périodes assez longues aux familles paysannes. Dans la première dizaine d'années qui a suivi la réforme un ensemble de phénomènes concomitants ont alimenté le marché foncier et la redistribution des actifs fonciers. D'une part les terres distribuables étaient limitées, et de nombreuses familles paysannes ont cherché à acquérir des lopins supplémentaires, par la location ou l'achat, ce qui était possible via la libéralisation du marché foncier. Dans les régions rizicoles, cela devait permettre à la fois d'acquérir assez de terres pour assurer la subsistance familiale et développer un surplus variable pour la commercialisation¹⁰⁹.

D'autre part les propriétaires fonciers restant avaient intérêt à vendre une partie de leurs terres dans un contexte de hausse rapide des prix de la terre, stimulée par la demande. Les recettes de ces ventes leur permettaient de développer la transformation technique de la production sur les terres restantes, en investissant fortement en intrants divers, systèmes d'irrigation et mécanisation. Il a été estimé que la superficie irriguée contrôlée par les quintiles les plus riches a doublé dans les années 1990¹¹⁰.

Ils ont réussi ainsi à hausser rapidement la productivité à l'hectare. Dans de nombreux cas ces revenus croissants ont été investis dans la diversification agricole (cultures pérennes, aquacultures), et puis progressivement dans des activités non agricoles (transport, commerce, services divers) en régions rurales. Cette réorientation des activités leur a permis de mettre sur le marché de nouvelles quantités de terres, sans pour cela abandonner l'activité agricole à hauts rendements, désormais simple composante d'un portefeuille d'actifs diversifiés. Il n'est donc pas étonnant que cette période ait été marquée à la fois par une activité intense sur le marché foncier, et par une redistribution de la terre en faveur des petites exploitations¹¹¹.

109 RAVAILLON M. and van de WALLE D., 'Land Allocation in Vietnam's Agrarian Transition'. World Bank Policy Research Working Paper no. 2951, 2003.

110 HAROON AKRAM-LODHI A., Vietnam's Agriculture: Processes of Rich Peasant Accumulation and Mechanisms of Social Differentiation, Journal of Agrarian Change, Vol 1, January 2005 op.cit., p.89-96.

111 Joint Donor Report to the Vietnam Consultative Group Meeting, 2003. Vietnam Development Report 2003, Vietnam Development Information Center, Hanoi, 2003.

Dans cette première phase de nombreux petits paysans ont donc acheté ou loué de la terre. Ce phénomène n'était pas limité seulement au Sud. Ailleurs les ventes et achats permettaient de réaliser des remembrements partiels de petites exploitations fragmentées souvent en lopins minuscules. Ou bien encore à entreprendre une diversification vers les cultures pérennes, qui a été importante également pour les petites exploitations. Un élément important de toute cette dynamique a été l'endettement. Des millions de petits paysans ont cherché à obtenir des crédits du système bancaire pour acheter de la terre. Cela a contribué à la montée rapide des prix du foncier. L'impact de cette hausse a été double : freinage progressif de l'accès à la terre pour les petits paysans et faiblesse des ressources à consacrer à l'équipement. Un élément nouveau de différenciation est apparu entre les catégories capables de transformer les conditions de production, et celles incapables de le faire.

Un phénomène similaire a marqué l'accès à d'autres ressources naturelles, comme les mangroves. La privatisation par étapes de ces dernières, a été la base, dans de nombreuses régions d'une expansion extraordinaire de l'aquaculture semi intensive et puis intensive, à l'initiative d'une minorité de familles, encouragée et soutenue par les autorités locales auxquelles elles étaient souvent liées. Cette minorité a eu ainsi les moyens d'accéder aux ressources techniques et financières permettant la mise en œuvre de ce nouveau système d'exploitation de ressources qui antérieurement étaient considérées comme des « biens communs » des collectivités villageoises. Cela a provoqué en quelques années une très forte différenciation sociale dans les villages concernés, avec une augmentation spectaculaire des écarts de revenus entre une petite minorité de paysans enrichis et une grande majorité pratiquement exclue de l'accès aux ressources qui avant garantissaient une subsistance décente à tous¹¹².

De manière générale, il semble que l'accès au foncier, initialement stimulé dans de nombreuses régions par un accès facile au crédit, s'est fortement ralenti dès la fin des années 1990. De nombreuses familles endettées ne pouvaient pas rembourser leurs dettes. Beaucoup ont du vendre tout ou partie de leurs terres, et cela a en fait été une nouvelle source alimentant le marché foncier toujours vigoureux. Mais en même temps on a eu la formation d'une paysannerie sans terre. Les conditions ont donc été réunies

112 LE THI VAN HUE and SCOTT S , Coastal Livelihood Transitions: Socio-Economic Consequences of Changing Mangrove Forest Management and Land Allocation in a Commune of Central Vietnam, *Geographical Research* March 2008, 46(1): p.62–73.

pour la formation d'une force de travail prolétarisée, alimentant désormais le marché du travail salarié, et ce à un rythme accéléré par des interventions diverses. En effet ce phénomène s'est accéléré à partir des années 2000, avec la multiplication des expropriations, plus ou moins forcées, selon les régions, des terres paysannes, pour favoriser la mise en place de zones industrielles, de projets immobiliers ou d'extension urbaine, voire dans les années récentes de complexes touristiques et de terrains de golf. Dans de nombreux cas, ces expropriations ont été déguisées en ventes, sous la pression des autorités locales liées aux nouveaux entrepreneurs, et elles se sont faites à des conditions très défavorables pour les paysans. Il est donc manifeste qu'il y a un processus de dépossession de la terre qui frappe la petite paysannerie et qui crée les conditions objectives de sa prolétarianisation. Cela accélère la différenciation sociale dans les campagnes et l'émergence d'une paysannerie riche concentrant de plus en plus la terre. La concentration de la terre est un fait reconnu. Les exploitations fermières (MFM) ont en besoin d'agrandir leur taille, pour bénéficier pleinement des économies d'échelle liées à une capitalisation plus intensive des opérations. Elles conduisent ainsi une transformation structurelle vers une agriculture qui repose sur l'agrandissement¹¹³.

En outre les paysans riches augmentent la distance avec les petits paysans, et surtout les strates les plus pauvres, parce qu'ils ont les moyens de mettre en œuvre les techniques qui permettent d'augmenter fortement les revenus de l'exploitant. Dans certaines régions, on peut dire que l'on voit l'apparition d'une vraie agriculture de type capitaliste, avec des exploitations de plusieurs centaines d'hectares, et qui entrent, à travers la contractualisation, en partenariat avec les grandes firmes agro-alimentaires et les grandes chaînes de distribution. Loin d'être considérée comme un phénomène socialement négatif, cette tendance est au contraire encouragée par les autorités politiques. A travers un vocabulaire spécifique concernant la construction d'une économie prospère basée sur le socialisme de marché, elles rejoignent pratiquement l'idéologie néo-libérale et son appui à un « modèle fermier de modernisation » (MFM), moteur d'une agriculture productiviste avec des exploitations de grande taille.

Dans le cas du Vietnam, on peut voir clairement toute l'ambiguïté du rapport entre pauvreté et paupérisation. Au moment du Doi Moi, la réforme

113 HAROON AKRAM-LODHI A., Vietnam's Agriculture: Processes of Rich Peasant Accumulation and Mechanisms of Social Differentiation, *Journal of Agrarian Change*, Vol 1, January 2005, p.73-116.

a largement redistribué les terres collectives selon des critères d'équité assez évidents (taille du ménage). Il n'y avait donc théoriquement pas de pauvreté initiale, sauf à dire que tout le monde était « pauvre », ce qui rejoint la rhétorique officielle et celle des bailleurs de fond. Mais en fait ce discours réduit à sa seule dimension de « pauvreté » monétaire tout un mode de vie, certes assez frugal et simple, partagé par tous, largement amélioré par rapport à l'époque coloniale, et qui n'empêchait pas la satisfaction des besoins fondamentaux, incluant l'accès à la santé et à l'éducation de base, et surtout un sentiment d'identité culturelle et de sécurité collective très fort. Le Doi Moi est présenté la plupart du temps en termes exclusivement économiques, centré sur le rôle du marché dans la croissance des revenus monétaires et donc la réduction de la pauvreté de masse. En fait cela a été aussi et même surtout une déconstruction rapide de tous les cadres de la vie sociale, avec la dévalorisation simultanée de tous les comportements collectifs qui avant étaient censés assurer la reproduction d'une collectivité locale dans le cadre de la « construction du socialisme », ce qui supposait que beaucoup d'individus assuraient des tâches importantes pour la vie collective, mais sans intérêt pour le marché¹¹⁴.

La libéralisation du marché, a déplacé l'axe des capacités valorisables vers celles centrées sur la capacité de « faire de l'argent ». Une partie importante des personnes actives auparavant dans des tâches importantes pour la vie collective ont subi l'impact négatif de ce déplacement. On ne peut négliger notamment l'importance pour elles de l'attachement aux valeurs sociales et culturelles désormais oblitérées par l'évolution. Peu mobilisées par les nouvelles valeurs du marché, elles ont été rapidement marginalisées dans le processus de différenciation des revenus lié à l'extension des activités validées par le marché. Progressivement cette fraction de la population a perdu son statut antérieur, et s'est retrouvée dans la catégorie des « nouveaux pauvres »¹¹⁵.

114 HOUTART F., Hai Van, Socialisme et Marché, La double transition d'une commune vietnamienne, Les Indes savantes, Paris, 2004.

115 Il ya quelque chose de particulièrement paradoxal dans la situation vietnamienne post-doï moi, puisque en une dizaine d'années, des personnes qui avaient joué un rôle décisif dans la lutte contre l'agression U.S, et étaient considérées comme des héros. (par exemple ces paysannes –combattantes qui abattaient les avions américains à la kalachnikov), peu motivées par l'insertion performante dans le marché, ont pu voir leurs revenus monétaires décrocher par rapport à la moyenne et se retrouver dans la catégories des “pauvres” à assister. Cette transformation d'un “paysan combattant pour l'indépendance “ en un “ pauvre à assister “est un coup de force idéologique majeur, qui

Les forces du marché, qui en fait sont celles de l'accumulation, créent les conditions de la paupérisation et de la marginalisation, définies par la volonté et la capacité ou non de s'insérer dans la croissance des activités monétarisées, qui en fait redéfinissent aussi les conditions d'accès aux ressources et les paramètres des besoins et de la subsistance.

Au Vietnam, les effets négatifs de cette tendance ont été partiellement masqués par une politique de soutien aux familles pauvres. Cette politique volontariste reposant sur des critères multiples d'intervention, a connu des succès réels, vu la capacité de la hiérarchie bureaucratique à la mettre en œuvre. Cependant elle ne touche en rien aux mécanismes fondamentaux qui provoquent la paupérisation, notamment la perte d'accès à la terre et aux ressources naturelles. De même les institutions héritées de la politique socialiste orthodoxe, comme les associations de femmes et les associations paysannes, continuent à jouer un rôle essentiel pour alléger les effets de la paupérisation. Mais elles n'ont pas les moyens de gérer ses causes profondes¹¹⁶.

Si l'on s'est attardé sur le cas du Vietnam, c'est parce que au delà de sa spécificité, il révèle de manière évidente toute la complexité des processus de différenciation sociale derrière la rhétorique des discours sur la « réduction de la pauvreté » en Asie du Sud Est. Et derrière la différenciation sociale y apparaissent non seulement les bouleversements de modes de vie collectifs construits à travers les générations, mais surtout la question du maintien de la cohésion sociale à travers des tensions de plus en plus visibles entre divers groupes d'acteurs du développement rural. Le cas vietnamien montre qu'une approche historique et contextualisée est nécessaire pour rendre compte des multiples dimensions de ces problèmes qui concernent tous les pays du Sud Est asiatique.

Parmi ces dimensions on ne peut négliger la question des tensions ethniques. Dans de nombreuses régions, la différenciation sociale s'est inscrite dans un contexte de différenciation interethnique croissante.

montre comment le passage au marché implique en fait une transformation régressive des rapports sociaux, légitimant le passage d'une société fondée sur l'égalité à un monde porté par la dynamique de l'inégalité. Cela oblige aussi à réévaluer tous les discours sur les "capabilities" et l'"entitlement" inspirés des idées de A.Sen, puisque ces concepts sont définis par rapport à la capacité de s'intégrer individuellement au marché, et non pas de participer activement à l'élaboration collective d'un milieu de vie mu par la recherche de la justice et de l'équité.

116 Cfr HOUTART F., *ibidem*.

La question ethnique occupe une place centrale dans les tentatives de construire des Etats centralisés en Asie du Sud-Est. Bien antérieure à la période coloniale elle a été ravivée sous des formes nouvelles après celle-ci. Dans de nombreux cas elle recouvre une dichotomie ancienne entre populations vivant dans des contextes géo-écologiques très différenciés, et les « minorités « ethniques » des régions montagneuses ont souvent été souvent discriminées par rapport aux populations des plaines. Un des arguments invoqués, en Asie du Sud-Est comme ailleurs, a été le caractère arriéré, voir destructeur, des pratiques d'agriculture itinérante des montagnards¹¹⁷.

Dans une étude menée sur la période 1995-2005 dans les régions montagneuses du Nord Laos, O.Decourtieux a montré que les pratiques d'abattis-brûlis des populations locales ont construit à travers le temps des systèmes de gestion de l'environnement très complexes, parvenant à assurer à la fois une base de subsistance très diversifiée et une reproduction durable de l'éco-système forestier. Et ce malgré les pressions multiples qui s'exercent sur elles à cause du mépris témoigné, à l'égard de ce mode de vie, par tous les acteurs économiques et politiques issus des ethnies dominantes des plaines, confortés par les intervenants extérieurs¹¹⁸.

C'est aussi le cas des minorités ethniques, du Nord de la Thaïlande, qui ont subi depuis des dizaines d'années les assauts successifs d'intervenants extérieurs pour redéfinir leur environnement naturel et leurs conditions d'existence. Ces populations vivaient, depuis des siècles, dans un système d'agriculture itinérante extensive, qui leur assurait tant bien que mal une subsistance basée à la fois sur le riz pluvial, le maïs et les produits de la forêt. La commercialisation du pavot à travers des réseaux transfrontaliers leur procurait un revenu monétaire souvent non négligeable. A partir des années 1950-1960, elles ont du faire face à l'impact successif des politiques de sécurisation accrue des régions frontalières, de la lutte contre les cultures à la base de l'opium, puis des politiques privilégiant la conservation forestière. Cela a produit une modification très importante de leur contexte de vie, notamment à travers l'ouverture de la région par le développement du réseau routier, puis la mise en œuvre active de politiques de reforestation. Une autre dimension de ces politiques de l'Etat a été la

117 THRUPP L., et al., The diversity and dynamics of shifting cultivation: myths, realities, and policy implications, World resources Institute, Washington, 1997.

118 DECOURTIEUX O., Du riz et des arbres, L'interdiction de l'agriculture d'abattis-brûlis, une constante politique au Laos, IRD- Karthala, Paris, 2009.

volonté de réduire, voire supprimer, les systèmes d'agriculture itinérante, d'abord au nom de la modernisation agricole, puis de la conservation de la forêt¹¹⁹.

Dans tous les cas cela s'est traduit par une diminution drastique des superficies pouvant faire l'objet de jachères plus ou moins longues. La sédentarisation plus ou moins forcée, s'est faite à travers la mise en œuvre d'une agriculture de petites parcelles, cultivées assez intensivement, et combinant le riz et le maïs avec différentes cultures de rapport. Parmi celles-ci le thé a pris d'abord une certaine importance, puis à partir des années 1990 les fruits, légumes et fleurs, avec la présence toujours plus forte des grandes firmes commerciales et du tourisme dans la région. Depuis l'an 2000, ces produits jouent un rôle toujours plus grand dans les exportations du pays.

Cette évolution a provoqué une différenciation sociale accélérée à l'intérieur des communautés. Une minorité qui antérieurement avait pris une place active dans la commercialisation du pavot s'est reconvertie avec succès vers les nouvelles cultures, grâce à la prise de contrôle des meilleures terres et des ressources en eau. Elle a reçu l'appui technique des services de l'Etat et de diverses ONG, dans des projets menés souvent au nom de la réduction de la pauvreté, de la protection des minorités ethniques et de la conservation de la nature et de la biodiversité. Les revenus de cette minorité sociale privilégiée au sein des minorités ethniques, peuvent être 3 ou 4 fois plus élevés que ceux des paysans moins bien lotis¹²⁰.

La vaste majorité des communautés concernées a dû s'adapter aux nouvelles conditions imposées par les intervenants extérieurs. Elle participe marginalement à l'expansion des nouvelles cultures, et une grande partie de son revenu provient du travail salarié dans ou hors de la région. Les paysans détenteurs de petites parcelles cherchent à mettre en place de nouvelles pratiques d'agro-foresterie pour maintenir ou améliorer la gestion des écosystèmes profondément transformés par les intervenants extérieurs. Les rizières en terrasse ont remplacé les rizières de terres de pente, réduisant les risques d'érosion, et des cultures pérennes aident à la couverture

119 TREBUIL G., EKASINGH G.& EKASINGH M., Agricultural Commercialisation, Diversification and Conservation of Renewable Resources in Northern Thailand Highlands, in Moussons, n° 9-10, 2006, p.131-156.

120 idem p.150-151.

protectrice des sols. Plusieurs de ces pratiques sont différentes des schémas proposés ou imposés par les intervenants extérieurs¹²¹.

Ces régions caractérisées originellement par une agriculture itinérante, assurant une autonomie souhaitée par les communautés locales, aboutissent donc à une situation qui n'est pas très différente de celle des régions parties d'une agriculture sédentarisée ayant assuré elle aussi une autonomie de vie décente à sa population.

Un autre élément à prendre en considération est le cas des communautés locales surtout en région forestière, qui avaient un mode de vie acceptable à cause de leur maîtrise d'une grande diversité de ressources, mais participaient peu à l'économie monétaire. Elles ont souvent refusé de participer à des projets de modernisation qui impliquaient l'abandon de leur mode de vie. Malgré l'expropriation partielle de leurs espaces forestiers, et malgré les contraintes et ruses des administrations locales, alliées aux grandes plantations, pour les incorporer dans les grands projets, beaucoup ont résisté passivement. Le résultat a été souvent que leur revenu monétaire est resté sensiblement inférieur à celui des travailleurs migrants salariés employés dans les plantations. Ces cas de résistance délibérée ont toujours été diagnostiqué comme des situations de pauvreté résultant de l'arriération des populations locales, et à résoudre par de nouveaux efforts pour les intégrer au marché d'une manière ou d'une autre. D'autres communautés, quand elles avaient le choix ont préféré chercher du travail salarié lointain plutôt que d'aliéner leurs terres collectives¹²².

On a déjà évoqué plus haut les expropriations plus ou moins déguisées des collectivités locales, au nom de la réduction de la pauvreté, pour soutenir le développement des grandes plantations d'oléagineux dans les régions orientales de l'Indonésie et de la Malaisie, et les résistances des populations locales par des voies diverses¹²³.

Dans la plupart des pays du Sud est asiatique, comme dans le cas du Nord-Est de la Thaïlande, derrière la sémantique discriminatoire opposant populations arriérées et donc pauvres d'un côté, couches entreprenantes et élites modernisatrices de l'autre, se cachent souvent des rapports très inégaux entre groupes ethniques que renforce l'accélération des processus

121 idem p.149.

122 McCARTHY J.F. and CRAMB C., Policy narratives, landholder engagement, and oil palm expansion on the Malaysian and Indonesian frontiers, *The Geographical Journal*, Vol. 175, No. 2, June 2009, pp. 112–123.

123 cfr.p.32-33.

de différenciation sociale en cours. L 'infériorité supposée des systèmes de cultures itinérantes ont servi, et continuent à servir, comme critères pour distinguer ethnies arriérées et agriculteurs ouverts au progrès. Depuis les années 1990, de nombreuses études ont cependant remis en cause le stéréotype mis en place par les agronomes de l'époque coloniale selon lesquels, les systèmes de culture itinérante étaient responsables de la déforestation, de la destruction des sols, et de l'érosion subséquente¹²⁴.

On a mis notamment en valeur que ceux que les agronomes coloniaux français en Indochine appelaient des « mangeurs de bois », souvent n'étaient pas en fait des populations originelles, mais des immigrants récents et inexpérimentés. Au lieu de voir la dégradation des éco-systèmes forestiers comme le produit inéluctable du blocage d'une société traditionnelle ignorante, certains la voient désormais comme le résultat de l'arrivée de populations qui ont perdu l'accès à la terre pour des raisons diverses, dans des régions d'ancienne culture sédentaire, et qui doivent apprendre à maîtriser les conditions écologiques de leur « nouvelle frontière »¹²⁵.

Autrement dit, les caractéristiques ethniques, pas plus que la pauvreté, ne sont des sortes de phénomènes naturels, attribuables à une quelconque rigidité immuable de certaines catégories de population. Elles sont le plus souvent le produit des circonstances historiques qui ont engendré des formes de marginalisation et d'exclusion de certains groupes, qui avec le temps, ont pu cependant se reconstruire une identité autre, à travers un long apprentissage d'éco-systèmes exigeant d'autres pratiques de mises en valeur. En fait les systèmes de jachères rapprochées mis en place dans beaucoup de régions dites arriérées, et beaucoup de territoires de minorités étiquetées comme telles, permettaient l'émergence d'une composante animale de la biodiversité plus large que dans les systèmes originels. Cette composante animale, peu orientée par la commercialisation, contribuait à la diversification de l'alimentation des populations locales¹²⁶.

124 REID A., *Humans and Forests in Pre-colonial Southeast Asia*. *Environment and History* 1, 1995, p.93–110.

125 TICSAY M. V. *Fragmentation of the Ifugao agroecological landscape*. In Dove, M. R., Sajise, P. E., and Doolittle, A. A. (eds.), *Conserving Nature in Culture: Case Studies from Southeast Asia*, Yale University Southeast Asia Studies (Monograph 54), New Haven, 2005.

126 BOOMGAARD P., *The long goodbye? Trends in forest exploitation in the Indonesian Archipelago, 1600–2000*, in Boomgaard, P., Henley, D., and Osseweijer, M. (eds.),

De nombreux phénomènes migratoires actuels continuent à s'inscrire dans cette logique multi-séculaire, avec les mêmes conséquences contradictoires, même si les dimensions en sont différentes.

Sans s'y attarder longuement ici, on peut réinscrire une partie de l'histoire des rapports entre ethnies majoritaires et minoritaires au Vietnam dans une telle approche. Lors de l'avancée progressive de l'Etat impérial vietnamien vers le Sud, au cours des siècles, de nombreuses collectivités d'ethnies diverses se sont exilées dans les régions montagneuses pour y garder une certaine autonomie. Elles ont subi de fortes pressions à l'époque coloniale et post-coloniale (à l'époque du régime « sud-vietnamien ») pour finalement se voir rejointes, dans les années 1990, par une nouvelle vague de migrants à la recherche de terres pour y développer la culture de café, sous l'égide de l'Etat incité par la Banque Mondiale à stimuler l'agriculture d'exportation. On sait combien cette pression a induit de fortes tensions ou les aspects ethniques se mêlent aux conflits fonciers et aux modes différents de mise en valeur des terres.

De multiples situations, pratiquement dans tous les pays de l'Asie du Sud Est, illustrent l'extraordinaire continuité entre les politiques coloniales, étatiques et néo-libérales, en ce qui concerne la négation des droits des collectivités locales sur les terres dont elles avaient l'usage coutumier depuis de longues générations, et qu'elles considéraient comme leur patrimoine inaliénable. Ce déni des droits des populations s'est toujours manifesté à travers une rhétorique binaire opposant à l'époque coloniale peuples primitifs et civilisation, à l'époque post-indépendance les collectivités arriérées et la responsabilité de l'Etat de les amener au progrès, au moment toujours présent du néo-libéralisme, les potentialités du marché et la pauvreté des populations non encore intégrées au marché¹²⁷.

A travers toutes les périodes, les décideurs publics et privés produisent un discours présentant hier les grands projets de plantations, aujourd'hui les grands projets agro-industriels, comme une « nouvelle frontière du progrès » pour éradiquer les causes de la pauvreté résultant de l'arriération des populations et des techniques. Seuls les grands projets conduits avec des opérateurs disposant de capitaux sont vus comme capables de trouver

Muddied Waters: Historical and Contemporary Perspectives on Management of Forests and Fisheries in Island Southeast Asia, KITLV, Leiden, 2005.

127 ALATAS, S.H., The myth of the lazy native: a study of the image of the Malays, Filipinos and Javanese from the 16th to the 20th century and its function in the ideology of colonial Capitalism, Routledge, London, 1977.

une solution au « problème rural » handicapant la croissance dans le reste de l'économie. Ils véhiculent des normes nouvelles de discipline du travail productif, et fournissent une alternative à la « paresse naturelle » des populations locales. L'idée est donc de mettre fin à l'agriculture extensive et à la remplacer par une agriculture moderne, spécialisée et à forte intensité de capital.

3 Les limites des modèles intensifs, la destruction de l'environnement et les nouvelles stratégies d'accaparement des ressources naturelles

Les années 2000 ont vu se manifester de manière toujours plus évidente les limites du système d'agriculture intensive mis en place dans la région dès les années 1970. Dès les années 1970 on avait mis en évidence certaines fragilités des nouvelles variétés, mises au point par l'IRRI, utilisées dans l'intensification rizicole. Ces variétés sont apparues très sensibles à de nouvelles maladies et à de nouveaux parasites. Vu l'homogénéité des variétés nouvelles, ces maladies pouvaient se répandre de manière foudroyante et anéantir certaines années une grande partie des récoltes. A l'époque l'optimisme ambiant y voyait de simples problèmes techniques, auxquels pouvaient remédier une augmentation des divers intrants chimiques. Avec le temps cependant ce remède supposé s'est avéré avoir des effets négatifs non prévus en terme de toxicité et dégradation des sols, de pollution et épuisement des ressources en eau. En outre, les gains de productivité ont plafonné dès la fin des années 1980 dans les régions qui les premières avaient connu l'intensification, relayées, il est vrai, par celles engagées plus tardivement dans ce processus, comme au Vietnam. Dans la plupart des pays les externalités négatives en terme d'environnement, voire de santé du monde paysan, ont pris progressivement le pas sur les gains fulgurants réalisés dans la première phase de la Révolution verte. Celle-ci s'est déroulée de plus en plus avec des coûts directs, et surtout indirects croissants, dans un contexte général de baisse des prix réels du riz et des céréales.

Une nouvelle vague d'innovations technologiques n' a pris le relais que tardivement, en partie parce que les fonds alloués à la recherche internationale avaient fortement diminué dans les années 1980. Les nouvelles recherches orientées vers la mise en œuvre de nouvelles variétés génétiquement modifiées, ont été mues par la même logique du rendement et de la performance, au prix d'une réduction sévère de la biodiversité. On a

estimé que dans le domaine rizicole, on est passé de 110.000 variétés cultivées dans l'ensemble de la région vers 1950, à un peu plus de 300 variétés au début des années 2000. Les phénomènes négatifs ont pu être masqués par l'augmentation continue de la taille des exploitations capables d'atteindre un certain seuil de rentabilité, à travers la concentration de la propriété foncière, accélérée notamment par les effets de la crise de la fin des années 1990. Mais c'est surtout le laxisme et la permissivité des Etats de la région en matière d'exploitation des ressources naturelles qui a fait reculer sans cesse « la frontière des possibilités », avec le risque de provoquer une dégradation irréversible des ressources en terre et en eau.

La priorité donnée délibérément aux élevages semi-industriels et industriels pour les productions avicoles et porcines a augmenté la pression sur l'environnement, surtout autour des grands centres urbains. Le chemin suivi a été parallèle à celui de la Révolution Verte dans le domaine végétal, avec les mêmes effets négatifs imprévus.

L'épidémie de grippe aviaire H5N1 du milieu des années 2000 a soulevé des questions sur le rôle de ces entreprises dans la diffusion foudroyante de cette épidémie. Un grand nombre d'analyses ont dénié toute responsabilité de l'élevage industriel, mettant au contraire l'accent sur le rôle des petites exploitations paysannes insuffisamment surveillées et encadrées. On a mis aussi en exergue le rôle des canards de rizières dans la propagation de l'épidémie¹²⁸.

Mais on a fait remarquer que dans le passé de nombreuses épidémies locales ont eu lieu et que le couple canards-rizières existe depuis des siècles, sans que se répande des épidémies sur une si vaste région en si peu de temps. Il faut donc rechercher des causes liées aux changements structurels intervenus récemment dans les systèmes de production et de commercialisation. Selon cette autre approche, même si ils bénéficient d'une surveillance vétérinaire et de l'accès à la vaccination, les élevages industriels ou semi-industriels ont créé les conditions permettant l'émergence et la propagation de souches pathogènes à mutation rapide. Ils offrent la possibilité de leur multiplication optimale sur un grand nombre d'animaux concentrés et immuno-déprimés par les conditions mêmes de l'élevage. La réduction drastique du nombre d'espèces et de la biodiversité, couplée à l'hyper-homogénéisation des modes de cultures et d'élevage, et à

¹²⁸ GILBERT M. et al., Mapping H5N1 highly pathogenic avian influenza risk in Southeast Asia, PNAS, March 25, 2008, vol. 105, no. 12, 476-4774.

l'extension continue des circuits commerciaux et donc de propagation potentielle des épidémies, a joué un rôle central dans la fragilisation et la non durabilité du nouveau système d'élevage imposé aux pays de la région¹²⁹.

Cependant les organisations internationales concernées, ont clairement favorisé une stratégie privilégiant la chaîne MFM-FIAA comme moyen de réduire les risques à l'avenir, tout en émettant quelques conseils de prudence sur le rythme de la transition¹³⁰.

L'aquaculture est un autre domaine où les conséquences d'une promotion forcée de la production pour l'exportation a engendré une crise où les éléments épidémiologiques, environnementaux et sociaux sont inextricablement mêlés. L'Asie orientale a occupé une place importante dans la production de crevettes pour l'exportation, avec successivement Taiwan, la Chine, la Thaïlande puis le Vietnam rapportant d'abord des résultats miracles pour ensuite aboutir à des épidémies dévastatrices combinées avec un désastre écologique. A partir des années 1980, la production de crevettes a progressé à un taux moyen de 10% par an, soutenue, dans de nombreux pays, par les prêts de la Banque Mondiale, au nom de l'avantage comparatif combiné avec la réduction de la pauvreté¹³¹.

Ce boom de la « révolution bleue » a pris le relais de celui de la « révolution verte » comme moteur de la croissance dans les régions disposant de ressources aquatiques. Après moins d'une vingtaine d'années les résultats se sont avérés catastrophiques en terme de pollution des eaux et des sols, d'invasion d'espèces parasites, de diminution de la biodiversité et dans beaucoup de cas de dégradation irréversible des paysages de mangrove. Les aspects sociaux négatifs ont été tout aussi évidents : accaparement privé de ressources anciennement gérées collectivement, diminution de la diversité des sources nutritionnelles locales, appauvrissement de larges couches de la

129 BECK P., Ce que l'on dit et ce que l'on ne dit pas, Centre d'éthique, Planète Vie, LLB, 16 mars 2006.

130 FAO, The Global Strategy for Prevention and Control of H5N1 Highly Pathogenic Avian Influenza, Rome, 2007.

131 JANA, B.B. and WEBSTER C.D.(eds), Sustainable Aquaculture: Global Perspectives, Haworth Press, Binghamton, New York, 2003.

population désormais exclues de l'accès aux ressources captées pour l'exportation¹³².

On peut aussi remarquer que généralement les tentatives de solutions apportées à la crise de la « révolution bleue » ne se préoccupent guère de restaurer les équilibres socio-environnementaux nécessaires à une reproduction durable des sociétés et des éco-systèmes locaux. Elles sont dictées par les préoccupations des grandes chaînes globales de distribution (FDAA) soucieuses de promouvoir l'image d'un produit labellisé pour les consommateurs du Nord, à charge pour leurs intermédiaires au Sud (p.ex en Thaïlande, le groupe Charoen Popkhand, la plus grande FIAA du pays) d'imposer et contrôler les normes de qualité aux producteurs locaux¹³³.

Parallèlement à cette évolution problématique de l'agriculture, de l'élevage et de l'aquaculture, l'Asie du Sud Est connaît une situation tout aussi préoccupante en ce qui concerne l'exploitation des ressources forestières. Depuis les années 1990, la déforestation qui a touché plusieurs pays de l'Asie du Sud-Est est un processus qui ne peut plus être attribué, comme souvent antérieurement, aux pratiques des « fronts pionniers » des paysans migrants vers de nouvelles terres. Elle a pris une forme brutale et dévastatrice qui résulte de la tolérance complice des Etats à l'égard des compagnies forestières, nationales et étrangères, qui pratiquent un abattage sauvage, au mépris de toutes les pratiques permettant une exploitation durable des ressources forestières.

Cela n'a pas été toujours le cas. Si on prend le cas du teak, un des bois les plus hautement valorisés sur le marché international, non seulement il avait été exploité de manière durable pendant des siècles par les collectivités locales, mais en Indonésie et en Birmanie, les administrations coloniales avaient poursuivi délibérément une politique de plantations de teak à grande échelle, pour en assurer à la fois l'exploitation et la reproduction à long terme. Ces politiques mises en œuvre par les fonctionnaires coloniaux ont été maintenues dans les premières décennies des Etats post-coloniaux,

132 LE THI VAN HUE and SCOTT S. ,Coastal Livelihood Transitions: Socio-Economic Consequences of Changing Mangrove Forest Management and Land Allocation in a Commune of Central Vietnam, *Geographical Research* March 2008, 46(1): p.62-73.

133 BUSH S. R. and OOSTERVEER P., The Missing Link: Intersecting Governance and Trade in the Space of Place and the Space of Flows, *Sociologia Ruralis*, Vol 47, Number 4, October 2007.

montrant ainsi le rôle clé que le secteur public peut jouer dans la mise en œuvre d'une politique d'exploitation durable des ressources forestières¹³⁴.

En Indonésie cependant, cette politique a été réduite à néant lorsque le régime Suharto a évolué vers une sorte de régime patrimonial, confondant affaires publiques et affaires privées de la clique présidentielle. Des sociétés privées, proches du pouvoir, ont reçu d'immenses concessions forestières, dont les ressources ont été soumises à un rythme d'exploitation sans frein dans les dernières années du régime.

De manière générale, l'accélération de la déforestation dans les deux dernières décennies du XXème siècle, a surtout été le fait de l'exploitation massive des bois tropicaux pour l'exportation, menée par de grandes compagnies étrangères à la région ou bien en sous-traitance avec des compagnies locales, liées dans certains pays à l'appareil étatique, notamment militaire¹³⁵.

Outre l'Indonésie, le cas du Laos est souvent cité de ce point de vue, mais cela concerne également à des degrés divers la Thaïlande et le Myanmar. La lourdeur et la taille des équipements utilisés et le non respect général des réglementations déjà très permissives, ont permis un rythme de déboisement menaçant très sérieusement la capacité de régénération du milieu forestier. Les compagnies forestières concessionnaires ne respectent généralement pas les normes imposées par les gouvernements et coupent un nombre d'arbres exagéré, sans procéder aux replantations supposées obligatoires¹³⁶.

Des millions d'hectares sont soumis à un processus toujours plus étendu d'érosion et savanisation avec comme conséquences des incendies dévastateurs en période de sécheresse. Selon la plupart des analystes ce sont les pratiques brutales d'exploitation des ressources forestières par les producteurs de bois qui ont été la cause principale des incendies de forêts de Sumatra et Bornéo à la fin des années 1990 et qui ont ravagé plus d'un million d'hectares. Le déboisement des régions montagneuses a provoqué des inondations et des glissements de terrain aux proportions catastrophiques dans plusieurs pays. Selon la FAO, les superficies forestières en Asie du Sud-Est ont diminué de 270 à 230 millions d'hectares entre 1960

134 BRYANT, R. L., *The Political Ecology of Forestry in Burma 1824–1994*, Hurst, London.,1997.

135 ROSS, M. L. *Timber Booms and Institutional Breakdown in Southeast Asia*, Cambridge University Press, Cambridge, 2001.

136 DUFUMIER M., *Agriculture et « développement durable » en Asie du Sud-Est*, *Revue Tiers-Monde*, Vol. 41, N° 162, 2000, p.261.

et 1995, et ont continué à régresser entre 1995 et 2007 de 230 à 195 millions d'hectares. Le rythme de la déforestation s'est donc accéléré considérablement, et au total quasiment 30% de la superficie forestière de la région a disparu en cinquante ans¹³⁷.

Les 35 millions d'hectares perdus entre 1995 et 2007 n'ont certainement pas donné lieu à la mise en œuvre potentielle de 15 millions d'exploitations paysannes d'environ 2 hectares, ce qui aurait supposé que la déforestation ait bénéficié à l'extension de l'agriculture paysanne. Les superficies déboisées ont été largement transformées soit en friches dévastées, soit en grandes plantations spécialisées dans la monoculture d'oléagineux pour l'exportation comme c'est le cas à Bornéo. En fait ce que montre la situation actuelle en Asie du Sud-Est c'est le lien indissociable entre les pratiques des acteurs économiques dominants et leur impact destructeur tant sur l'environnement naturel que sur le monde rural. Depuis le début des années 2000, on peut dire que il y a dans la région un nouvel assaut de ces acteurs dominants, en concertation avec les Etats, et souvent les pouvoirs locaux, pour s'emparer du maximum de ressources naturelles possibles et en dénier, par tous les moyens, l'accès aux populations qui en vivent depuis des générations.

Malgré la dureté des régimes autoritaires des années 1960-2000, on a vu que dans beaucoup de pays, ces derniers ont été obligé soit de mener des politiques offrant un certain soutien limité, à la paysannerie, soit de laisser à cette dernière un accès à des ressources foncières plus ou moins inexploitées. Depuis le début des années 2000, il y a une tendance de plus en plus affirmée à réserver l'accès de ces ressources aux seules catégories d'acteurs capables de les valoriser selon les critères de rentabilité et de compétitivité fixés par les opérateurs de l'économie globale. Le paradoxe est que cette évolution s'est faite alors qu'en même temps se déployaient les grands discours sur les objectifs millénaires du développement, la réduction de la pauvreté, la participation, la bonne gouvernance et l'« empowerment » des acteurs les plus faibles, sans oublier les exigences du développement durable. Mais ce paradoxe n'est qu'apparent. Dans les faits, tous ces concepts ont été redéfinis d'une manière qui soit fonctionnelles par rapport aux nouvelles exigences des acteurs dominants¹³⁸.

137 FAOSTAT, 2009.

138 BORRAS, S.M. Jr, and J. Franco J., Contemporary discourses and contestation around pro-poor land policies and land governance. *Journal of Agrarian Change*, 10(1), 2010 p.1–32;

Un exemple en est la manière dont les grandes compagnies intéressées par l'expansion illimitée des plantations d'oléagineux en Indonésie, sont parvenues à s'emparer non seulement d'immenses réserves forestières, mais aussi des terres villageoises les plus fertiles. Dans ce cadre la participation aux projets pour la paysannerie locale, dépossédée de ses terres, a été redéfinie comme un droit à une partie des dividendes produits par la mise en exploitation indivise des terres sur les quels ils n'ont plus aucun droit. Dans la pratique les paysans n'ont évidemment aucun moyen de contrôler la manière dont ces soi-disant dividendes sont calculés, et quel rapport existe entre eux et la valeur des terres aliénées. En outre dans certains cas les dividendes soit ne sont tout simplement pas payés, soit sont largement accaparés par la manipulation des listes des ayants droits, au bénéfice de quelques responsables locaux liés aux intérêts des plantations.

Un autre exemple est la rhétorique du type « tous gagnants » pour justifier l'accaparement de millions d'hectares au nom simultanément et de la protection de l'environnement (agro-carburants) et de la réduction de la pauvreté par la création d'emplois et de revenus. Ces arguments sont au cœur du Rapport de la banque Mondiale de 2011, déjà évoqué ci-dessus¹³⁹.

Mais en fait ces arguments sont totalement en porte à faux avec les réalités vécues depuis longtemps dans les pays du Sud, et particulièrement en Asie du Sud-Est aujourd'hui. D'une part les grandes plantations d'aujourd'hui créent très peu d'emplois, particulièrement dans le domaine de la production d'oléagineux, ou les vastes concessions de terre sont systématiquement sous-utilisées : dans le district de Sambas au Kalimantan occidental, 15 grande compagnies détiennent près de 200.000 hectares et emploient moins de 2.000 personnes, alors que les 80.000 hectares de terres des petites exploitations familiales permettent de vivre à plus de 200.000 personnes D'autre part les revenus du travail salarié générés par ce type de plantations sont estimés à moins d'un tiers de celui procuré par une exploitation familiale en conditions normales, et quant aux soi-disant dividendes attribués aux paysans dont les terres ont été confisquées, une enquête faite dans la région de Buol (Sulawesi) en 2009 a établi qu'ils représentent environ un dixième du revenu que les petits producteurs

COUSINS B., Capitalism obscured: the limits of law and rights-based approaches to poverty reduction and development. *Journal of Peasant Studies*, 36(4), 2009, p. 893–908.

139 DEININGER K., BYERLEE D., LINDSAY J., et al., *Rising global interest in farmland: can it yield sustainable and equitable benefits?* Washington, DC: The World Bank, 2011

peuvent obtenir à travers des contrats de livraisons établis dans des conditions décentes¹⁴⁰.

T.M.Li affirme sans équivoque, dans l'article précité, que l'expansion des méga-plantations est totalement contre-productive en terme de création d'emploi et de réduction de la pauvreté. Les concessions de terre privent la paysannerie des moyens d'assurer son avenir, alors que les activités qui sont substituées à la production paysanne créent peu d'emploi, et que de plus l'offre d'emploi hors de l'agriculture est et restera structurellement inférieure à l'offre de travail. Cette situation provoque de nouvelles formes de paupérisation massive, mais ce phénomène est positif pour les entreprises agro-industrielles, puisque de cette manière elles peuvent puiser dans une offre illimitée de travail à très bas salaire, et que cette inépuisable armée de réserve leur assure une rentabilité maximale.

On doit aussi prendre en compte le fait que les méga-plantations d'oléagineux, prennent dans plusieurs cas le relai des compagnies forestières qui ont dévasté d'immenses superficies par leurs pratiques d'abattage. L'expansion de la nouvelle mono-culture est présentée officiellement comme une contribution pouvant s'inscrire dans les programmes de régénération des anciens espaces forestiers. A cette aberration, s'ajoute celle de l'attribution à titre gratuit de nouvelles concessions forestières, destinées à être converties en plantations, et ce au nom de la nécessité de créer les conditions optimales de compétitivité pour attirer les investissements. Bien plus, dans certains cas, ce sont des terres expropriées des villages qui sont attribuées aux méga-plantations avec le même régime de faveur.

Il est donc important de souligner que les réalités de la destruction de l'environnement et de la destruction de la paysannerie sont interdépendantes, en Asie du Sud-Est comme ailleurs. Elles n'ont rien de phénomènes accidentels ou naturels comme le prétendent très souvent les discours officiels des organisations internationales et des autorités nationales, selon qui c'est l'accélération de la croissance, combinée avec la technologie la plus avancée, qui y remédiera. Au contraire, les phases successives des politiques du tout à la croissance, à travers la « révolution verte », la priorité à l'agriculture d'exportation, les concessions forestières pour la production de bois, les expropriations massives de terre pour l'« énergie verte », ont créé les conditions d'une crise agraire généralisée,

140 LI T. M., 'Centering labor in the land grab debate', *Journal of Peasant Studies*, 38: 2, 2011, p.281-298 p.284-286 et p.290-291.

dont les composantes sociales et environnementales sont inextricablement liées, et les conséquences à terme imprévisibles en terme de dégradation des milieux de vie, de violence sociale et d'instabilité politique.

Cependant, selon certains auteurs, cette évolution n'est pas inéluctable. Dans certains cas les stratégies et les luttes des petits paysans ont pu imposer d'autres conditions de production qui leur garantissent à la fois un revenu décent et une certaine autonomie. Ce sont aussi des cas où le succès a été basé sur une organisation associative des producteurs appuyés par les autorités locales, et où l'intervention de l'Etat ne s'est pas faite seulement au bénéfice des intérêts économiques les plus puissants¹⁴¹.

141 RIST L., L. FEINTRENIE L., and LEVANG P., The livelihood impacts of oil palm: smallholders in Indonesia. *Biodiversity Conservation*, 19, 2010, p.1009-1024.

Conclusions

Il faut espérer que cette contribution a permis de montrer l'intérêt d'une approche généraliste et interdisciplinaire des dimensions multiples du développement rural dans l'Asie du Sud-Est contemporaine. On a montré que la problématique du développement rural de cette région du monde ne peut être dissociée ni de l'évolution de la théorisation du développement qui a dominé à l'échelle mondiale depuis la fin de la seconde guerre mondiale, ni du cadre général des politiques de développement qui ont été inspirées par ces théories, tout en traduisant les projets et les intérêts de coalitions d'acteurs dominant les structures politiques et économiques. Depuis plus d'un demi-siècle, au Nord comme au Sud, la référence constante aux exigences de la modernisation a toujours promu une vision instrumentale du monde rural par rapport aux projets de construction d'un Etat moderne, étroitement mêlés à la mise en place des paramètres d'une économie centrée sur les critères d'une croissance rapide.

C'est à travers ces logiques entrecroisées, et dans le contexte d'une économie agro-alimentaire mondiale largement dominée d'abord par le modèle de modernisation des USA, ensuite de ces derniers et de l'UE modernisée, que se sont déployées par étapes les logiques du modèle GFL, de la Révolution verte, indissociables de la promotion du MFM, puis de la globalisation sous l'égide des FIAA et des FDAA.

Dans une première partie on a voulu rappeler brièvement les grands traits de cette évolution mondiale, parce que ce contexte a profondément influencé les conditions du développement rural du dernier demi-siècle en Asie du Sud Est. Cependant le parcours de cette région du monde ne peut se réduire à une simple reproduction du passage d'une société agricole traditionnelle à une société industrielle moderne, selon un modèle linéaire et universel, tel que élaboré à travers l'interprétation de l'histoire proposée par les théoriciens de la modernisation. Outre son inadéquation par rapport à la réalité historique, le simplisme de ce modèle a découlé de son ignorance, voire de son mépris, du rôle de la paysannerie dans le développement en longue période. On a vu que cette vision biaisée de l'histoire est particulièrement intenable dans le cas de l'Asie du Sud-Est.

Les paysanneries de l'Asie du Sud-Est ont construit au cours des siècles des systèmes agraires extraordinairement complexes et diversifiés, particulièrement au long du millénaire 500 A.D -1500 A.D. Des milliers d'éco-

systèmes locaux ont été édifiés et perfectionnés patiemment grâce à la mobilisation du travail intensif des générations successives et à la mise en œuvre continue d'innovations permettant à la fois une maîtrise croissante de l'environnement et une amélioration des conditions de vie des populations locales. Ces dernières ont à la fois constitué un riche patrimoine de savoirs faire autour de la gestion des ressources naturelles, et créé les cadres d'une gouvernance historique assurant la sécurisation de la reproduction des collectivités locales. Dans une perspective braudélienne, on peut dire que ainsi ont été construits les cadres de civilisations matérielles et spirituelles assurant largement les bases fondamentales d'un développement humain durable. En outre ces sociétés paysannes ont pu produire un surplus agricole croissant, soutenant l'émergence de nombreux Etats et une insertion toujours plus forte dans les flux du commerce international.

La pénétration agressive des compagnies marchandes européennes, à partir du XVIème siècle, a cassé cette dynamique propre à l'Asie du Sud-Est, même si a fallu trois siècles aux pays européens pour prendre le contrôle de la plus grande partie de la région. La colonisation a pesé lourdement sur la paysannerie, soumise à un régime de contraintes multiples, depuis le travail forcé jusqu'aux cultures obligatoires, sans oublier les prélèvements fiscaux et parafiscaux, la manipulation des termes d'échanges, et surtout la dépossession massive du patrimoine foncier des collectivités rurales. Cependant la brutalité de ces régimes n'a malgré tout pas pu détruire les paysanneries de la région. Les résistances locales ont pris des formes multiples pour tenter de contrer l'impact de l'intrusion du pouvoir colonial et des exactions de ses séides indigènes. On ne peut oublier que ces résistances ont convergé au cours du XXème siècle vers de nouvelles formes de lutte qui dans plusieurs pays ont joué un rôle décisif dans la reconquête de l'indépendance nationale.

La paysannerie est redevenue ainsi pleinement un acteur du processus historique, et dans de nombreux cas, a été une composante essentielle des mouvements de libération capables de défaire l'occupant étranger, en intégrant les techniques anciennes de guérilla avec la maîtrise des technologies modernes de la guerre. Vu l'importance de la paysannerie dans les luttes pour l'indépendance, il n'est pas étonnant que la question de la réforme agraire ait occupé une place très importante dans l'évolution socio-politique de l'après indépendance. Cette demande de réforme agraire a rencontré une opposition déterminée de toutes les catégories de propriétaires fonciers, anciens et nouveaux. Dans plusieurs pays, la

paysannerie a été désormais considérée comme un acteur potentiellement dangereux pouvant fournir la base de mouvements révolutionnaires. Dans le cadre du conflit Est-Ouest, de nombreux régimes militaires ont été mis en place, avec l'aide occidentale, pour contrer cette menace. Le massacre de 800.000 paysans en Indonésie au milieu des années 1960 a été un des épisodes les plus tragiques de cette volonté d'éradiquer une menace paysanne de type révolutionnaire. Au cours des années 1970, cette menace a été écartée par un mélange, au dosage différent selon les pays, de répression violente et de soutien ciblé de certaines catégories de la paysannerie, notamment à travers la diffusion des technologies de la révolution verte.

C'est sans doute à cause de cette situation historique particulière que les Etats d'Asie du Sud Est n'ont pas pu, ou voulu, reproduire le modèle d'encadrement étroit de la petite paysannerie qui avait été mis en place par les régimes militaires autoritaires des pays dits du « miracle asiatique » au cours de la première phase de l'industrialisation rapide. En Corée du Sud comme à Taiwan, en effet, l'agriculture paysanne a contribué au financement de cette dernière, par des prélèvements massifs effectués sur le surplus agricole par les Etats. Lorsque la menace révolutionnaire paysanne s'est effacée, la plupart des régimes de l'Asie du Sud-Est ont choisi de laisser la question paysanne se régler d'elle-même. A partir des années 1980, la priorité a été donnée à l'industrie d'exportation, financée surtout par les investissements étrangers, notamment les délocalisations de certaines industries en provenance des pays déjà industrialisés de l'Asie orientale. Ces industries, intensives en travail, étaient supposées pouvoir offrir une opportunité d'emploi pour l'immense réserve de travail à bon marché que constituait la petite paysannerie laissée à elle-même. La question paysanne devait donc se régler progressivement, par une décomposition lente de la petite paysannerie.

On a vu aussi que le développement des régions rurales a été profondément affecté par les politiques visant à assurer le maintien de l'ordre et le contrôle des populations. Notamment à travers l'expansion spectaculaire des infrastructures routières, pouvant assurer la mobilité des forces armées. Mais avec le temps ces infrastructures ont soutenu évidemment la pénétration des entreprises commerciales et industrielles dans les régions jadis peu accessibles, y transformant peu à peu les conditions d'accès au marché d'abord national, puis global. Bien plus ces infrastructures ont contribué à stimuler les migrations d'une partie de la paysannerie des régions anciennement cultivées, vers de nouvelles terres ou d'immenses

zones forestières à défricher. Cette évolution a d'ailleurs été encouragée par plusieurs Etats, l'occupation d'espaces antérieurement peu soumis au pouvoir central étant censé pouvoir contribuer à la sécurité nationale. Au cours des années 1990-2010, le regain d'intérêt pour la croissance d'une économie de plantations, basées sur de vastes concessions foncières, a d'ailleurs réinscrit ces migrations dans l'offre illimitée de main d'œuvre à bas salaires, désormais plus limitée seulement à l'industrie manufacturière.

Confrontée aux changements des contextes historiques successifs, la priorité continuellement accordée à la modernisation a engendré des conséquences imprévues par les décideurs. C'est ainsi que paradoxalement, les aspects contradictoires de cette évolution, ont permis d'alléger la pression sur la petite paysannerie et de freiner le processus de sa décomposition initialement prévue. Il n'en reste pas moins que la paysannerie, en tant que telle, n'a plus été au centre des politiques de développement depuis les années 1980.

Mais le monde rural a été profondément marqué par les conséquences générales de l'insertion des pays de l'Asie du Sud-Est dans l'économie globale. La croissance extravertie s'est concentrée dans quelques pôles urbains à l'expansion aussi spectaculaire que désordonnée, et surtout dévoreuse de terres jadis intensivement cultivées. Ces pôles urbains ont vu se développer un nouveau type de consommation alimentaire, ouvrant ainsi de nouveaux débouchés d'abord à la diffusion du modèle GFL, puis à des produits alimentaires élaborés de tous types, et promus massivement à travers les campagnes médiatiques des grandes firmes multinationales. Le rôle des FIAA et, puis des FDAA, est donc devenu de plus en plus important dans la chaîne agro-alimentaire. Et cela a favorisé une consolidation, puis une expansion rapide, au cours de la dernière décennie du MFM dans les différents pays, notamment à travers de nombreuses formes de contractualisation qui le rendent dépendant des normes imposées par les grandes firmes. Cependant au contraire de ce qu'affirment certaines analyses, manifestement liées à la promotion d'un système agro-alimentaire à vocation globaliste, le modèle agro-alimentaire des pays de la région n'est pas condamné à un mimétisme inéluctable du modèle occidental, en fait surtout américain, de consommation alimentaire. De nombreux éléments montrent au contraire une évolution vers un système hybride qui conservera beaucoup de composants du système alimentaire, riche et diversifié, hérité de l'histoire des différents pays. Le problème véritable est celui de l'orientation des politiques agro-alimentaires, qui mues tant par les préférences idéologiques des élites que par leurs intérêts à court terme,

continuent à négliger le rôle potentiel de la petite paysannerie dans la diversification de la chaîne alimentaire, au nom des exigences d'une modernisation au rythme toujours plus forcené.

Vu à l'aune de l'histoire longue et du rôle central, dans cette dernière, de la paysannerie, majoritaire dans la population jusqu'à maintenant à l'échelle de la région, on se doit de nuancer toute rhétorique en terme de miracle, pour parler de la croissance rapide du dernier quart de siècle. Que cette dernière a bouleversé les conditions de vie dans la région, et a fait entrer de larges masses de la population dans les aléas du monde globalisé est incontestable. Que cette croissance a introduit une rupture dans le mode de développement historique de la région est également incontestable. Mais que elle puisse être confondue avec une transformation de ces sociétés dans le sens d'un développement durable et surtout d'une qualité de développement humain supérieure est éminemment problématique.

Après une trentaine d'années de cette croissance rapide le modèle actuel tend manifestement vers ses limites. Une des causes les plus profondes de cet épuisement est l'externalisation délibérée et accélérée de tous les coûts sociaux et environnementaux. Ils aboutissent maintenant à une crise agraire générale, ou se mêlent indistinctement les dimensions écologiques et sociales. En fait les politiques des Etats de la région ont reposé sur les mêmes fondements que celles de leurs prédécesseurs coloniaux : une vision instrumentale de la paysannerie par rapport aux objectifs dits – improprement- de développement. D'une certaine manière ce sont bien des Etats néo-coloniaux, une caractéristique que ils partagent d'ailleurs avec de nombreux Etats d'autres régions du Sud. L'accumulation de signes de crise au tournant du siècle n'a guère stimulé les décideurs à se réorienter vers une stratégie de développement plus durable. Bien au contraire. Derrière une surabondance de poncifs invoquant ce dernier, on a vu se mettre en place des politiques de libéralisation encore plus radicale de l'accès aux ressources pour les acteurs dominants de l'économie globalisée. Dans cette optique, la paysannerie et les collectivités locales sont vues, par de nombreux décideurs, comme des obstacles à une utilisation optimale des ressources pouvant être incorporées dans l'accumulation globalisée.

A la fin des années 1960, G.Hardin avait évoqué l'argument de la « tragédie des biens communs » (the Tragedy of the Commons) pour justifier la dépossession des collectivités locales « arriérées », incapables selon lui d'assurer une bonne gestion des ressources naturelles qu'elles affirmaient être leur patrimoine. Avec l'affirmation dans les années 1970-1980 de tout

un courant de pensée défendant les acquis des communautés indigènes et des collectivités paysannes, on pouvait croire cette idée condamnée par l'extrémisme même de sa vision. Au contraire, les années 2000 leur ont rendu une grande actualité pratique. La grande vague de concessions foncières qu'elles ont connue repose en fait sur une réactualisation de la thèse de Hardin, au nom des exigences de l'intérêt national pour les uns, au nom d'une éthique du « bien commun » dépassant les intérêts locaux pour d'autres, ou encore en invoquant une supposée réduction de la pauvreté grâce à une plus forte insertion dans les critères globaux de rentabilisation des ressources foncières.

Ce n'est pas la place ici de discuter de la prétention éthique de cette dérive idéologique, dont la condamnation devrait relever tout simplement du bon sens commun. Dans cette nouvelle phase de la néo-modernisation, l'hyper rationnel se confond avec le déraisonnable. Les pratiques qu'elle prétend légitimer, constituent une avancée supplémentaire vers un mode de mobilisation des ressources totalement insoutenable et profondément déstabilisant pour les sociétés qui subissent leur impact. Elles s'inscrivent dans une évolution des rapports de force qui bénéficient dans la conjoncture historique actuelle à une minorité d'acteurs puissants, liés entre eux par des réseaux de pouvoir, ou s'entremêlent les composantes internationales, nationales, voire locales, tant au Sud qu'au Nord. La question est donc de savoir si d'autres acteurs, ou d'autres coalitions d'acteurs peuvent s'affirmer face à cette hégémonie dévoreuse et destructrice. Autrement dit l'analyse doit s'inscrire dans une approche en terme d'une « économie politique du développement durable » en Asie du Sud-est. On tentera d'en situer les contours dans une autre contribution.

Références

- AGUILAR F.V. Jr., *Clash of spirits: the history of power and sugar planter hegemony on a Visayan Island.*, University of Hawai'i Press, Honolulu, 1998.
- ALATAS, S.H., *The myth of the lazy native: a study of the image of the Malays, Filipinos and Javanese from the 16th to the 20th century and its function in the ideology of colonial Capitalism*, Routledge, London, 1977
- ASHLEY C and MAXWELL S., *Rethinking rural development*, *Development Policy Review* 19, 2001, p.395–425.
- BALASSA B.ed., *Development Strategies in Semi-Industrial Economies*, Oxford University Press, Oxford, 1982.
- BARBIER Edward B., "Cash Crops, Foods Crops, and Sustainability: The Case of Indonesia." *World Development*, vol. 17, no. 6, 1989.
- BARICHELLO R. and PATUNRU A., *Agriculture in Indonesia: Lagging Performance and Difficult Choices*, *CHOICES*, The magazine of food, farm, and resource issues 24, 2, 2009.
- BAXTER J., « Ruée sur les terres africaines », *Le Monde diplomatique*, janvier 2010.
- BAYLY C. A., *La naissance du monde moderne (1780-1914)*, Les Éditions de l'Atelier, Paris, 2006.
- BECK P., *Ce que l'on dit et ce que l'on ne dit pas*, Centre d'éthique, Planète Vie, LLB, 16 mars 2006.
- BELLO W. et al., *A Siamese Tragedy*, Zed Books, London, 1998.
- BERGERET P., *Paysans, Etat et marches au Vietnam*, Karthala, Paris, 2002.
- BERNIER X., *Les mutations des espaces ruraux dans les Pays en Voie de Développement*, Economica, Paris, 1997.
- BERNSTEIN H. et al., eds., *The Food Question, Profits versus People?* Earthscan Publications, London, 1990.
- BERTHELOT J., *L'agriculture, talon d'Achille de la mondialisation, Clé pour un accord agricole solidaire à l'OMC*, L'Harmattan, Paris, 2001.
- BOOMGAARD P., *The long goodbye? Trends in forest exploitation in the Indonesian Archipelago, 1600–2000*, in Boomgaard, P., Henley, D., and Osseweijer, M. (eds.), *Muddied Waters: Historical and Contemporary Perspectives on Management of Forests and Fisheries in Island Southeast Asia*, KITLV, Leiden, 2005.

BORRAS, S.M. Jr, and FRANCO J., Contemporary discourses and contestation around pro-poor land policies and land governance. *Journal of Agrarian Change*, 10(1), 2010, p.1–32.

BRAUDEL F., *La dynamique du capitalisme*, Arthaud, Paris, 1985.

BRAUDEL F., *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, Tome II, Les jeux de l'échange*, Paris, A.Colin, Paris, 1979.

BROWN L., *The New Geopolitics of Food*, Foreign Policy, mai 2011
BRYANT, R. L., *The Political Ecology of Forestry in Burma 1824–1994*, Hurst, London.,1997.

BUSCH L et BAIN C., "New ? Improved? The transformation of the Global Agrifood System", *Rural Sociology*, 69, 2004, p.321-346.

BUSH S. R. and OOSTERVEER P., *The Missing Link: Intersecting Governance and Trade in the Space of Place and the Space of Flows*, *Sociologia Ruralis*, Vol 47, Number 4, October 2007.

BUTTEL F.H. et GOODMAN D., "Class, State, Technology and International Food Regimes, An Introduction to recent trends in the sociology and political economy of agriculture", *Sociologia Ruralis*, Vol. XXIX, 1989, p.86-117.

BUTTEL F.H., "The US Farm Crisis and the Restructuring of American Agriculture: Domestic and International Dimensions", in Goodman D. et Redclift M., *The International Farm Crisis*, St Martin's Press, New York, 1989, p.46-83.

CHAUDHURI K.N., *Asia before Europe, Economy and Civilisation of the Indian Ocean from the Rise of Islam to 1750*, Cambridge University Press, Cambridge, 1990.

COLCHESTER et al., *Promised land: palm oil and land acquisition in Indonesia: implications for local communities and indigenous peoples*, Forest Peoples Programme, Sawit-Watch, HuMA and ICRAF, 2006.

COTULA L., DYER N. and VERMEULEN S., *Fuelling exclusion? The biofuels boom and poor people's access to land*. London: IIED; Rome: FAO, 2008.

COUSINS B., *Capitalism obscured: the limits of law and rights-based approaches to poverty reduction and development*. *Journal of Peasant Studies*, 36(4), 2009, p. 893–908.

CRAMB R A 2007 *Land and longhouse: agrarian transformation in the uplands of Sarawak* NIAS Press, Copenhagen, 2007.

CRIBB R., ed., *The Indonesian killings of 1965-1966: Studies from Java and Bali*, Centre of Southeast Asian Studies, Monash University, Clayton,1990.

CURAMING R., Towards a Poststructuralist Southeast Asian Studies? SOJOURN: Journal of Social Issues in Southeast Asia Vol. 21, No. 1, 2006, pp. 90–112.

DAVIDSON, J. S., and HENLEY D. (eds.), The Revival of Tradition in Indonesian Politics: The Deployment of Adat from Colonialism to Indigenism, Routledge, London, 2007.

DAWE D., 'The changing structure of the world rice market, 1950-2000', Food Policy, 27, 4, 2002, p.:355–370.

DECOURTIEUX O., Du riz et des arbres, L'interdiction de l'agriculture d'abattis-brûlis, une constante politique au Laos, IRD- Karthala, Paris, 2009.

de HAEN, H., STAMOULIS S., SHETTY P. and PINGALI P., The World Food Economy in the Twenty-first Century: Challenges for International Co-operation. Development Policy Review, 21 (5-6), 2003, p. 683-696.

DEININGER K., BYERLEE D., LINDSAY J., et al., Rising global interest in farmland: can it yield sustainable and equitable benefits? Washington, DC: The World Bank, 2011.

DELER J.P., Mutations économiques et recompositions territoriales en Asie du Sud et du Sud-Est, Introduction, Ann. Géo., n° 671-672, 2010, p. 4-6.

DIMBAB N Contradictions in land development schemes: the case of joint ventures in Sarawak, Malaysia Asia Pacific Viewpoint 43, 2002, p. 157–80.

DUFUMIER M., Agriculture et « développement durable » en Asie du Sud-Est, Revue Tiers-Monde, Vol. 41, N° 162, 2000, p.261.

DUFUMIER M., Slash-and-Burn, Intensification of Rice production, Migratory Movements, and Pioneer Front Agriculture in Southeast Asia, Moussons, n° 9-10- Agriculture in Southeast Asia: an Update, 2006,1, p.7-32 DUFUMIER M., Agricultures et paysanneries des Tiers mondes, Karthala, Paris, 2004.

EISENSTADT S., Modernization, Protest and Change, Prentice Hall, Englewood Cliffs, 1966.

FABRE R., Paysans sans terres, Les moissons de l'agropolitique, Dunod, Paris, 1978.

FALVEY L., Thai Agriculture. Golden Cradle of Millennia, Kasetsart University Press, Bangkok, 2000.

FAO, The Global Strategy for Prevention and Control of H5N1 Highly Pathogenic Avian Influenza, Rome, 2007.

FEI J. and RANIS G., Development of the Labour Surplus Economy, Theory and Policy, Yale University Press, New Haven, 1964.

FREDERICK W.H. and WORDEN R.L., eds., Land use and Ownership, in Indonesia: A Country Study. Washington: GPO for the Library of Congress, 1993.

GUHA R., SPIVAK G. C., Selected Subaltern Studies, Oxford University Press, Oxford, 1998.

FAO, World agriculture: towards 2015/2030. J. Bruinsma (ed.), Earthscan Publications, London, 2003.

FFORDE, A. and S. de VYLDER, From Plan to Market: Economic Transition in Vietnam 1979–1994., Westview Press, Boulder, 1996.

FRIEDLAND W.H., et al., Toward a New Political Economy of Agriculture, Westview Press, Boulder, 1991.

GEERTZ C., Agricultural Involution: The Process of Ecological Change in Indonesia, University of California Press, Berkeley, 1963.

GENERAL STATISTICAL OFFICE (GSO), Vietnam Living Standards Survey 1997–98, General Statistical Office, Hanoi, 1999

GI-WOOK SHIN, Agrarian Conflict and the Origins of Korean Capitalism, American Journal of Sociology, Vol.103, n°5, 1998, p.1309-51

GIAMPIETRO M. M. and MAYUMI K., The biofuel delusion, Earthscan, London, 2009

GLOVER D. The corporate shaping of GM crops as a technology for the poor. Journal of Peasant Studies, 37(1), 2010, p. 67–90.

GOODMAN D. et REDCLIFT M., The international farm Crisis, St Martin's Press, New York, 1989.

GORDON A., Towards a model of Asian plantation systems, Journal of Contemporary Asia 31, 2001, p.306–30.

GREEN M. and HULME D. From correlates and characteristics to causes: thinking about poverty from a chronic poverty perspective. World Development, 2005, 33(6), 867–79.

GUPTA A., The Physical Geography of Southeast Asia, Oxford University Press, Oxford and New York, 2005

HAGGARD S., Pathways from the Periphery: the Politics of Growth in the Newly Industrializing Countries, Cornell University Press, Ithaca, 1990.

HAGGARD S., KANG D. and MOON C., Japanese Colonialism and Korean Development: a Critique, World Development, 25, 6, 1997, p.867-881.

HAKWON SUNOO H., *La Corée du Sud, Economie d'une dictature et enjeux démocratiques*, Publisud, Paris, 1988.

HAROON AKRAM-LODHI A., *Vietnam's Agriculture: Processes of Rich Peasant Accumulation and Mechanisms of Social Differentiation*, *Journal of Agrarian Change*, Vol (,1, January 2005,p.73-116.

HAYAMI Y. and RUTTAN V., "Korean Rice, Taiwan Rice and Japanese Agricultural Stagnation", *Quarterly Journal of Economics*, 1970, p.562-589.

HENLEY D., *Natural Resource Management: Historical Lessons from Indonesia*, *Hum Ecol*, 2008, 36 p.273-290.

HENLEY D., *Of sago and kings: Sustainability, hierarchy and collective action in precolonial Sulawesi*. In Boomgaard, P., Henley, D., and Osseweijer, M. (eds.), *Muddied Waters: Historical and Contemporary Perspectives on Management of Forests and Fisheries in Island Southeast Asia*, KITLV, Leiden, 2005.

HO S., "Economic development and Rural Industry in South Korea and Taiwan", *World Development*, 1982, 11, p.973-990.

HOLT GIMENEZ, E. and SHATTUCK A., 'Food crises, food regimes and food movements: rumblings of reform or tides of transformation?', *Journal of Peasant Studies*, 38: 1, 2011, p.109-144

HOUTART F., *Hai Van, Socialisme et Marché, La double transition d'une commune vietnamienne*, Les Indes savantes, Paris, 2004.

JANA, B.B. and WEBSTER C.D. (eds), *Sustainable Aquaculture: Global Perspectives*, Haworth Press, Binghamton, New York, 2003.

KERKVLIT B.J.T., 'Rural Society and State Relations', in B.J.T. Kerkvliet and D.J. Porter, eds., *Vietnam's Rural Transformation*, Westview Press, Boulder, 1995,p. 65–96.

KING V.T., *Southeast Asia: An Anthropological Field of Study ?*, *Moussons*, 3, juin 2001, p.3-32.

KOHLI A., *Where Do High Growth Political Economies Come from? The Japanese Lineage of Korea's "Development State"*, *World development*, 22, 9, 1994, p.1269-1293.

KUO S., RANIS G. and FEI J., *The Taiwan Success Story: rapid Growth with improved Income Distribution, 1952-1979*, Westview Press, Boulder, 1981.

LEE C.H., *La transformation économique de la Corée du Sud, Leçons pour les économies en transition*, OECD, Centre de Développement, Paris, 1995.

LEE E., *Egalitarian Peasant Farming and Rural Development: the Case of South Korea*, World Development, 1979.

LEE T., *Intersectoral Capital Flows and the Economic Development of Taiwan 1895-1960*, Cornell University Press, 1971.

LEITCH Le POER B., ed. *Thailand: A Country Study*. Washington: GPO for the Library of Congress, 1989.

LE THI VAN HUE and SCOTT S., *Coastal Livelihood Transitions: Socio-Economic Consequences of Changing Mangrove Forest Management and Land Allocation in a Commune of Central Vietnam*, *Geographical Research* March 2008, 46(1): p.62–73.

LI T. M. ed., *Transforming the Indonesian uplands: marginality, power and production*, Harwood Academic Publishers, Amsterdam, 1999.

LI T. M., 'Centering labor in the land grab debate', *Journal of Peasant Studies*, 38: 2, 2011, p.281-298.

MCCARTHY J F, *Shifting resource entitlements and governance reform during the agrarian transition in Sumatra, Indonesia*, *Journal of Legal Pluralism* No. 55, 2007, 65–122.

MCCARTHY J.F. and CRAMB C., *Policy narratives, landholder engagement, and oil palm expansion on the Malaysian and Indonesian frontiers*, *The Geographical Journal*, Vol. 175, No. 2, June 2009, pp. 112–123.

McFARLANE B., "Political Economy of Class Struggle and Economic Growth in China", *World Development*, 8, 1983, p.659-672.

McMICHAEL, P., *A food regime genealogy*. *The Journal of Peasant Studies*, 36(1), 2009, p.139–69.

MAURER J.L., *Les mutations de l'agriculture indonésienne*, *Etudes Rurales*, n°99-100,1985.

OECD-FAO *Agricultural Outlook 2008-2017*, May 2008.

OXFAM INTERNATIONAL, *The Time is Now: how world leaders should respond to the food price crisis*, Oxfam Briefing Note, 3 June 2008.

PEEMANS J-Ph., *Modernisation, globalisation et territoires: l'évolution des regards sur l'articulation des espaces urbains et ruraux dans les processus de développement*, *Revue Tiers Monde*, Tome XXXVI, n°141,1995, p.17-41.

PEEMANS J.Ph., *Modernization, Technology, Institutions and Development History: Britain, Japan, Korea and Taiwan revisited*, National Chung-Hsing University, Taipei, Taiwan, 1989, p.209-236.

PEEMANS J.Ph., « L'agriculture européenne, Caractéristiques et contradictions de la modernisation de l'agriculture européenne dans le cadre de la PAC », Contradictions, 1989, p.161-177.

PEEMANS J.Ph., Les politiques agricoles au fil du temps : logiques dominantes et conséquences, in S.Charlier et G.Warnotte, eds., La souveraineté alimentaire, Presses Universitaires de Louvain, 2007, p.29-52.

PEEMANS J.P., Acteurs, histoire, territoires et la recherche d'une économie politique d'un développement durable, Mondes en Développement, Vol.38-2010/2-n°150,p.23-48.

PELUSO N. and VANDERGEEST P., Genealogies of the political forest and customary rights in Indonesia, Malaysia, and Thailand, Journal of Asian Studies 60,2001,p.761–812.

PINGALI P., Westernization of Asian Diets and the transformation of food systems: Implications for research and policy, ESA Working Paper September 2004, Agricultural and Development Economics Division, FAO, Rome, 2004.

PROBLEMES ECONOMIQUES, L'agriculture dans la mondialisation, n° 2901, juin 2006, La Documentation française, Paris, p.2-22.

RAVAILLON M. and van de WALLE D., 'Land Allocation in Vietnam's Agrarian Transition'. World Bank Policy Research Working Paper no. 2951, 2003.

REARDON, T., TIMMER P. et al., "The rise of supermarkets in Africa, Asia, and Latin America". AJAE, 85(5), 2003.

REID A., Southeast Asia in the age of commerce,1450-1680, Yale University Press, New Haven, 2 vol.,1988

REID A., Humans and Forests in Pre-colonial Southeast Asia. Environment and History 1, 1995, : p.93–110

RICKLEFS M.C.,A History of Modern Indonesia since c.1300, Macmillan,London,1993

RICKLEFS M.C., War, Culture and Economy in Java, 1677-1726: Asian and European Imperialism in the early Kartasura period, Allen & Unwin, Sydney,1993

RIEDINGER J.F., Agrarian Reform in the Philippines, Democratic Transitions and Redistributive Reform, Stanford University Press, Stanford, 1995.

RIGG J. et al., Understanding Languages of Modernization: A Southeast Asian View, Modern Asian Studies, Vol. 33, No. 3, Jul., 1999, pp. 581-602.

RIST L., L. FEINTRENIE L., and LEVANG P., The livelihood impacts of oil palm: smallholders in Indonesia. *Biodiversity Conservation*, 19, 2010, p.1009–1024.

ROESSLER R. et al., Modelling of a recording scheme for market-oriented smallholder pig producers in Northwest Vietnam, *Livestock Science* 123, 2009, p. 241–248.

ROSS, M. L. *Timber Booms and Institutional Breakdown in Southeast Asia*, Cambridge University Press, Cambridge, 2001.

ROSSET P., *Food is different: why we must get the WTO out of agriculture.:* Zed Books, New York, 2006

ROSTOW W.W., *The Stages of Economic Growth: a Non-Communist Manifesto*, Cambridge University Press, 1970

RUF F. et GERARD F., « Quel rôle pour l'agriculture dans la relance de l'économie indonésienne ? », in *Agricultures en crise. Populations, matières premières et ressources naturelles en Indonésie, 1996-2000*, CIRAD-Karthala, Paris, 2001.

SASAMOTO T., "A Salient Feature of capital Accumulation in Taiwan: the System of Rice collection by the T.P.F.B.", *Developing Economies*, March 1968, p.27-39.

SHELDON SIMON, *ASEAN and Multilateralism: The Long, Bumpy Road to Community*, *Contemporary Southeast Asia* Vol. 30, No. 2, 2008, pp. 264.-92.

STEIN H.,ed., *Asian Industrialization and Africa*, St.Martin's Press, New York,1995; WADE R., *Governing the Market, Economic Theory and the Role of Government in East Asian Industrialization*, Princeton university Press, Princeton, 1990.

STOLER A.L., *Capitalism and confrontation in Sumatra's plantation belt, 1870–1979*, University of Michigan Press, Ann Arbor 1995.

SUTTON K, *Agribusiness on a grand scale – FELDA's Sahabat complex in East Malaysia Singapore*, *Journal of Tropical Geography*, 2001, 22, p.90–105.

TESSIER O. FONTENELLE J.P., « Pression démographique et contraintes politiques : la paysannerie du delta du Fleuve Rouge dans la tourmente du XXème siècle », *Population et développement au Vietnam*, Karthala, Paris, 2000, p.495-527.

THRUPP L., et al., *The diversity and dynamics of shifting cultivation: myths, realities, and policy implications*, World resources Institute, Washington, 1997.

TICSAY M. V. Fragmentation of the Ifugao agroecological landscape. In Dove, M. R., Sajise, P. E., and Doolittle, A. A. (eds.), *Conserving Nature in Culture: Case Studies from Southeast Asia*, Yale University Southeast Asia Studies (Monograph 54), New Haven, 2005.

TREBUIL G., EKASINGH G.& EKASINGH M., Agricultural Commercialisation, Diversification and Conservation of Renewable Resources in Northern Thailand Highlands, in *Moussons*, n° 9-10,2006,p.131-156.

VAN ESTERIK P., *Food Culture in Southeast Asia (Food Culture Around the World)*, Greenwood Press, 2008.

VAN ROEKEL J., WILLEMS S. and BOSELIE, D.M., *Agri-supply Chain Management: to stimulate cross border trade in developing countries and emerging economies*, World Bank Paper, World Bank, Washington DC, 2002.

VON BRAUN J. & MEINZENDICK R., *Land Grabbing by Foreign Investors in Developing Countries, Risks and Opportunities*, IFPRI, Policy Brief, 13, 2009.

WALLERSTEIN I., *The Politics of the Capitalist World-Economy*, Cambridge University Press, Cambridge, 1984.

WALLERSTEIN I., *The Modern World System: Capitalist Agriculture and the Origins of the European World Economy in the Sixteenth Century*, New York, Academic Press, New York, 1976.

WARR P., *Poverty Reduction through Long Term Growth: the Thai Experience*, Working Papers in Trade and Development, 2008/19, The Australian National University, 2008

WORLD BANK, *The East Asian Miracle, Economic Growth and Public Policy*, Oxford University Press, New York, 1993

WORLD BANK, *World Development Indicators 2003*, Washington, 2003.

WORLD BANK and ASIAN DEVELOPMENT BANK (ADB), 'Vietnam: Delivering on its Promise'. Hanoi: Vietnam Development Information Center, 2002.

WORLD BANK, *Directions in Development: Agriculture and Poverty Reduction*. Agriculture and Rural Development Department. Washington, September 2004.

WU R.I., *The Strategy of Economic Development: a Case Study of Taiwan"*, Vander, Louvain, 1971, p.169-180.

GRAESE : Groupe de Recherches Asie de l'Est et du Sud Est



Le **GRAESE** (Groupe de Recherches sur l'Asie de l'Est et du Sud Est) regroupe des chercheurs concernés par les problèmes du développement en Asie Orientale et Sud Orientale. A son origine se trouvent des académiques et des chercheurs ayant participé à des projets de recherche , d'enseignement et de coopération dans cette région du monde depuis le milieu des années 1990. En Belgique, ces activités ont associé, dès le début, des chercheurs de l'UCL , des FUSAGX, et de l'ULG qui poursuivent une coopération régulière depuis une quinzaine d'années. En Asie ces activités ont concerné un grand nombre de chercheurs et d'académiques de diverses universités et institutions vietnamiennes, laotiennes, cambodgiennes, thaïlandaises et chinoises. L'Université Agronomique de Hanoi (UAH) est un partenaire privilégié depuis le début. Ces activités ont concerné particulièrement les projets de développement agricole, les composantes socio-économiques du développement rural, les rapports villes-campagnes et les politiques affectant ces différents domaines. En outre plusieurs thèses de doctorat ont été réalisées dans le cadre de ces activités, et sous diverses formes de partenariat entre les universités belges et asiatiques concernées. Le **GRAESE** vise à donner une meilleure visibilité à ces diverses activités, à faciliter la circulation de l'information entre les chercheurs et centres de recherches concernés, et à appuyer et soutenir l'intérêt en Belgique et en Europe pour les problèmes du développement asiatique dans un public plus large.

En pratique le **GRAESE** a pour objectif :

- 1) de stimuler la recherche interdisciplinaire concernant les problèmes et les enjeux du développement en Asie orientale et sud orientale
- 2) de publier sous forme de Working Papers (format papier ou online) des résultats de recherche liés aux projets en cours et aux questions concernant les diverses thématiques du développement appliquées à l'Asie orientale et sud-orientale, avec une attention particulière aux thèmes évoqués ci-dessus.
- 3) de réaliser des publications scientifiques de divers types concernant ces problèmes et réalisées par des chercheurs des différents centres partenaires en Europe et en Asie.
- 4) de fournir un lieu de rencontres entre chercheurs concernés par ces thèmes, particulièrement dans le cadre des doctorats en cours.
- 5) d'organiser des activités d'enseignement et d'information sur les problèmes du développement de l'Asie de l'Est et du Sud Est, notamment à travers l'organisation de conférences et séminaires donnés par des académiques et chercheurs asiatiques de passage en Belgique.

En Belgique les activités du **GRAESE** sont coordonnées par Ph.Lebailly (UEDR-Gembloux-ULg) et J.Ph.Peemans (CED-UCL). Le secrétariat du **GRAESE** est assuré par l'UEDR.

Centre d'Etudes du Développement, UCL, Louvain la Neuve

Unité d'Economie et Développement rural, Gembloux Agro-Bio Tech, ULG

Centre for Interdisciplinary Research on Rural Development (CIRRD), Hanoi University of Agriculture (HUA)